

Sylvie LAVIGNE-DELVILLE

Mémoire de Maîtrise



LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN CHINE, ET SES
CONSEQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES, DE 1898 A 1919

I

SITUATION DE LA CHINE A LA FIN DU XIX^e SIECLE

La transformation de l'enseignement en Chine au début du XX^e siècle a été l'une des principales conséquences du contact de la Chine avec l'Occident.

La présence d'Occidentaux en Chine date d'assez loin. Les premiers furent des marchands : au XIV^e siècle, Marco Polo resta 17 années au service de KOUBILAI KHAN, empereur de Chine. Mais en général les marchands restaient peu de temps en Chine, pas plus qu'il ne leur fallait pour traiter leurs affaires; la plupart des occidentaux qui s'installèrent réellement en Chine, parfois définitivement, furent des missionnaires.

Les premiers Jésuites sont arrivés au XVI^e siècle, et par la grande valeur de leurs représentants, dont le plus connu est le Père Matteo RICCI, ils ont su s'adapter à la culture chinoise et se faire apprécier des mandarins par leur science. Dès cette époque les sciences occidentale et orientale ont donc commencé à se mêler : la science orientale est assez avancée pour que des lettrés puissent s'intéresser aux applications pratiques que leur montrent les missionnaires; mais ils n'y voient encore que des curiosités exotiques sans intérêt véritable pour leur société. Au travers de la science, les missionnaires intéressent les mandarins au christianisme, qui est accueilli avec bienveillance en Chine jusqu'à la fameuse Querelle des Rites. Durant tout le XVII^e siècle,

les Jésuites se heurtèrent à l'incompréhension de la papauté qui leur interdit de faire des aménagements aux rites catholiques pour les adapter à la mentalité chinoise. Ces luttes dévalorisèrent le christianisme aux yeux des Chinois, qui finirent par s'en méfier et craignirent que les puissances qui agissaient sur ces missionnaires jusqu'en Chine même ne finissent par avoir des visées politiques sur le pays. Du début du XVIII^e siècle jusqu'en 1860, la pratique du christianisme en Chine est interdite par la loi. Cependant les missionnaires continuent leur œuvre clandestinement, des mandarins les protègent et ferment les yeux sur leur présence, et la religion chrétienne parvient à survivre.

Mais ces missionnaires n'avaient encore représenté que leur religion, non leur pays. Au milieu du XIX^e siècle, avec la guerre de l'opium, les Chinois apprennent que derrière les missionnaires se dressent des nations redoutables qui, par une simple démonstration de force, peuvent obtenir des avantages que jusque-là la Chine n'avait consenti à aucun étranger. L'Empire du Milieu, centre du monde, avait d'abord voulu considérer les Occidentaux comme il avait toujours considéré les barbares, c'est-à-dire comme des nations attirées par sa splendeur et son rayonnement et venant lui rendre hommage. Mais les Occidentaux veulent autre chose que de simples échanges de présents, ils cherchent des avantages commerciaux; le traité de Nankin en 1842 leur ouvre 5 ports : Canton, Amoy, Fou-tchéou, Ning-po, Changhai. Les missionnaires sont autorisés à y construire des églises, des maisons, des écoles, des hôpitaux, et à y prêcher.

Les Occidentaux ne s'en tiennent pas là. Ils prennent prétexte du moindre incident contre un de leurs ressortissants pour

réclamer de nouveaux avantages, afin de mieux protéger leurs intérêts. En 1860 le traité de Pékin, qui ratifie les traités de Tientsin, ouvre 11 nouveaux ports au commerce étranger, accorde aux étrangers le droit de voyager à l'intérieur de la Chine avec un passeport, mais non d'y résider, alors que le droit de résidence à l'intérieur est accordé aux missionnaires; la Chine accepte de recevoir des représentations diplomatiques étrangères, et crée un Office des Affaires Etrangères, le Tsong-li Yamen. Les missionnaires peuvent donc à nouveau se répandre dans toute la Chine, mais à cette époque les catholiques ne sont plus les seuls : en 1807 a débarqué à Canton le premier missionnaire protestant, Robert MORRISSON. Catholiques et protestants se partagent désormais l'évangélisation de la Chine, et un de leurs premiers actes dans ce but est d'ouvrir des écoles. Par ces écoles, par les contacts personnels que certains missionnaires entretiennent avec des lettrés à l'esprit ouvert, et par les contacts entre commerçants occidentaux et chinois dans les ports ouverts, les Chinois commencent à avoir connaissance de la civilisation occidentale.

A la fin du XIX^e siècle, les Puissances contrôlent une grande partie de la Chine, en particulier les côtes, plus accessibles et plus intéressantes pour des commerçants : la France a mis la main sur le Sud-Ouest, la Russie et le Japon sur le Nord-Est, l'Angleterre et l'Allemagne sur la presqu'île du Chantoung, l'Angleterre sur la vallée du Yangtsé. Elles construisent des chemins de fer, des usines, des lignes de télégraphe, dont elles s'assurent la direction, et pour protéger leurs intérêts exigent de pénétrer dans l'administration chinoise elle-même : ce sont des étrangers qui contrôlent le versement des droits de douanes et des taxes portuaires, et qui se chargent

ensuite de les remettre aux autorités chinoises après avoir prélevé les intérêts des dettes chinoises à leur égard; ils ont ainsi la main sur la principale source de revenus de l'Empire. En contact permanent avec les hauts fonctionnaires chinois, leurs homologues occidentaux essayent de les persuader de l'utilité des coutumes occidentales en matière de relations diplomatiques : "Les efforts tentés par les Légations dans l'espoir d'établir des relations amicales avec le Prince KONG et ses associés du Tsong-li Yamen semblent avoir eu peu de succès. Sir Robert HART, pourtant, en sa qualité de chef des Douanes maritimes chinoises, se trouva de plus en plus apprécié par les hauts fonctionnaires de Pékin et Tientsin. Ce fut lui qui persuada le Grand Conseil d'envoyer des représentants dans les Cours étrangères. Avec eux les idées occidentales trouvèrent une seconde voie de pénétration en Chine : la Cour mandchoue avait réalisé combien il importait que des hommes capables et conscients de leurs responsabilités fussent envoyés au-delà des mers. Il y eut donc une succession de lettrés éminents qui vécurent à l'étranger, notant toutes leurs observations et rédigeant, par ordre, de longs rapports sur les coutumes des pays dont ils étaient les hôtes." (1)

Un nombre grandissant de lettrés prend donc conscience des avantages qu'ils pourraient retirer de s'initier à la science occidentale. Ils ont d'ailleurs devant eux l'exemple du Japon, et en 1865 déjà le Prince KONG, oncle de l'empereur KOUANG-SIU, adressait un mémoire au trône dans lequel il disait :

"Quand une petite nation comme le Japon sait comment entrer dans une ère de progrès, n'y a-t-il pas de plus grande

(1) E.R. HUGHES : L'invasion de la Chine par l'Occident

disgrâce pour la Chine que de rester attachée à ses vieilles traditions et ne jamais penser à s'éveiller ?" (1)

Malgré tout, ces lettrés progressistes restent en nombre restreint; la masse chinoise n'a pas encore conscience des problèmes qui se posent au pays et les efforts de modernisation tentés à cette époque ne réussiront pas à être populaires. Au gouvernement, les conservateurs sont les plus puissants et ne sont aucunement prêts à rompre avec la tradition. La société traditionnelle est encore suffisamment cohérente pour résister.

Cependant les événements politiques de la fin du XIX^e siècle vont produire un changement. La Chine a déjà constaté qu'elle était incapable de résister à l'ambition des Puissances occidentales qui s'acharnent à la démembrer, mais elle se considère encore comme la première, sinon la seule, puissance asiatique. Or en 1895 elle subit une défaite militaire devant le Japon : ce fut une grande surprise. Elle avait toujours considéré le Japon comme un vassal, or en peu de temps il fait capituler le puissant Empire chinois. Beaucoup de Chinois ressentent durement cette humiliation, et s'interrogent sur ses causes. Ils en viennent à la conclusion que le Japon, ayant su assimiler la science occidentale, est devenu aussi dangereux que les nations occidentales elles-mêmes. Dans le peuple, la défaite a porté atteinte au prestige de la dynastie mandchoue et accentué parmi les progressistes le désir de réformes. La guerre de 1894-95 est l'une des principales origines des réformes que tentera d'imposer l'empereur KOUANG-SIU en 1898.

88.

(1) cité par M. CAMERON : The reform movement in China

En 1900, c'est la révolte des Boxeurs, mouvement xénophobe dirigé contre les missionnaires et tous les autres étrangers en Chine. Mais les insurgés ne peuvent tenir tête aux occidentaux, qui après leur victoire réclament une lourde indemnité pour les dommages causés, destructions et massacres. Le trône lui-même comprend alors la nécessité pour la Chine de se transformer, pour pouvoir lutter à armes égales contre l'envahisseur, et à partir de 1901 l'impératrice douairière TSEU-HI publie des décrets de réforme. Ces réformes portent sur tous les domaines (administration, économie, armée, enseignement), mais l'effort des législateurs pour essayer d'harmoniser les civilisations occidentale et orientale est particulièrement visible dans la réforme de l'enseignement. La nouvelle orientation est totalement différente du système traditionnel d'enseignement en Chine.

L'enseignement traditionnel reposait sur le confucianisme. Suivant l'enseignement de CONFUCIUS, on pensait que c'était la valeur morale, et non l'acquisition d'une connaissance spécialisée, qui faisait les bons fonctionnaires. L'enseignement consistait donc à donner aux étudiants une connaissance aussi parfaite que possible du confucianisme, contenu dans les "Cinq Livres" et les "Quatre Commentaires". Dans ces livres on trouvait la doctrine de CONFUCIUS et celle de son disciple MENCIUS, et les commentaires de ces oeuvres reconnus officiellement comme orthodoxes.

L'enseignement n'était pas considéré comme un moyen d'instruire les gens individuellement, mais comme un moyen de fournir des fonctionnaires au gouvernement. Dans le système de gouvernement chinois, il y avait environ 100 000 fonctionnaires pour tout l'Empire :

peu d'hommes pouvaient donc être appelés à devenir fonctionnaires, et cet emploi n'était pas accessible aux femmes. On considérait donc que seul un petit nombre d'hommes avait besoin d'être instruit, et qu'il était inutile de donner à des femmes d'autres connaissances que ménagères.

L'Etat s'occupait peu de la manière dont étaient acquises ces connaissances. La première éducation était donnée soit par le père lui-même, soit par un précepteur dans les familles riches, ou encore dans des écoles collectives de famille, de village ou de clan. Parfois quelque haut fonctionnaire créait une école dans sa province pour se donner du prestige. Dans certaines familles riches, quand les leçons étaient données à l'intérieur de la maison, les filles étaient admises à assister à l'enseignement donné à leurs frères jusqu'à l'âge où la coutume voulait que filles et garçons n'aient plus de contact.

La méthode de l'enseignement consistait uniquement à faire travailler la mémoire : "Les idées que pouvaient contenir les Classiques étaient complètement cachées par l'effort qu'il fallait faire pour se rapp^{er}ler les phrases aux consonnances archaïques et les difficiles/symboles que représentait l'écriture." (1) Les textes présentés non seulement contenaient des idées difficiles à saisir pour de jeunes enfants, mais encore ils étaient en langue classique, à peu près incompréhensible pour des enfants qui ne parlaient que leur dialecte. Le seul moyen de les retenir était donc de les apprendre par coeur.

En principe, tous les Chinois sans distinction

(1) Lyon SHARMAN : Sun Yat-sen, his life and its meaning

pouvaient accéder aux concours officiels. L'instruction pouvait donc représenter un moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale en obtenant un poste de fonctionnaire. Mais en fait, seuls ceux qui en avaient le temps et les moyens pouvaient se permettre de fréquenter les écoles. Car avant d'étudier les textes, il fallait apprendre à lire et à écrire, et cela seul demande déjà de nombreuses années d'étude : on estime qu'il y a environ 60 000 caractères dans l'écriture chinoise; on peut arriver à lire et à écrire correctement en n'en connaissant que le 1/10; les journaux en utilisent 3 à 4 000. De plus, l'étudiant doit avoir une grande culture classique pour pouvoir comprendre toutes les allusions littéraires contenues dans les textes. (1)

Seuls quelques privilégiés pouvaient donc songer à entreprendre des études qui pouvaient se prolonger fort longtemps, si le lettré voulait se perfectionner pour atteindre des grades plus élevés. Les règlements prévoyaient d'ailleurs le cas de candidats aux concours ayant dépassé 80, 90 et même 100 ans (2). Ce sont en général des fils de fonctionnaires, ou parfois des enfants de basse extraction remarqués par un protecteur. Parfois, tout un village se cotisait pour offrir des études à un de ses enfants particulièrement doué, dans un but un peu intéressé, car si l'enfant réussissait, tout le village en retirait une grande considération.

Les examens, ayant pour but principal de recruter des fonctionnaires, étaient organisés par l'Etat; c'était le seul point sur lequel l'Etat s'intéressait à l'enseignement, et il avait le monopole

(1) J.J. BRIEUX : La Chine du nationalisme au communisme

(2) J. ESCARRA : La Chine, passé et présent

de l'organisation de ces concours. Il faut signaler que les enfants des familles mandchoues, c'est-à-dire toutes celles, à quelque classe sociale qu'elles appartiennent, qui étaient de même origine que la famille impériale, ne passaient pas les mêmes examens que les Chinois : le niveau en était beaucoup plus bas. On donnait d'ailleurs rarement à des Mandchous des postes importants, à moins qu'ils n'aient fait leurs preuves; on leur réservait plutôt des sinécures prestigieuses. Les postes nécessitant des compétences étaient donnés aux Chinois ayant réussi aux concours (1). Les examens réservés aux Chinois étaient à multiples degrés. WANG FENG-GANG (2) en compte 7, dont 4 provinciaux ayant lieu tous les ans, et 3 nationaux ayant lieu tous les 3 ans. Les examens provinciaux permettaient d'obtenir les grades de bachelier (hiu-tsai), et licencié (chiu-jen); les étudiants ayant réussi à ces examens partaient pour la capitale aux frais de leur province, qui retirait un grand prestige du nombre de ses lettrés. Le premier examen national donnait droit au titre de docteur (chin-chih); les docteurs pouvaient se présenter à un deuxième examen national, qui faisait d'eux des lettrés officiels: ceux qui réussissaient devenaient membres de l'Académie Impériale de Pékin, l'Académie Hanlin, et se consacraient à la littérature officielle; le dernier degré était un examen impérial, tenu en présence de l'empereur lui-même.

Les examens n'ouvraient pas automatiquement la porte à la fonction publique : parmi les reçus, les censeurs, les ministres, les membres de l'Académie Hanlin, sélectionnaient ceux qui leur semblaient les plus aptes à devenir fonctionnaires, d'après leur niveau

(1) H.A. GILES : China and the Mandchous

(2) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

social ou leurs activités antérieures, et présentaient cette liste à l'empereur, qui choisissait alors les fonctionnaires. Pour essayer d'éviter la corruption et le népotisme, on ne nommait jamais un fonctionnaire dans sa province natale, et il était fréquemment muté. Conformément à la doctrine de CONFUCIUS, qui voulait qu'un homme de bonne moralité soit apte à toutes les tâches, il n'y avait pas de spécialisation : un fonctionnaire pouvait être nommé tout à tour juge, chef militaire, gouverneur de province, etc.

Les examens étaient uniquement littéraires; ils s'agissait en général de dissenter su un passage de CONFUCIUS ou d'un de ses commentateurs. En 1887 cependant, une loi introduisit les mathématiques dans les examens officiels, mais cette innovation se heurta à l'inertie administrative et la tradition littéraire resta la plus forte. (1)

Ceux qui avaient échoué aux examens retournaient dans leur village, où l'on attendait d'eux qu'ils prennent la responsabilité des affaires locales, "sans considération de l'âge peu avancé qu'ils pouvaient avoir : tel était le respect pour l'éducation dans la Chine ancienne". (2) Ou bien ils ouvraient une petite école, ou encore devenaient précepteur dans une famille riche. Mais quel que fût son degré d'instruction, le lettré occupait la première place dans la hiérarchie sociale chinoise. Tous les personnages ayant une fonction officielle dans l'Empire étaient des lettrés : on peut dire que c'était le lettré qui gouvernait; il représentait la véritable aristocratie du pays. La seconde place était occupée par les paysans, puis venaient les artisans, et enfin les "perfides

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

(2) L. SHARMAN : Sun Yat-sen, his life and its meaning

marchands" : il y avait une sorte de mépris officiel pour ces gens qui ne produisent pas : il était interdit aux fils de certaines catégories de marchands de se présenter aux concours pour le recrutement des fonctionnaires (1).

A la fin du XIX^e siècle, cette société est en pleine mutation. La pénétration occidentale a commencé à faire son œuvre. Elle se fait d'abord par l'adoption des techniques : une certaine industrie moderne commence à faire son apparition, mais elle est placée sous le contrôle des mandarins, ce qui gêne son développement, les marchands n'ayant pas toujours les mains libres. La pénétration des idées est surtout le fait des écoles missionnaires. Catholiques et protestants avaient une conception différente de leur mission d'enseignement : les catholiques donnent un enseignement à peu près uniquement religieux, ils veulent avant tout former des familles catholiques convaincues, et préfèrent pour cela ne pas avoir de païens dans leurs écoles. Les protestants ne voient pas tout-à-fait les choses de la même façon : les premiers objectifs à atteindre étaient bien, pour eux aussi, de former des catéchistes et de constituer une communauté chrétienne capable de lire la Bible, mais ils considèrent l'enseignement de l'anglais comme le meilleur véhicule de la "connaissance de l'Ouest" aussi bien que des doctrines chrétiennes. On n'enseignait pas dans leurs écoles les Classiques chinois, c'est pourquoi les lettrés avaient peu de considération pour elles, et beaucoup de familles hésitaient à y mettre leurs enfants, puisqu'elles ne préparaient pas aux examens officiels pour le service civil, toujours considéré comme le seul but de l'éducation. Mais elles offraient aux classes pauvres

(1) J.J. BRIEUX : La Chine du nationalisme au communisme

la possibilité d'acquérir la connaissance de l'anglais et des mathématiques occidentales, ce qui pouvait les amener à trouver ~~à~~ des emplois rémunérateurs dans les ports ouverts au commerce occidental. Les protestants furent donc amenés à développer leurs écoles bien plus que les catholiques, et à y accueillir de plus en plus d'enfants non-chrétiens; certains missionnaires y voyaient un danger : dans certains établissements, les chrétiens finirent par être en minorité, et il devenait difficile dans ces conditions de maintenir une atmosphère religieuse (1).

Ce sont les protestants qui ont ouvert les établissements d'enseignement les plus réputés. Ils ont fondé l'université du Chantoung en 1864, l'université Saint-John à Changhai en 1879, l'université de Yentching en 1870, celle de Nankin en 1888; des Collèges anglais existent à Chantéou, Amoy, Fou-tchéou, Hankéou, Tientsin; d'autres universités à Fou-tchéou, Sou-tchéou, Si-ngan-fou, Pékin. On a dit souvent que les missionnaires ne touchaient par leur enseignement que les basses classes de la société, n'ayant rien à perdre à se convertir, mais non seulement ils ne réservaient pas leur enseignement aux convertis, mais encore on peut constater d'importantes relations entre les enseignants chrétiens et beaucoup de pionniers des mouvements de réforme, comme nous le verrons.

A la fin du XIX^e siècle il se trouve donc en Chine des lettrés suffisamment imprégnés d'idées occidentales pour commencer à se détacher de la tradition et demander des réformes, en particulier une réforme de l'enseignement, tendant à donner la première place à l'appren-

(1) P. VARG : Missionaries, Chinese and Diplomats

tissage de la vie pratique telle qu'elle se présente désormais, et non plus à la connaissance des Classiques. Au début du XX^e siècle, cette transformation sera officielle, mais il y eut d'abord une première tentative en 1898, menée par l'empereur lui-même, c'est ce qu'on appelle les "Cent Jours" de KOUANG-SIU.

II

● ● ● ● ●

LES CENT JOURS

Comme le dit Georges DUBARBIER (1) : "Les réformes de 1898, qui vont donner le premier coup de sape dans l'antique édifice, marquent le début d'une ère nouvelle pour la Chine."

Les historiens s'accordent à penser que c'est de Canton qu'est parti le mouvement de réforme. Là, comme dans tous les ports ouverts, "dans les écoles ouvertes par les missionnaires, les fils de commerçants et de banquiers chinois avaient reçu l'empreinte des idées occidentales." (2)

De nouvelles classes sociales étaient nées du contact avec l'occident, qui sentaient la nécessité d'être au courant des techniques occidentales pour pouvoir supporter la concurrence étrangère, et voulaient faire donner à leurs enfants une éducation plus pratique que celle qui menait aux examens d'Etat. En 1867; l'arsenal de Kiang-ngan crée une école qui lui est attachée, où l'on étudie les langues étrangères pour pouvoir faire la traduction d'ouvrages techniques à l'usage du génie. La même année sont fondées des écoles du même genre en relation avec les ateliers de construction navale de Fou-tchéou (3).

(1) G. DUBARBIER : La Chine contemporaine

(2) P. RENOUVIN : La Question d'Extrême-Orient

(3) M. CAMERON : The reform movement in China

Le gouvernement lui-même prend conscience qu'il lui faut former des gens capables d'assurer la marche et le bon fonctionnement de certaines modernisations qu'il ne veut pas laisser aux mains des étrangers. En 1879 est fondé le "Telegraph College" à Tientsin, en 1890 un Collège naval à Nankin. D'autre part, après le traité de Tientsin, les Anglais déclarent que désormais leurs communications officielles ne se feront plus qu'en anglais. Le gouvernement chinois se voit contraint de trouver des interprètes. En 1862 il fonde 3 écoles d'interprètes, à Pékin, Canton et Changhai. Celle de Pékin allait être appelée à un grand développement, sous le nom de Collège Tungwen : elle accueillait des jeunes gens instruits de bonne famille, au début tous mandchous, dont on s'assurait qu'ils avaient le respect des traditions. Leur nombre était limité à 120. Les professeurs au début étaient tous chinois; mais on s'aperçoit rapidement que personne n'est vraiment compétent pour enseigner les langues étrangères, et en 1864 c'est un missionnaire, le Père W.A.P? MARTIN, qui est chargé de l'enseignement de l'anglais. Il réunit autour de lui des professeurs occidentaux et organise une équipe de traducteurs, qui ~~ix~~ traduisent des ouvrages traitant des lois internationales, de l'histoire, des codes anglais et français, etc. A cette époque, le Collège Tungwen était encore peu de choses : il se composait de 3 classes : anglais, français et russe. Mais en 1897 il est beaucoup plus développé : on y enseigne l'astronomie, la physique, la chimie, l'anatomie, la physiologie, la minéralogie, les mathématiques, le droit international et les langues : anglais, français, russe, allemand, chinois. De nombreux anciens élèves de cet établissement entrent dans le service consulaire. (1) Ce Collège a eu un rôle non négligeable dans la diffusion de la science occiden-

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

tale dans la capitale chinoise.

A la fin du XIX^e siècle, on trouvait donc déjà un certain enseignement officiel inspiré de l'Occident, à vrai dire très restreint et réservé à quelques privilégiés. Mais la présence de ces écoles contribuait à l'évolution des esprits et quelques lettrés commençaient à voir la possibilité de répandre dans toute la Chine en enseignement plus en rapport avec la réalité nouvelle.

A partir de 1895, le trône reçoit de nombreuses suppliques demandant un enseignement moderne et une réforme des examens. Le mémoire qui devait frapper le plus l'empereur et l'encourager à la réforme est celui de KANG YEOU-WEI. C'est à Canton qu'est né KANG YEOU-WEI, en 1858. Il reçut une formation de lettré à la manière classique, mais il s'intéressa vite aux sciences occidentales, à travers des traductions, car il ne parlait aucune langue étrangère. A l'âge de 29 ans il entreprit un voyage à travers la Chine qui dura 6 années, au cours duquel il put comparer l'état de la Chine de l'intérieur à celui des ports ouverts aux étrangers. A partir de 1895 il publia des ouvrages sur la "révolution japonaise", sur l'évolution constitutionnelle de l'Angleterre, sur Pierre-le-Grand et la Russie, qui cherchaient dans des exemples occidentaux la meilleure manière pour la Chine de sortir de sa léthargie. Les sujets qu'il a choisis^{2/} montrent assez les influences qu'il a pu subir. Admirateur de la science occidentale, il était cependant trop imprégné de culture classique pour renoncer au confucianisme; il relut CONFUCIUS à la lumière de ses propres idées, et il en donna une interprétation originale, "révolutionnaire", faisant du Maître un

défenseur du progrès et du changement, ce qui lui valut le mépris des conservateurs et le surnom ironique de "Confucius moderne".

KANG YEOU-WEI n'était pas le seul lettré à s'intéresser à la science moderne occidentale, de hauts fonctionnaires en admettaient déjà l'intérêt. Le mandarin LI HONG-TCHANG, négociateur du traité de Shimonoséki, créait des entreprises industrielles de type moderne dans sa province; le lettré YEN FOU avait des idées assez conservatrices, mais il exerça une grande influence parmi les nouveaux intellectuels par les traductions qu'il fit de penseurs occi-

Après la première guerre mondiale, LEANG KI-TCHAO fit un tour d'Europe, puis consigna le résultat de ses observations dans un ouvrage intitulé "La banqueroute intellectuelle de l'Occident". Il admet que les peuples européens ont une technique avancée, mais leur philosophie et leur religion sont en déclin. L'Europe connaît des courants de pensée contradictoires : individualisme et socialisme, étatsisme et internationalisme, laisser-faire et interventionisme; la pensée moderne occidentale est basée sur deux idées fondamentales qui s'excluent l'une l'autre : liberté et égalité.

L'héritage chinois est plus homogène et a une valeur bien autre que les idées occidentales : "Nous, Chinois, avons un avenir immense; enrichissons notre civilisation nationale de quelques détails qui nous manquent, puis communiquons aux occidentaux notre civilisation, plus complète et plus parfaite que la leur. Travaillons ainsi à l'unification de la civilisation universelle."

Mais de tous ces lettrés KANG YEOU-WEI est le seul à désirer que ses idées soient réellement appliquées dans toute la Chine et à agir en conséquence. En 1895 il est secrétaire-adjoint au ministère des travaux publics (1). Dès le lendemain de la défaite, il se fait connaître en adressant au trône une protestation rédigée au nom d'un certain nombre d'intellectuels, demandant l'occidentalisation de l'Empire. L'année suivante il réunit les intellectuels progressistes en un "Club pour la réforme", qui sera d'ailleurs vite interdit. En firent partie son élève LEANG KI-TCHAO, YUAN CHE-KAI, 2 gouverneurs de province, des docteurs de l'Académie Hanlin, et un ancien précepteur de l'empereur KOUANG-SIU, par l'intermédiaire duquel KANG YEOU-WEI pouvait faire parvenir directement à l'empereur des mémoires demandant la réorganisation de la Chine, seul moyen de résister efficacement aux étrangers. L'ouvrage de TCHANG TCHE-TONG, "Exhortation à l'étude", devint une sorte de programme de parti pour ces réformateurs. Cette première intelligentsia n'était pas xénophobe ni anti-religieuse, et maintenait des relations avec les plus cultivés des missionnaires. Un des meilleurs exemples de ces relations et de l'influence que les missionnaires ont pu avoir au moment des réformes est la vie et l'œuvre de Timothy RICHARD, missionnaire baptiste originaire du Pays de Galles, qui arriva en Chine en 1869. Il ne manqua jamais une occasion de discuter avec de hauts fonctionnaires des remèdes à apporter à la faiblesse de la Chine. Il était en relations en particulier avec LI HONG-TCHANG, vice-roi de la province du Tche-li, et avec TCHANG TCHE-TONG.

En 1890, T. RICHARD accepta la proposition que lui

(1) P. RENOUVIN : La question d'Extrême-Orient

fit LI HONG-TCHANG de devenir éditeur d'un quotidien en chinois, le "Shih Pao", et il utilisa ce périodique pour diffuser ses propres idées. En 1891, il quitta Pékin et le "Shih Pao" pour Changhai, où il dirigea la Société de Littérature chrétienne : c'était une société qui s'occupait de diffuser des périodiques d'inspiration chrétienne et des traductions en chinois d'oeuvres occidentales, ou même des livres sur la science et l'histoire occidentales écrits par les missionnaires eux-mêmes. Les membres de la Société profitaient du moment des examens provinciaux, qui rassemblaient dans les capitales de province de nombreux lettrés, pour leur distribuer des tracts et brochures. A CHANGCHA, par exemple, au moment des examens de 1902, on donna à chacun des futurs mandarins un paquet de brochures contenant des extraits des Ecritures, un article de TCHANG TCHE-TONG sur la tolérance religieuse, un tract sur le bandage des pieds, un article sur la nature de Dieu, et un ~~sermon~~ sur la création et la rédemption (1). A cette époque, certains lettrés pensaient encore que le christianisme faisait partie intégrante de la civilisation occidentale, et sans aller jusqu'à se convertir, ils voulaient en adopter la morale.

En 1895, quand KANG YEOU-WEI organise son "Club pour la réforme", c'est à Timothy RICHARD qu'il vient demander conseil.

Au nom de tous ces lettrés, KANG YEOU-WEI parvient donc à se faire entendre de l'empereur au début de 1898. KOUANG-SIU est un empereur lettré; en 1898 il a 27 ans et règne théoriquement depuis 23 années. En fait, c'est sa tante TSEU-HI, qui l'a elle-même

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

placé sur le trône, qui s'occupe des affaires du gouvernement, aucune décision n'est prise sans avoir reçu son approbation. KOUANG-SIU, qui n'a pas de pouvoir réel, a tout le temps de se cultiver, et il s'intéresse à l'Occident : il a commencé à apprendre l'anglais avec des professeurs du Collège Tungwen (1), et il lui arrive parfois, dit-on, de porter le costume occidental à l'abri des murs de son palais (2). Les mémoires que lui adresse KANG YEOU-WEI l'intéressent, et en janvier 1898 il le prie de lui exposer en détails ses vues sur la réforme. KANG rédige alors un mémoire où il reprend les suggestions de 1895 : développement des bibliothèques publiques, des journaux et revues; envoi d'étudiants chinois à l'étranger; éducation technique et non plus seulement intellectuelle; révision des examens. Il ne touche pas au confucianisme, qui reste considéré comme la seule source de force nationale. KANG YEOU-WEI et KOUANG-SIU travaillèrent pendant un certain temps en étroite collaboration, puis l'empereur commença à publier une série de décrets de réformes administrative, économiques et techniques, intéressant l'enseignement, l'armée, le commerce. Ce ne fut pas une "prise de pouvoir" de la part de KOUANG-SIU : comme d'habitude, il avait consulté TSEU-HI avant d'agir, et celle-ci l'avait assuré qu'elle ne mettrait aucun obstacle à ses projets, pourvu que les anciens privilèges des Mandchous fussent respectés (3). Les premiers décrets parurent le 11-6-1898; le 16, KANG YEOU-WEI était nommé "Conseiller intime de la Cour". Mais KOUANG-siu et le petit nombre de réformateurs sont isolés, ils sentent la méfiance de la Cour et l'indifférence du pays. Ils voudraient arriver à former une opinion publique capable de les soutenir, et le premier décret, expliquant la

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

(2) G. DUBARBIER : La Chine du XX^e siècle

(3) J.O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi

nécessité de la réforme, fait appel à la bonne volonté de tous les Chinois :

"Nous publions le présent décret de manière que tous nos sujets, de la famille impériale jusqu'au plus humble, puisse dès maintenant donner leur concours à la cause de la réforme."

Il faut pour cela faire l'éducation du peuple, et un autre décret déclare : "La publication de tous les journaux est autorisée. Il leur est recommandé de travailler à manifester le vrai et l'utile, de développer les connaissances du peuple." (1) Le journal de LEANG KI-TCHAO, "Le progrès chinois", est choisi par l'empereur comme organe officiel du gouvernement et soutenu financièrement, et KANG YEOU-WEI est nommé secrétaire du bureau des journaux officiels à Changhai.

Voilà ce que disent les décrets de KOUANG-SIU :

"Dans ces dernières années, beaucoup de nos ministres ont recommandé une politique de réformes, et nous avons en conséquence publié des décrets relatifs à l'organisation des examens spéciaux d'économie politique, à la réforme des examens pour les grades militaires, ainsi qu'à la fondation de collèges.

"Les vertueux monarques de l'antiquité ne se sont pas obstinément attachés au présent; ils se sont toujours montrés disposés à accepter les changements.

"Considérez les nécessités du temps présent et la faiblesse de notre pays ! Si l'Empire continue à aller à la dérive avec une armée sans entraînement, des finances désorganisées, des lettrés ignorants, des artisans sans instruction technique, comment pouvons-

(1) LONG KIA-SOU : Le mouvement social en Chine

nous espérer maintenir notre rang parmi les nations et espérer franchir l'abîme qui sépare le faible du fort ?

"Le fondement de l'éducation se trouvera comme par le passé dans les canons des sages, mais en même temps nous ferons une soigneuse enquête sur toutes les branches de l'éducation européenne qui correspondent à des besoins réels. Notre but, c'est l'élimination des choses inutiles et le progrès des études qui, fondées sur les anciens principes, se développeront cependant avec le temps."

Le dernier décret publié par KOUANG-SIU dit :

"En prenant l'initiative de certaines réformes nous avons adopté les méthodes européennes; la Chine et l'Europe estiment toutes les deux que le premier objet d'un bon gouvernement doit être le bien-être du peuple. Mais l'Europe est allée plus loin que nous dans cette voie, si bien que, en introduisant chez nous ses méthodes, nous cherchons simplement à faire aussi bien qu'elle. Nos hommes d'Etat et nos lettrés, ignorant ce qui se passe hors de nos frontières, considèrent l'Europe comme un pays sans civilisation.

"Les nations étrangères ne cernent-elles pas notre pays ? N'y font-elles pas de fréquentes incursions ? Si nous n'apprenons pas à connaître les sources de leur force, si nous ne consentons pas à adopter leurs méthodes, notre ruine sera irrémédiable.

"Quand je songe que la masse de la population dans les provinces de l'intérieur est totalement ~~in~~ignorante de mes projets de réforme, je me sens le coeur chargé de souci et de tristesse." (1)

Mais s'il a de bonnes intentions, l'empereur est un

(1) J.O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi

homme faible. Ses décrets veulent introduire en Chine un bouleversement extraordinaire et brusque, et il n'a pas la personnalité qu'il faudrait pour les imposer. Il n'est pas parvenu à créer un mouvement assez important en sa faveur : la Cour est divisée entre les conservateurs, pour la plupart mandchous qui craignent pour leurs privilèges, soutenus par des Chinois du Nord qui n'ont rien à gagner à des réformes, et le parti progressiste, composé en majeure partie de Chinois du Sud, et de quelques Mandchous fidèles à KOUANG-SIU. (1)

KANG YEOU-WEI se méfie beaucoup de TSEU-HI, qu'il ne croit pas capable d'admettre les réformes qu'il veut imposer, et il va même jusqu'à conseiller à KOUANG-SIU de la faire arrêter. L'empereur charge YUAN CHE-KAI, alors chef de la seule armée moderne de Chine, de la mission; celui-ci avait la réputation de faire partie du camp des réformistes, mais il sent que le vent est encore en faveur de la vieille impératrice, et il la prévient du complot. TSEU-HI, qui s'était d'ailleurs laissée convaincre par les conservateurs que KANG YEOU-WEI et ses amis étaient des révolutionnaires dangereux pour la sûreté de l'Empire, intervient en septembre 1898 et prend le pouvoir avec l'aide de YUAN CHE-KAI. Elle exige de l'empereur le renvoi de KANG, et fait enfermer son neveu. Peu après, les réformateurs sont arrêtés et exécutés; seuls KANG YEOU-WEI et LEANG KI-TCHAO échappent à la police mandchoue et s'enfuient au Japon. La première tentative d'occidentalisation de la Chine a échoué.

En fait, si l'on examine les décrets publiés par TSEU-HI, on s'aperçoit qu'officiellement, elle n'a jamais été ennemie de certaines réformes. Dès 1876, au moment de la fondation du Collège

(1) J.O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi

Tungwen, elle disait : "Le trône a fondé ce Collège, parce qu'il faut absolument que notre élite intellectuelle apprenne les rudiments des mathématiques et de l'astronomie. Que nos fonctionnaires s'y appliquent sérieusement, et ils feront de rapides progrès; en même temps ils éviteront cette déplorable spécialisation qui résulte d'une étude exclusive des Classiques. Nous emprunterons aux pays étrangers leurs méthodes d'enseignement dans l'espoir de rendre les nôtres moins étroites et plus précises, mais nous n'avons pas l'intention d'abandonner les enseignements des Sages." (1)

En 1898 elle craignit les tendances révolutionnaires des réformistes et les condamna au nom de la notion très confucéenne de "juste milieu". Dans le décret de la fin de 1898 qui rapporte les décisions de KOUANG-SIU, elle dit : "La voie que nous suivons est celle du juste milieu, sans écarts à gauche ni à droite. Une fois encore nous vous exhortons, fonctionnaires de l'Empire, nous vous supplions de purifier vos coeurs et de renoncer à jamais à ces fausses distinctions entre réaction et réforme."

Elle cherchait à assurer la grandeur de son pays, et elle avait conscience qu'une certaine occidentalisation de la Chine aurait aidé au maintien de cette puissance. Mais elle détestait les étrangers, et c'est sans doute la raison pour laquelle elle a un certain temps soutenu la révolte des Boxeurs.

Les Boxeurs, comme toute société secrète chinoise, avaient leurs racines dans le peuple, et la réaction contre tout ce

(1) J.O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi

qui venait de l'Occident était à cette époque une tendance profonde de la population chinoise. Contrairement à KOUANG-SIU et aux réformateurs de 1898, les Boxeurs eurent le soutien populaire. Ils avaient pour mot d'ordre : chasser les Tsing, exterminer l'Eglise, tuer les étrangers. TSEU-HI sera assez habile pour rallier les Boxeurs à la dynastie en soutenant leurs deux derniers buts et en leur accordant son concours, d'abord secret, puis de moins en moins caché. Des princes mandchous s'étaient d'ailleurs ouvertement mis à la tête de troupes boxeurs. Tant qu'elle avait espéré que les Boxeurs arriveraient à chasser les étrangers du territoire de la Chine, TSEU-HI n'avait rien fait pour les empêcher d'agir. Durant les troubles, plus de 200 missionnaires et beaucoup de Chinois chrétiens furent assassinés, le nombre des victimes a été évalué à 30 000 catholiques et 2 000 protestants (1). Ce mouvement xénophobe résultait de l'accumulation du ressentiment du peuple chinois, conduit par les mandarins, devant la pénétration étrangère de plus en plus profonde. A cela s'ajoutent les heurts qui se sont souvent produits entre les Chinois et certains missionnaires peu préparés à comprendre la civilisation chinoise. P. VARG (2) cite le cas d'un missionnaire qui acheta un temple situé juste à côté de la mission, à un Chinois peu scrupuleux qui négligea d'en avertir son clan, auquel appartenait ce temple; ensuite le missionnaire reléqua les idoles du temple dans une réserve. Ce comportement provoqua la colère de la population, qui détruisit la mission et massacra les 5 missionnaires.

TSEU-HI avait donc conscience de représenter les

(1)

(2) P. VARG : Missionaries, chineses and diplomats

désirs de son peuple en accordant son soutien aux Boxeurs, malgré les avertissements de certains de ses conseillers qui craignaient les représailles des Occidentaux. Et de fait ceux-ci vinrent à bout de la révolte, démontrant encore une fois la supériorité de leur technique. TSEU-HI entreprit alors de se disculper à leurs yeux pour préserver son trône; elle affirma, dans un décret : "Les ministres des Puissances amies ne manqueront pas de reconnaître que la révolte des Boxeurs a été exclusivement l'oeuvre de certains fonctionnaires, et que l'action ou la volonté du trône n'y ont été pour rien. Nous avons châtié les coupables sans faiblesse, et nos sujets comprendront ainsi la gravité de la crise récente."

Les circonstances lui imposaient les réformes auxquelles elle n'avait pas encore pu se résoudre. Chassée de sa capitale par les troupes étrangères qui venaient délivrer les Légations assiégées par les Boxeurs, alors qu'elle apparaissait encore comme le principal meneur de la réaction, elle y revient en 1901 comme chef de file de la réforme. "Cela démontre une remarquable faculté d'adaptation de la part d'une vieille femme accoutumée depuis longtemps à l'atmosphère d'un palais, et il est notoire qu'un tel environnement ne favorise pas l'ouverture d'esprit." (1)

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

III

LES REFORMES DE L'ENSEIGNEMENT DE TSEU-HI A LA REVOLUTION

Les premiers décrets annonçant la réforme sont publiés alors que TSEU-HI n'est pas encore rentrée à Pékin. Ils expliquent le changement d'attitude de l'impératrice, et tâchent tant bien que mal de se rattacher à la tradition, chose qui a toujours été très importante en Chine.

TSEU-HI publie d'abord un décret en son nom personnel, en 1901 :

"Depuis mon brusque départ de la capitale, il y a un an, je n'ai pas cessé de méditer sur nos malheurs et d'éprouver de profonds remords. Maintenant, grâce à la protection de nos divinités tutélaires, je suis sur le point de rentrer dans ma capitale. Lorsque je songe aux causes de notre ruine et de notre faiblesse, je déplore sincèrement de n'avoir pas introduit depuis longtemps les réformes indispensables : mais je suis maintenant absolument décidée à mettre en vigueur toutes les mesures nécessaires à la régénération de l'Empire. Il faut oublier tous nos préjugés et adopter les meilleures méthodes européennes de gouvernement. Je publie le présent décret pour affirmer solennellement que la situation de l'Empire ne permet plus d'éluder ou de remettre ces réformes. C'est là notre unique espérance pour l'avenir. Nous voulons rendre à notre Empire son ancienne splendeur. Nos sujets doivent unir leurs efforts pour

nous aider à réaliser cette noble ambition." (1)

Le 28 janvier 1901 paraît un décret signé de KOUANG-SIU, qui reste nominalemeut empereur, mais les décisions sont celles de TSEU-HI :

"Il existe des règles de conduite qui sont les mêmes pour tous les hommes dans tous les pays, mais nulle part nous ne trouvons de forme de gouvernement définitivement établie.

Certaines choses restent immuables : ce sont les trois liens fondamentaux qui unissent le souverain et ses sujets, le père et le fils, le mari et la femme, et aussi les cinq grandes obligations morales. Ces principes ne varient pas, et, comme le soleil et la lune, éclairent le monde. Mais en d'autres domaines, il n'y a aucune objection de principe à ce qu'on fasse des changements. Chaque dynastie depuis l'origine a jugé bon d'introduire des changements et a aboli certaines coutumes de ses prédécesseurs. D'une façon générale on peut dire que tout système qui a duré trop longtemps court le danger de se pétrifier. Le devoir capital qui nous incombe est de fortifier à tout prix notre Empire et d'améliorer la condition de nos sujets.

Bien qu'elle ait purgé l'Etat de ces malfaiteurs (KANG YEOU-WEI et les réformateurs), Sa Majesté n'a jamais eu le désir ni l'intention de s'opposer à toute mesure de réforme, et, de notre côté, tout en reconnaissant la nécessité de réformer notre administration, nous n'avons jamais eu le désir impie d'abolir les traditions de nos ancêtres. Nos loyaux sujets doivent reconnaître que ce fut l'invariable volonté de Sa Majesté l'Impératrice douairière, comme aussi la nôtre, de suivre une politique de moyen terme, et que tous deux, mère et fils, nous avons toujours été d'accord pour nous tenir

sagement à égale distance des partis extrêmes.

Nous avons reçu aujourd'hui les ordres de Sa Majesté. Elle est maintenant complètement acquise aux réformes radicales. Le principal défaut de notre système d'administration, est sans aucun doute un attachement trop fidèle à des méthodes surannées, un respect aveugle de la lettre : il en résulte une pléthore de fonctionnaires incapables et une disette d'hommes d'un réel talent. Les hommes réellement capables perdent courage et abandonnent avec dégoût les services publics à cause de la masse compacte des incapables qui leur barrent la route et les empêchent d'arriver à la première place. Tout notre système de gouvernement a été ruiné par la corruption, et dans notre Empire, le moindre progrès est entravé dès le début par ce mot fatal : le Précédent.

Jusqu'ici nos études des méthodes européennes se sont bornées à des notions superficielles sur les langues, la littérature et les arts mécaniques de l'Occident; mais il est bien évident que ces connaissances ne constituent pas la base essentielle de la civilisation européenne. Le trait capital de cette civilisation, c'est qu'il existe entre les gouvernants et les peuples une sympathie et un accord réels, et que l'on exige des fonctionnaires qu'ils soient toujours véridiques dans leurs dires et courageux dans leurs actes.

Les enseignements que nous ont transmis nos ancêtres sacrés et ceux qui ont fait la richesse et la puissance des nations européennes sont en réalité identiques; et c'est ce que la Chine n'a pas encore compris. Nous sommes restés aveugles à nos besoins réels et notre imitation des européens n'a été jusqu'ici qu'extérieure et superficielle.

Nous ordonnons donc par les présentes que les fonc-

tionnaires intéressés fassent une enquête détaillée sur les divers systèmes de gouvernement en vigueur dans les pays d'Europe, en les comparant à ceux qui prévalent en Chine actuellement. Ils s'occuperont non seulement de la constitution de la Cour et du pouvoir central, mais aussi de tout ce qui contribue à la prospérité de notre peuple, c'est-à-dire le système d'éducation et d'examens, l'organisation de l'armée et des finances. Ils nous signaleront celles de nos institutions qui leur paraissent devoir être modifiées ou abolies, les méthodes étrangères à imiter et les institutions nationales à conserver. Les rapports sur ces questions devront nous parvenir dans un délai de deux mois. Nous en tirerons des conclusions que nous soumettrons humblement à Sa Majesté l'Impératrice et nous attendrons sa décision avant d'agir.

Beaucoup de gens parlent à perdre haleine de la réforme, de la richesse et de la puissance des Etats étrangers, mais ils ignorent l'origine réelle de toute connaissance; d'autre part des confucianistes fanatiques font des discours interminables sur les doctrines des Sages, sans se faire la moindre idée des nécessités de l'heure présente. Il vous appartient maintenant, fonctionnaires, de prendre un moyen terme, d'éviter ces deux défauts dans les propositions que vous nous soumettrez." (1)

Dès son retour dans la capitale, une des premières réformes dont s'occupe TSEU-HI est celle de l'enseignement. En fait, c'est l'ancien plan de KANG YEOU-WEI qui est repris. Le confucianisme garde sa place de philosophie officielle de l'Empire, mais il est prévu que les Classiques ne tiendront plus la place principale dans l'en-

(1) J.O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi

seignement. Un décret du 29 août 1901 annonce la réforme de l'examen traditionnel : l' "essai de 8 pieds", pièce de vers qui était à la base de l'examen ancien, est supprimé. Trois matières auront désormais une importance égale pour juger le candidat : les livres confucéens; le gouvernement et l'histoire de la Chine; le gouvernement et les sciences des nations étrangères. (1)

Le 10 octobre 1901 un décret rompt avec une tradition bien établie en créant un système scolaire national : désormais le gouvernement s'inquiètera de la manière dont l'enseignement est donné dans l'Empire et exercera son contrôle sur les méthodes et le contenu.

Le Collège Tungwen, premier établissement officiel où l'on pouvait étudier les sciences occidentales, est rattaché à l'université de Pékin : cette université avait été créée par KOUANG-SIU, et c'est la seule réalisation des réformateurs de 1898 qui survécut à la réaction; en réalité le décret qui ordonnait la création d'une université à Pékin datait de 1896, mais c'est KOUANG-SIU qui en 1898 donna une existence réelle à cette institution. L'Université se composait alors d'un seul département, l' "Institut des sciences des fonctionnaires", où les fonctionnaires de Pékin possédant les grades de bachelier et licencié étaient invités à venir se perfectionner. Le Père missionnaire W.A.P. MARTIN était chargé de leur enseigner les rudiments de la science occidentale. Durant la guerre des Boxeurs, l'Université fut fermée, et ce n'est qu'à partir de décembre 1901 qu'elle connut un véritable départ. La nouvelle Université devra comporter 3 Facultés; mais on commence par créer une "Ecole Supérieure" qui est

(1) P. CAMERON : The reform movement in China

une école préparatoire pour former des étudiants capables de suivre des cours de niveau universitaire, et un "Collège des études rapides" divisé en deux écoles : l'Ecole Normale, et l'Ecole des sciences des fonctionnaires. Peu à peu de nouvelles branches d'enseignement sont créées, mais il ne semble pas que cette Université connaisse un grand développement. Beaucoup de ses Collèges ferment, une fois que leurs étudiants ont terminé leurs études : signe que l'on n'a pu, ou voulu, recruter de nouveaux étudiants; c'est le cas, en 1906, du Collège de Médecine, en 1910 du Collège des Sciences naturelles, en 1919 de la Faculté de l'Industrie et de la Faculté du Commerce. Ce n'est qu'à partir de 1912, en même temps que l'Université change son nom d' "Université de la Capitale" en "Université Nationale de Pékin", qu'elle semble réellement sortir de sa léthargie.

Le 1^{er} décembre 1902, une mesure transitoire ordonne à tous les candidats ayant réussi aux examens nationaux selon l'ancienne formule et à tous les membres de l'Académie Hanlin de suivre des cours de sciences modernes à l'Université de Pékin avant de pouvoir obtenir un poste officiel. (1)

Ce n'est qu'en 1904 qu'un véritable système, cohérent et à peu près complet, est mis sur pied. Le 13 janvier 1904, TCHANG TCHÉ-TONG et CHANG PO-HSI, ce dernier chancelier de l'Université Impériale, présentent un rapport au trône, qui sera adopté. La loi qui en résulte se propose d'obtenir en Chine l'organisation de l'instruction publique suivante (2) :

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

(2) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

Collège des Hautes Etudes

⋮

Université

⋮

⋮

<u>Ecole de langues</u>	<u>Hte école industrielle</u>	<u>Collège</u>	<u>Ecole supérieure</u>	<u>Ecole prép. à l'univ.</u>	<u>Ecole normale sup.</u>	<u>Ecole normale technique</u>
5 ans	5 ans	:	:	3 ans	:	3 ans
:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:

⋮

⋮

⋮

Ecole moyenne industrielle

Ecole moyenne

Ecole normale

industrielle

5 ans

élémentaire

5 ans

5 ans

:

:

:

:

:

:

Ecole industrielle

Ecole primaire

Ecole industrielle

primaire

supérieure

complémentaire

3 ans

4 ans

3 ans

:

:

:

:

:

:

:

:

:

⋮

⋮

Ecole d'apprentissage

Ecole primaire

de 6 mois

élémentaire

à 1 an

5 ans

:

:

:

:

⋮

⋮

⋮

Jardin d'enfants

Pour un cycle d'études normal, on a donc de
bas en haut :

Ecole primaire élémentaire	5 ans
Ecole primaire supérieure	4 ans
Ecole moyenne	5 ans
Ecole supérieure, ou Collège de province	3 ans
Université	3 ou 4 ans
Collège des Hautes Etudes	5 ans

Ecoles primaires élémentaires :

Il doit y en avoir une pour 200 familles. Y ont
accès les garçons à partir de 7 ans.

Les matières enseignées sont : la morale, la
lecture et l'écriture, l'explication des textes classiques, la compo-
sition en chinois, l'arithmétique, l'histoire et la géographie, les s-
ciences naturelles, l'éducation physique.

Ces écoles sont gratuites quand elles dépendent
du gouvernement. Mais des particuliers peuvent ouvrir des écoles pri-
vées correspondant à ces normes, pour suppléer à l'insuffisance des éco-
les publiques, et celles-ci sont payantes.

Ecoles primaires supérieures

Il doit y en avoir une par district (Hsien), et
au moins une pour 400 familles.

Les matières enseignées sont les mêmes que dans
les écoles primaires élémentaires, avec en plus des matières qui varient
selon les localités et qui peuvent être le dessin, les travaux manuels

ou le commerce.

Écoles moyennes :

Il doit y en avoir au moins une par préfecture (Fu). Selon la loi, les élèves doivent être diplômés de l'école primaire supérieure pour pouvoir y accéder.

On y apprend : la morale, les Classiques, la littérature chinoise, les langues étrangères (japonais et anglais sont obligatoires; on enseigne aussi le français, l'allemand, le russe), l'histoire et la géographie, les mathématiques, la physique et la chimie, la biologie, le dessin, l'éducation physique, et quelquefois on donne des cours de droit ou d'économie politique.

Il y a 36 heures de classe par semaine : les Classiques ont la part la plus importante, puis viennent les langues étrangères et la littérature chinoise.

En 1909, les études secondaires sont divisées en deux groupes : Lettres et Sciences. Le département des Lettres comprend les études des Classiques, de la littérature chinoise et des langues étrangères, et une vue générale des sciences modernes. Le département des Sciences comporte l'enseignement des sciences modernes et des langues étrangères, et une vue générale de la littérature chinoise et des Classiques.

Le grade de bachelier (hiu-tsai) est décerné à ceux qui réussissent à l'examen final.

Ces écoles ne sont plus gratuites, mais il semble que la redevance n'en était pas très élevée.

écoles supérieures, ou Collèges provinciaux

Il doit y en avoir au moins une dans chaque capitale de province. Ce sont des écoles préparatoires aux universités. L'étudiant peut choisir entre trois voies : Lettres, Sciences, Médecine. Mais en fait, l'instruction qu'on y donne est encore plutôt générale que spécialisée.

Universités

En 1904, il n'y a encore qu'une seule université d'Etat, c'est celle de Pékin, dont l'organisation, selon les décrets, devait servir de modèle aux futures universités de province.

D'après ses statuts, elle devait comporter 8 facultés : Classique; Droit et Sciences politiques; Lettres; Sciences; Médecine; Agriculture; Industrie; Commerce.

Elle était à deux degrés : le premier durait 3 ou 4 ans suivant la voie choisie, à la suite desquels l'étudiant pouvait obtenir le grade de licencié (chu jen); le deuxième degré correspondait à la recherche : c'est ce que G. DUBARBIER appelle le Collège des Hautes Etudes. A ce niveau les études ne sont plus payantes. Au bout de 5 ans les étudiants qualifiés[^] pouvaient recevoir le titre de docteur (chin chih).

A côté de ce cycle ordinaire étaient créées, comme le montre le tableau, des écoles techniques et des écoles normales.

Ecoles techniques

Pour les ~~xxx~~ enfants ayant atteint 12 ans et ne pouvant suivre l'enseignement des écoles primaires, il y a des

écoles industrielles où l'on apprend un métier. Pour ceux qui ne veulent pas continuer après le primaire, il y a par exemple une école primaire d'agriculture, destinée à permettre aux paysans de s'occuper de leurs terres d'une manière plus scientifique. Il existe de même des écoles spéciales d'agriculture, d'industrie, de commerce. Au niveau supérieur, des écoles techniques donnent un enseignement professionnel en agriculture, industrie, commerce; les diplômés de ces écoles en principe n'entrent pas à l'université.

Il existe aussi une Ecole spéciale d'interprètes et de traducteurs, et une école spéciale de Droit et Science politique pour les futurs fonctionnaires. (1)

Certaines entreprises créent des écoles pour former leur propre personnel, comme celle dont parle HAN SUYIN (2) : "Une école du chemin de fer fut fondée à Tchengtou par la Compagnie du Setchouan; on y formait des contremaîtres, des techniciens et des ouvriers spécialisés. Elle fut ouverte en 1904, et les instructeurs français et japonais y étaient rémunérés grâce à l'argent fourni par la province. Le gouvernement provincial choisit aussi les jeunes gens les plus doués de la province pour les envoyer étudier la science des chemins de fer et des mines en Belgique."

Ecoles normales

Les études y sont gratuites, payées par l'Etat ou par les provinces, mais les élèves qui en sortent doivent s'engager à enseigner pendant 6 ans dans les écoles officielles (3). Il doit y avoir une école normale du deuxième degré dans chaque ville départe-

(1) M. CAMERON : The reform movement in China
(2) HAN SUYIN : L'arbre blessé
(3) G. DUBARBIER : La Chine contemporaine

mentale, et une école normale du premier degré dans chaque capitale de province (1).

Jusqu'à cette époque, c'était le Ministère des Rites qui s'occupait des problèmes de l'enseignement, c'est-à-dire qui veillait à l'organisation et au bon déroulement des examens; c'était un ministère traditionnel qui existait depuis toujours. Le 26 décembre 1905, à la suite d'un mémoire adressé au trône, il est créé un ministère de l'Education, sur le modèle japonais, chargé exclusivement de l'enseignement dans tout l'Empire.

La loi de 1904, qui crée le nouvel enseignement, définit aussi les buts officiels que la dynastie entend donner à cet enseignement : TSEU-HI et les conservateurs de la Cour ont pris conscience que l'Empire a besoin de serviteurs mieux adaptés aux problèmes du temps, et dont il doit s'assurer la fidélité, comme nous l'avons vu dans les décrets parus en 1901. Il faut pour cela définir une morale officielle. La pensée confucéenne reste la base de cette morale nouvelle. D'une manière générale on veut : encourager le loyalisme envers l'empereur, la vénération envers le confucianisme, et promouvoir dans le peuple un esprit militaire, le sens du devoir public, et le goût des études pratiques (et non plus seulement livresques). (2)

WANG PENG-GANG donne un exposé plus détaillé. Il distingue les buts de l'enseignement primaire de ceux de l'enseignement secondaire :

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

(2) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

pour l'enseignement primaire, toujours selon la loi de 1904, il s'agit de "répandre les connaissances dont on a besoin pour la vie quotidienne, et d'inculquer aux citoyens les principes fondamentaux des relations sociales et des devoirs patriotiques, et leur donner un bon développement physique."

pour l'enseignement secondaire, on veut "donner une éducation générale plus poussée, afin que les étudiants, après les examens, s'ils n'entrent pas au service du gouvernement, puissent trouver un métier, ou soient préparés à entrer au Collège ou dans les écoles techniques."

Le but lointain auquel on veut arriver par là, c'est le développement graduel du commerce et de l'industrie, l'augmentation de la force naturelle, et faire que les diplômés qui cherchent à acquérir une éducation poussée ne restent pas avec des connaissances peu approfondies et ne soient pas incapables de jugement. (1)

En 1909, le système a été quelque peu rôlé. Il semble qu'à cette époque on donne un nouveau but à l'éducation, qui est de développer le sens de l'individualisme et de faire prendre conscience aux Chinois qu'ils peuvent servir les besoins de la société. On commence à abandonner l'idée traditionnelle que tout comportement doit se faire dans le cadre d'un ensemble (famille ou clan), et à reconnaître que l'éducation peut être donnée de façon désintéressée, non plus seulement pour former des fonctionnaires au service de l'Etat, mais pour acquérir une culture personnelle dont l'étudiant sera libre de disposer à sa guise. Mais les idées sont longues à évoluer, et on s'occupe en-

(1) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

core surtout de préparer les jeunes gens à prendre des postes de direction, de préférence comme fonctionnaires, ce qui restel l'idéal du jeune lettré.

On peut remarquer deux buts officiels qui rompent complètement avec la tradition : l'encouragement donné à l'étude de la science militaire, et au développement corporel par la gymnastique, et la recommandation de donner un enseignement pratique, en relation avec la vie quotidienne, et non plus seulement livresque.

Traditionnellement, le métier des armes a été méprisé en Chine. "Comme les soldats se recrutaient dans la lie du peuple, on les a méprisé au point de tuer toute admiration naturelle pour les vertus guerrières." (1) La seule considération allait au lettré, qui ne doit se livrer à aucun travail manuel ou spéculatif. Cependant on peut peut-être voir le début d'un changement d'attitude et de mentalité à cet égard avec le succès populaire que connut la révolte des Boxeurs; l'exemple des victoires militaires japonaises ne fut pas non plus étranger à ce revirement.

La loi de 1904 règle aussi le comportement que doivent avoir les enseignants et leurs élèves. Tout d'abord, aucun professeur ne doit enseigner ses vues religieuses; la seule morale admise est celle de CONFUCIUS. Les étudiants n'ont pas le droit de fumer de l'opium et ne doivent pas s'occuper des affaires du gouvernement. Les professeurs ont autorité absolue sur eux. Les étudiants doivent obéir et se conformer aux règlements de l'école. Tout l'enseignement

E.A. ROSS : La Chine qui vient

doit se faire en langue mandarine. La discipline des écoles est copiée sur la discipline militaire : les étudiants portent un uniforme et font des exercices militaires. (1)

Cette loi de 1904 présentait certaines insuffisances.

Elle ne fait rien pour l'éducation des filles. On en reste encore à l'idée traditionnelle que les filles sont incapables d'apprécier les richesses de la science. De plus il est de coutume de marier les filles précocement : les parents ne songent donc pas à leur faire entreprendre des études longues, qu'elles n'auraient pas le temps d'achever avant leur mariage (2). Ce n'est qu'en 1907, pour la première fois dans l'histoire de Chine, qu'on s'occupe officiellement de l'éducation des filles. Jusque-là on avait laissé faire l'initiative privée ou les missionnaires; la première véritable école de filles avait été ouverte en 1897 à Changhai, par des Chinois, mais avec la collaboration du Dr Timothy RICHARD et de son épouse; elle fut fermée pendant la période de réaction qui suivit l'échec des Cent Jours. L'impératrice n'était pas défavorable à cette idée : elle permit qu'une lamasserie de Pékin fut transformée en école de filles; dans son entourage immédiat, plusieurs princesses fondèrent des écoles pour filles de bonne famille, où l'on enseignait l'arithmétique, les travaux d'aiguille, le japonais, la musique, le dessin, la langue et l'histoire de la Chine.(3)

En 1907, une loi crée des écoles primaires et des écoles normales du premier degré pour les filles; la durée de leurs

(1) W. CAMERON : The reform movement in China

(2) id.

(3) id.

études est d'une année moins longue que celles des garçons; l'éducation des filles et celle des garçons sont entièrement séparées. La même loi ordonne en même temps l'abandon du bandage des pieds pour les petites filles. Cette coutume, qui a peut-être une origine esthétique, avait fini par devenir pour la femme le symbole de sa dépendance : ayant de la difficulté à se déplacer, elle devait rester chez elle, à l'abri des regards, et ne s'occuper que de diriger sa maison; c'était une coutume exclusivement chinoise, et les femmes manchoues n'avaient pas les pieds bandés; elle était très profondément ancrée dans les mœurs, et il était considéré comme indécent pour une fille de bonne famille de n'avoir pas les pieds bandés : un jeune homme qui se mariait n'aurait pas épousé une jeune fille ayant de grands pieds. Pour encourager les parents à admettre cette réforme, les écoles au bout d'un certain temps refusèrent de recevoir les élèves qui avaient les pieds bandés.

La loi de 1904 ne décrétait pas l'instruction obligatoire. C'est compréhensible : il en serait résulté une foule d'étudiants sans mesure avec les institutions pouvant les recevoir, et on ne pouvait rendre obligatoire une instruction qui n'était pas gratuite.

Aucune place n'était faite aux élèves sortant des écoles missionnaires : ceci devait en principe inciter les Chinois à fréquenter de préférence les écoles gouvernementales.

Durant toute la fin du XIX^e siècle il avait régné une bonne entente entre les missionnaires et les fonctionnaires les plus éclairés. Le Père T. RICHARD avait travaillé pendant longtemps

dans la province du Chansi; après la révolte des Boxeurs, on lui demanda de servir de médiateur entre la province et les Puissances étrangères : il obtint que l'indemnité due par la province serve à l'entretien d'un Collège pour l'enseignement des sciences occidentales. A la même époque, YUAN CHE-KAI, alors gouverneur du Chantoung, voulant que tous les futurs fonctionnaires de sa province aient acquis quelques connaissances des sciences occidentales avant d'avoir un poste, lui demanda une liste des meilleurs livres en chinois sur ces sujets. On aurait pu penser que, à partir de 1902, l'enseignement des sciences occidentales devenant officiel, le gouvernement chinois apprécierait leur aide pour l'établissement des écoles nouvelles. Mais si le gouvernement admet que les écoles créées ou transformées d'après ses directives fassent appel à des étrangers, il ne veut pas que l'enseignement nouveau reste sous la direction des missionnaires. Il reconnaît les services rendus dans le passé, mais à partir de 1902 tous les missionnaires ayant des postes de directeur ou de professeur dans les écoles officielles sont priés de démissionner. Le cas le plus significatif est celui du Dr W.A.P. MARTIN, qui après avoir longtemps dirigé le Collège Tungwen, avait été mis par KOUANG-SIU à la tête de la faculté des Sciences Occidentales de l'Université de Pékin et maintenu par la suite. En 1902 lui et ses collègues sont remplacés par un groupe de professeurs japonais. Un peu plus tard, la loi de 1904 interdit dans les écoles gouvernementales tout enseignement religieux.

Cette loi fut complétée en 1909 par la création d'un système d'inspection nationale qui divisait le pays en 6 régions d'inspection, avec un corps de 16 inspecteurs envoyés tous les ans dans ces régions. On prévoyait une inspection régulière, ayant lieu au cours

de chaque année scolaire, et une inspection spéciale, pouvant avoir lieu à tout moment sur ordre du Ministre. Des autorités locales d'inspection étaient chargées de contrôler le programme d'enseignement des écoles du district et leur discipline, de veiller à ce que les écoles ne manquent pas de fonds et à ce que les magistrats appliquent les règlements du Ministère (1).

On peut émettre des doutes sur la manière dont a été exercé ce contrôle, étant donné le peu d'autorité effective que le gouvernement de Pékin avait sur les provinces, et l'anarchie qui commence à régner après la mort de TSEU-HI. Jusqu'en 1908, la dynastie mandchoue conserve le contrôle des réformes et maintient son autorité. Mais ensuite le pouvoir revient à un régent qui n'a pas l'envergure de la vieille impératrice douairière, et qui peut difficilement réprimer le mécontentement qui se fait jour de toutes parts, et qui est entretenu par les étudiants et beaucoup de leurs maîtres. Ces troubles provoqueront finalement la révolution de 1911. Le gouvernement républicain donnera un sens nouveau à la réforme de l'enseignement et s'efforcera de faire en sorte qu'elle ne reste pas sur le papier mais soit réellement appliquée.

Le nouveau but officiel de l'éducation donné en 1912 est le suivant : "donner à tous une éducation morale, et la compléter avec une éducation pratique, militaire et esthétique". Une éducation morale et basée sur l'utilité pratique, ce sont des idées reprises de l'ancien régime ; l'encouragement de l'esprit martial était aussi mentionné par les mandchous, mais en 1912 on peut dire que cette directive consacra l'importance primordiale prise par les militaires dans les affaires de la Chine : à partir de la révolution, et cela avait com-

(1) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

mencé un peu avant, la Chine est déchirée par les luttes entre Seigneurs de la Guerre rivaux, et ces troubles empêchent le bon fonctionnement du système de l'enseignement; le ministère de l'Education de Pékin ne peut se faire entendre dans toutes les provinces, et parfois les écoles sont réquisitionnées pour servir de baraquement aux troupes. Le désir de donner une éducation esthétique est une idée du ministre républicain de l'Education nationale, TSAI YUAN-PEI; il rencontrera assez peu de soutien sur ce point de la part du public. Il désirait que le sens esthétique remplace pour les Chinois l'esprit religieux, car il pensait que savoir apprécier le beau engendrait toutes les qualités morales.

On ne parle plus, évidemment, de la fidélité envers l'empereur. Mais on ne parle plus non plus de respecter les principes du confucianisme : celui-ci connaît un déclin progressif depuis le début du siècle. La loi de 1904 voulait qu'il y ait à l'Université de Pékin une faculté de Classiques chinois, composée de 11 départements: dans les écoles primaires inférieures, l'enseignement des Classiques occupait les $\frac{2}{5}$ de l'horaire; dans les écoles primaires supérieures, il occupait les $\frac{2}{3}$ de l'horaire; dans les écoles moyennes, le $\frac{1}{4}$. En 1909 et 1910, il y a des protestations contre l'enseignement des Classiques dans les petites classes, on se rend compte que les enfants ne peuvent en tirer grand profit : ils ne comprennent pas ce qu'ils apprennent, ce n'est donc qu'une perte de temps. A la suite de quoi l'enseignement des Classiques fut très réduit dans les classes primaires : dans les deux premières années, il est supprimé; dans les 3^e et 4^e années, il est réduit à 5 heures par semaine; dans les 5^e, 6^e et 7^e années, il est réduit à 11 heures; dans la 8^e année il n'occupe plus que 10 heures.

En 1912, au nom de la liberté de penser, il est éliminé totalement de l'enseignement primaire, et à l'Université de Pékin la Faculté de Classiques est incorporée à la Faculté des Lettres. Les intellectuels qui ne croyaient pas à la valeur de la morale traditionnelle l'exportent donc sur ce point (1).

Le gouvernement républicain décide de réduire la durée des études; le cycle organisé par les Mandchous durait, pour ceux qui voulaient aller jusqu'au bout, 20 années; on ne pouvait donc avoir terminé ses études avant l'âge de 27 ans au moins. Les législateurs conservaient encore une manière traditionnelle de voir l'enseignement : la Chine ancienne faisait du lettré un éternel étudiant par le nombre d'examens qu'on pouvait y préparer. Le nouveau cycle d'études est à 5 degrés (2) :

l'enseignement primaire	qui dure	4 ans
l'enseignement primaire supérieur	qui dure	3 ans
l'école moyenne	qui dure	4 ans
l'école préparatoire à l'université	qui dure	3 ans
l'université	qui dure	3 ou 4 ans

Mais la durée des études est encore longue. Le système est copié sur celui du Japon. E.A.ROSS, qui visitait le Japon et la Chine vers 1914, s'est étonné de cette longueur : "J'ai demandé aux recteurs de deux universités impériales du Japon : "Comment se fait-il que vos étudiants n'entrent à l'université qu'à l'âge de 21 ans ?"

(1) CHOW TSE-TOUNG : The May Fourth movement

(2) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

(3) E.A. ROSS : La Chine qui vient

Ils me répondirent : "Il faut de 3 à 5 ans de plus pour maîtriser notre langue que pour maîtriser une langue à alphabet." Cela peut aussi bien s'appliquer à la Chine, puisque les deux pays ont la même écriture.

Le contenu des études subit aussi quelques changements ; dans tout le primaire, les programmes sont allégés de l'étude des Classiques, qui sont remplacés par des leçons d'agriculture ou de commerce, suivant les demandes et les besoins de la localité, ou la couture et l'enseignement ménager pour les filles. Dans le secondaire, on donne plus de place aux mathématiques, auxquelles on ajoute l'algèbre, la trigonométrie et la géologie.

Les universités, pour être complètes, doivent comporter 7 facultés :

Lettres, qui comprend la philosophie (chinoise et européenne), la littérature (chinoise, hindoue, anglaise, française, allemande, russe, italienne), la philologie, etc., l'histoire et la géographie.

Sciences, qui comprend les mathématiques, la cosmologie, la physique et la chimie, la zoologie, la botanique, la géologie, les mines.

Droit, qui comprend le droit lui-même, les sciences politiques, l'économie politique.

Médecine, qui comprend la médecine et la pharmacie.

Commerce, où l'on apprend tout ce qui concerne la banque, les assurances, le commerce extérieur, les affaires consulaires, les douanes, la trésorerie, les transports.

Agriculture, où l'on apprend, en plus de l'agriculture proprement dite, la chimie agricole, les sciences forestières, la médecine animale.

Polytechnique, faculté qui comporte 11 branches : génie civil, mécanique,

construction de navires, électricité, architecture, chimie appliquée, chimie des explosifs, mines, métallurgie.

Les écoles normales sont toujours à deux degrés : primaire, qui correspond à l'enseignement secondaire, et supérieur, qui correspond à l'enseignement supérieur. Les écoles normales primaires sont établies et entretenues par le gouvernement provincial, les écoles normales supérieures par l'Etat; elles sont toutes gratuites. A côté de chaque école normale il doit y avoir soit une école primaire, soit une école secondaire, où les étudiants de l'école normale peuvent faire des travaux pratiques.

Dans les écoles normales primaires, dont les études durent 4 ans, on enseigne : la morale, la pédagogie, la littérature, l'art de l'écriture, les langues, l'histoire et la géographie, les mathématiques, les sciences naturelles, la physique et la chimie, le droit et l'économie politique, les travaux manuels, l'agriculture, la peinture, la musique, et les exercices physiques.

Les études dans les écoles normales supérieures durent 5 ans. Elles comportent 3 classes : la première classe dure 1 an, on y enseigne : la morale, la littérature, les langues étrangères, les mathématiques, la logique, la peinture, la musique et le chant, la gymnastique. La deuxième classe dure 3 ans; on y enseigne 6 matières, entre lesquelles l'étudiant choisit celle qu'il préfère : littérature, langues, histoire, mathématiques et physique, physique et chimie, ou sciences naturelles; certaines matières sont communes et obligatoires : la morale, la psychologie, la pédagogie, la gymnastique. La troisième classe est

une sorte d'institut de recherche : l'étudiant choisit 2 ou 3 sciences qu'il étudie à fond.

Toutes ces réformes officialisent l'ouverture de la Chine aux idées occidentales, et montrent une Chine en pleine rénovation, en train de devenir un véritable Etat moderne. Mais il faut nuancer le tableau : beaucoup de sinologues s'accordent à prévenir le lecteur occidental qu'il faut tenir compte de la mentalité chinoise, et ne pas prendre pour la réalité ce qui n'est que disposition législative. Jean RODES (1) dit :

"En réalité, pour toutes sortes de ~~matières~~ importantes, ce mouvement de transformation était une oeuvre de pure théorie et de surface. Pour ceux qui n'avaient pas l'expérience du caractère des Chinois, il était d'autant plus facile d'être trompé à ce sujet que ceux-ci savent merveilleusement prendre une attitude et singer les formes extérieures de notre vie publique. Ce sont avant tout des lettrés; ils ont la manie de la dissertation sans souci d'un autre résultat que de susciter l'admiration des connaisseurs. C'est pourquoi les juger sur les décrets, les rapports, les articles de journaux, les discours, c'est se condamner irrémédiablement à un rôle de dupe."

Cependant, si la Chine au début du XX^e siècle a fait de magnifiques projets, qui dépassaient ses possibilités, financières et intellectuelles, si l'état de l'enseignement dans ses provinces ne correspondait que bien peu à ce qui était ordonné sur le papier, ce fut un point de départ indispensable; on ne pouvait s'attendre à voir du jour au lendemain toute la nation chinoise se hisser au niveau des occidentaux dans le domaine de l'enseignement.

(1) Jean RODES : Le Céleste Empire avant la Révolution

IV

L'ETAT REEL DE L'ENSEIGNEMENT EN CHINE

En fait, dans la première décade du XX^e siècle, la réforme de l'enseignement reste pour une bonne part peu appliquée. Elle représente un énorme changement, et beaucoup de fonctionnaires dont la formation est maintenant proclamée déficiente, sont déroutés, ils craignent d'avoir perdu la confiance du trône, ou bien imaginent que les décrets ne représentent pas véritablement la volonté de T'SOU-HI, qu'il s'agit d'une nouvelle manoeuvre pour tromper les étrangers : il faut attendre que l'impératrice réussisse à chasser les Occidentaux, après quoi tout rentrera dans l'ordre. Ils ont aussi un préjugé conservateur et traditionnel contre les changements, et la plupart ignorent d'ailleurs tout de la nature des écoles qu'on leur demande d'instituer. Certains encore voient dans ce retournement une preuve de faiblesse de la part de la dynastie mandchoue.

L'application des réformes dépend donc pour une grande part de la bonne volonté des fonctionnaires des provinces, et même la bonne volonté ne suffit pas : personne ne s'est réellement préoccupé des conditions matérielles de la réforme, on manque de livres, d'argent, de professeurs.

La dynastie mandchoue n'est pas assez populaire pour se permettre de créer une nouvelle taxe pour la fondation ou l'entretien des nouvelles écoles. Le problème est laissé à la compétence

des fonctionnaires locaux : on leur recommande de transformer en collèges les bâtiments provinciaux réservés aux examens ou même les temples et monastères, mesure qui sera tout à fait impopulaire; ces bâtiments sont d'ailleurs peu adéquats. On utilise les fonds jusque-là destinés aux examens provinciaux, certains fonctionnaires se risquent à créer des taxes locales. Mais en fait la plupart des écoles sont entretenues par des dons de personnes riches et par les droits versés par les élèves (1). Tout cela reste insuffisant. Quand on arrive à réunir la somme suffisante pour fonder une école, on oublie souvent de se préoccuper de la faire durer, et des bâtiments tout neufs restent inoccupés par manque d'argent pour les meubler et pour payer les professeurs (2).

On manque de livres aussi. Peu de personnes sont capables de fournir des livres correspondant aux nouvelles matières qu', conformément à la loi, les écoles doivent enseigner. Aussi les livres utilisés sont-ils souvent en langue étrangère (3). Deux ou trois maisons d'éditions seulement dans toute la Chine (dont les célèbres "Presses Commerciales" de Shanghai) s'occupent de faire les traductions et de répandre les livres scolaires dans le pays. Cela pose certains problèmes, car on utilise les mêmes livres dans des régions totalement différentes, et des exemples suggestifs pour des enfants du Nord de la Chine peuvent plonger dans la perplexité des enfants du Sud.

Enfin et surtout on manque de professeurs. Les professeurs formés selon l'ancienne méthode ne peuvent être utiles que pour enseigner les Classiques. Le mouvement xénophobe et anti-religieux

(1) R. CAMERON : The reform movement in China

(2) WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

(3) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

est encore assez fort pour qu'on veuille le moins possible demander à des missionnaires, qui seraient les seuls, sur place, à en avoir la compétence, d'enseigner les sciences occidentales dans les écoles du gouvernement. Il faut cependant parfois recourir à eux, et on peut citer à ce sujet R.W. SWALLOW :

"Le nombre de Chinois qui possèdent d'autres connaissances que leurs propres Classiques est extrêmement faible et incapable de subvenir aux besoins même d'une seule province. Les fonctionnaires chinois répugnent à engager des professeurs étrangers, en partie à cause de la dépense et en partie à cause de leurs préjugés. Le nombre d'étrangers qualifiés pour enseigner aux étudiants chinois est très limité, et rien n'est plus pitoyable que les efforts d'un étranger qui comprend un peu de chinois pour essayer d'enseigner aux étudiants chinois qui connaissent un peu d'anglais." (1)

Le gouvernement était conscient de ce problème. La loi de 1904 disait : "Actuellement, collèges et universités engagent des professeurs étrangers pour enseigner. Mais pour les écoles primaires et moyennes il est impératif que nous établissions des écoles normales primaires pour former des professeurs pour les écoles primaires, et des écoles normales supérieures pour former des professeurs pour les écoles secondaires. Plus nous formerons de bons professeurs, ~~p~~ meilleure sera notre éducation. Avant tout, il faut former des professeurs pour faire face aux besoins." (2)

Avant d'arriver à former aux-mêmes tout leur

(1) "Education and reform in China", Asiatic Quarterly Review, 1902, cité par WANG FENG-GANG

(2) WANG FENG-GANG / Japanese influence on educational reform in China

personnel enseignant, les Chinois ont besoin pendant un certain temps de faire appel à des étrangers. Plutôt que les Occidentaux, il préfèrent les Japonais, que les étudiants acceptent plus facilement comme instructeurs que toute autre nationalité; on les fait venir aussi à moindres frais, puisque leur pays est peu éloigné, et ils acceptent des salaires moins élevés que ceux qu'exigent les Occidentaux.

Le gouvernement japonais a conscience de l'occasion qui lui est offerte d'exercer son influence sur la Chine : beaucoup de professeurs japonais en Chine sont payés par leur propre gouvernement. Le Japon a d'ailleurs de nombreux admirateurs en Chine depuis 1900. Les Chinois ont reconnu sa supériorité technique après sa victoire de 1895, et beaucoup ont conçu une grande admiration pour lui après qu'il ait vaincu la Russie en 1905 : pour la première fois une puissance jaune se comportait plus puissante qu'un pays occidental, et les Chinois eux-mêmes en ont ressenti une certaine fierté. Ils en ont tiré la conclusion que l'enseignement que peut leur apporter le Japon ne saurait être inférieur à celui que leur apporteraient des Occidentaux, et les Japonais ont en outre l'avantage d'avoir une civilisation issue de la même souche que la civilisation chinoise; les Chinois ressentent moins d'humiliation à être aidés par des Japonais que par des Occidentaux.

Les professeurs japonais ont donc toutes facilités pour venir enseigner en Chine, et finissent par exercer une grande influence sur la vie sociale et intellectuelle chinoise. Ils établissent à Changhai un Collège où de jeunes japonais étudient l'anglais et le chinois pour être à même d'enseigner ensuite en Chine. En 1909, 150 di-

plômés de cet établissement enseignaient en Chine ou avaient été engagés par le gouvernement chinois à des titres divers (1).

C'est surtout dans le domaine militaire que leur influence se fait sentir; l'école militaire de Hang-tchéou n'a que des professeurs japonais; dans celle de Canton, les 6 professeurs étrangers sont tous japonais (2). Ce sont les Japonais qui ont contribué à répandre en Chine le goût pour le métier des armes et à transformer sur ce point l'ancienne mentalité, par l'exemple de leurs victoires.

Malgré cette aide, on manque de professeurs capables de tenir le rôle d'examineurs pour faire passer les examens nouveau style. Dans beaucoup d'endroits, on fait donc passer les examens de la même manière et sur les mêmes matières qu'avant la réforme, surtout si les mandarins locaux veulent rester attachés à la tradition. Les méthodes d'enseignement ont du mal à évoluer : les professeurs formés à l'ancienne manière peuvent difficilement sortir de la méthode du par coeur, et même des professeurs étrangers constatent que leurs élèves se contentent d'apprendre les leçons qu'ils leur donnent sans chercher à comprendre. C'est particulièrement visible dans l'enseignement de sciences : Jean RODES, qui décrit ce qu'il a vu en Chine vers 1910, rapporte qu'un ingénieur étranger, enseignant la physique et la chimie à l'Université de Nanyang, "déclarait que ses élèves ne comprenaient absolument rien à ce qui leur était enseigné en ces matières. Les meilleurs récitaient imperturbablement les leçons précédentes, mais sans en avoir la moindre intelligence." (3)

(1) H. CAMERON : The reform movement in China

(2) WANG HENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China

(3) Jean RODES : La Chine nouvelle

L'enseignement littéraire est à peu près dans le même cas. Les règlements des écoles primaires normales recommandent de "donner aux élèves des sujets de composition traités déjà par les vieux auteurs, en leur proposant comme but de les traiter à leur tour, en se servant avec discernement des phrases mêmes des anciens." (1) C'est exactement ce qu'on demandait aux élèves avant 1900, dans l'ancien système.

Les écoles sont d'ailleurs souvent incapables à former des étudiants capables de suivre les cours de l'enseignement supérieur. La loi ordonne bien de créer partout des écoles de tous les niveaux, mais avant que les enfants ayant fréquenté les écoles primaires soient en âge d'aller à l'université, celle-ci ne peut recevoir que les anciens élèves des établissements scolaires missionnaires, ou bien fort des cours dont le niveau ne dépasse pas celui de l'enseignement primaire.

De plus, les fonctionnaires locaux préfèrent commencer par créer dans leur province des écoles supérieures avant de s'occuper des écoles primaires : l'éducation primaire ne présente pas pour eux d'intérêt en soi, ce n'est qu'un échelon à gravir pour obtenir ensuite les diplômes supérieurs, et il est plus prestigieux pour une province de pouvoir dire qu'elle possède un Collège d'enseignement supérieur ou une université. On consacre donc le peu de ressources dont on peut disposer à créer des écoles dites supérieures, mais comme les étudiants qui y sont admis sont loin d'avoir le niveau universitaire, le niveau de l'enseignement donné est très variable. D'ailleurs les professeurs et particulièrement ceux qui sont allés s'instruire à l'étranger,

(1) Jean RODES : La Chine nouvelle

ne veulent en général accepter de poste que dans les écoles moyennes ou supérieures, toujours pour une question de prestige. L'instituteur reste celui qui n'a pu faire mieux, celui qui a échoué aux examens supérieurs.

L'Etat a décrété qu'il était à la charge des budgets provinciaux de subvenir aux réformes, et n'apporte pas d'aide aux provinces pauvres; ce sont donc les villes et provinces riches qui peuvent s'offrir le plus grand nombre d'établissements d'enseignement, ce qui aboutit à une forte concentration des écoles en certains points, particulièrement dans les ports commerciaux, alors que d'autres régions de Chine sont à peu près dépourvues.

C'est aussi dans les ports que se trouvent les grands Collèges religieux. Malgré toutes les entraves apportées à leur action, le début du XX^e siècle marque un renouveau pour les missionnaires. Quand les Puissances coalisées eurent maté la révolte des Boxeurs, les missionnaires retournèrent à leur poste avec des moyens accrus : les pays occidentaux, émus par les événements, souscrivirent en masse aux fonds demandés pour les missions de Chine, et les missionnaires purent ouvrir de nouveaux établissements. Assurés de la puissante protection des nations étrangères, ils étaient devenus des personnages importants auxquels les fonctionnaires n'osaient plus s'attaquer. Ils acquirent ainsi de la considération aux yeux de la population chinoise, qui voyait aussi les chrétiens remboursés de leurs pertes de guerre; l'idée se répandait qu'il était devenu avantageux d'être chrétien, et cela amena dans les missions beaucoup de nouveaux baptisés, parfois peu sincères. Le nombre de convertis protestants passe de 95 943 en 1900 à 366 524 en 1920. (1)

(1) F. VARG : Missionaries, chinese and diplomats

Mais parmi les gens ayant une certaine culture, il y eut des convertis sincères, qui considéraient le christianisme comme partie intégrante de la civilisation occidentale qu'ils voulaient voir adopter par la Chine : SUN YAT-SEN fit partie de cette catégorie, et il ne fut pas le seul : en 1903, une centaine d'étudiants chinois au Japon se firent baptiser; en Chine même, beaucoup d'étudiants demandaient à des missionnaires de les aider à se préparer aux examens nouveaux institués en 1901, et tous lisaient avec avidité les publications des missionnaires sur les sciences occidentales.

Malgré l'hostilité du gouvernement, les missionnaires sentent l'occasion qui leur est offerte avec l'occidentalisation de l'enseignement, et multiplient le nombre de leurs écoles. Un missionnaire américain, J.R. MOTT, résume bien la situation dans un discours qu'il prononça en 1911 : "C'est une éducation occidentale que les Chinois réclament. Si l'Eglise peut la leur donner, en plus du christianisme, ils viendront; autrement, ils iront chercher la science occidentale n'importe où, sans le christianisme, et cela très rapidement !" (1). Les examens traditionnels sont supprimés, les écoles gouvernementales encore très mal organisées : les jeunes Chinois qui cherchent un enseignement à l'occidentale de qualité et ne peuvent se rendre à l'étranger se dirigent volontiers vers les écoles missionnaires, et l'on essaye par la même occasion de les amener à se convertir.

Entre 1900 et 1917, 6 nouveaux Collèges protestants sont créés : les universités de Sou-tchéou, de Changhaï, de Foukien, l'université de "l'Union de la Chine de l'Ouest", le Collège de Hang-tchéou

(1) cité par P. VARG : Missionaries, chinese and diplomats

le Collège féminin de Gingling (2). Les catholiques eux-mêmes créent maintenant des établissements ouverts à tous : en 1903 les Jésuites fondent l'université "Aurore" à Changhai, qui aura 203 étudiants en 1908, et des écoles secondaires dans les ports. L'université "Aurore" était composée du Collège d'enseignement lui-même, dirigé par les Pères, et d'une "maison de famille" dirigée par des notables locaux, où logeaient les étudiants; cette solution avait l'avantage d'ôter une partie de son caractère confessionnel à l'établissement et rebutait moins certains jeunes Chinois. Le programme de l'université, publié en 1905, disait d'ailleurs : "Le but principal de l'Ecole est de faciliter aux étudiants chinois l'acquisition des connaissances de l'enseignement secondaire et supérieur sans qu'ils aient besoin de traverser les mers et de séjourner en Europe ou en Amérique. Il ne doit pas être question de religion." On accordait chaque année un jour de congé lors de l'anniversaire de Confucius pour que les élèves puissent participer aux cérémonies. On peut constater que les fondateurs de cette université avaient acquis une grande largeur d'esprit, et il semble que leur action soit restée assez intéressée : depuis le début de l'université jusqu'en 1924, il n'y eut pas plus de 30 baptêmes. On y enseignait en chinois la première année, puis progressivement on habitua les étudiants à suivre tous les cours en français; le programme était aligné sur le programme officiel chinois.

Ces écoles rendent un grand service en Chine, mais elles restent malgré tout des institutions étrangères : dans le programme, on accorde une importance particulière à l'histoire occidentale, à la langue anglaise ou française. Et certains chinois contestent

(1) P. VARG : Missionnaires, chinese and diplomats

qu'elles aient pu avoir une utilité réelle : l'écrivain chinois TANG LEANG-LI, porte-parole du Kouo-min-tang, dit : "Très peu d'écoles missionnaires peuvent fournir des professeurs qualifiés aux écoles gouvernementales. Les Chinois qui ont reçu une éducation chrétienne ne savent ni lire ni écrire leur propre langue convenablement et perdent tout sentiment d'amour - propre national parce qu'on leur a enseigné à considérer leur passé comme une obscure période de paganisme." Un autre écrivain, qui fut élève d'une école missionnaire, déclare : "Les écoles missionnaires revendiquaient, peut-être inconsciemment, la supériorité de la civilisation occidentale, et avaient tendance à négliger la beauté, le génie et la dignité de la culture chinoise. Le résultat fut la création d'une classe d'hommes superficiels n'appartenant ni à l'Est ni à l'Ouest." (1) Les Pères de l'université "Aurore" constatent d'ailleurs que la plupart de leurs étudiants n'ont pas dépassé le Cours préparatoire : certains, ayant atteint le niveau suffisant pour concourir à une bourse d'étude pour l'Europe, les Etats-Unis ou le Japon, ne résistent pas à la tentation d'aller poursuivre leurs études gratuitement à l'étranger, mais beaucoup se sont vu offrir rapidement des situations lucratives et n'ont pas jugé utile de poursuivre de longues études; certains encore, fils de mandarins ruinés par la révolution et les guerres civiles, avaient besoin de gagner rapidement leur vie.

La révolution de 1911 a reconnu la liberté religieuse, et les missionnaires entretiennent en général de bonnes relations avec les dirigeants républicains. Cette époque voit parmi les intellectuels une recrudescence d'enthousiasme pour tout ce qui est occidental, et les missionnaires sont compris dans ce mouvement de bienveillance. Mais les

(1) E.R. HUGHES : L'invasion de la Chine par l'Occident

étudiants commencent à se familiariser avec les interprétations agnostiques de l'univers qu'ils rencontrent chez beaucoup de penseurs occidentaux; ces conceptions sont plus faciles à saisir pour eux, dans le contexte du confucianisme, que la théologie chrétienne, et les missionnaires s'inquiètent du succès que connaît parmi les étudiants chinois le mot d'ordre de "science sans christianisme" (1). Leurs professeurs encouragent les étudiants dans cette voie, surtout après la révolution : ils ont banni le confucianisme, comme morale officielle de la Chine, et ne veulent le remplacer par aucune religion. Les principaux intellectuels de cette époque sont anti-religieux, contrairement à ceux des dernières années du XIX^e siècle.

Pour TCHEN TOU-SIEOU, qui sera l'un des principaux leaders des étudiants au moment du 4 mai, "toute religion est susceptible de disparaître en tout ou en partie, seule la science constitue le guide adéquat de la pensée humaine."

TSAI YUAN-PEI, ministre de l'éducation nationale au début de la nouvelle république puis doyen de l'Université de Pékin, veut remplacer la religion par le culte de la beauté, qui a un caractère universel et s'adapte à tous les domaines, et qui avive le sens du désintéressement. Dans un discours à la Société pour la Liberté religieuse, publié dans "La Jeunesse" en 1916, il nie l'immortalité de l'âme en reprenant les arguments d'un philosophe chinois du V^e siècle : L'âme est au corps ce que l'acuité est à un couteau aiguisé. Il n'y a pas l'acuité sans couteau aiguisé. Nous n'avons jamais vu l'existence d'acuité après

(1) F. VARG : Missionaries, chinese and diplomats

destruction du couteau aiguisé. Comment admettre la survie de l'âme quand le corps est détruit ?"

HOU CHÉ remplace la croyance en l'immortalité de l'âme par la doctrine de l' "immortalité sociale" : "Le moi individuel laisse une marque ineffaçable sur toute chose, et ceci conduit au concept d'un moi plus large, qu'on peut exprimer par le terme de société ou d'humanité, ou Grand-moi. L'individu peut mourir, mais il sera absorbé dans le Grand-moi qui est immortel, qui demeure comme l'éternel témoin des victoires ou des faiblesses d'un nombre infini de "moi" individuels." (1)

L'ouverture aux idées occidentales a provoqué un grand bouleversement parmi les lettrés. N'étant plus uniquement occupés sur l'exégèse des Classiques, ils s'intéressent à toutes sortes d'idées nouvelles, ils sont amenés à faire des comparaisons et des choix. Ils ne s'intéressent pas seulement aux controverses sur la religion: au gré la loi, ils s'occupent de politique. Les idées nouvelles dans ce domaine ne prennent pas facilement naissance en Chine, où la dynastie exerce un certain contrôle. elles sont la plupart du temps rapportées par les étudiants revenus de l'étranger.

L'enseignement suivi par les étudiants chinois à l'étranger ne fait pas tout-à-fait partie de l'enseignement chinois, mais les étudiants qui en ont profité ont eu une très grande influence sur l'évolution intellectuelle de leur pays, non seulement par l'instruction qu'ils ont reçue, souvent meilleure que celle donnée en Chine, mais surtout par les contacts qu'ils ont pu avoir directement et les influences révolutionnaires qu'ils ont subies.

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

V

LES ETUDIANTS CHINOIS A L'ETRANGER

Il faut un certain temps pour que le nouveau système d'enseignement en Chine soit réellement efficace. Le gouvernement et les étudiants s'aperçoivent qu'en attendant, ils auraient tout profit à aller s'instruire directement à l'étranger. Cela explique le grand courant d'étudiants partant pour le Japon ou l'Occident, et la recherche d'une culture à l'occidentale, ou quelquefois simplement du prestige qu'ils retireront de leur voyage, et qui les aidera beaucoup à trouver des emplois rémunérateurs à leur retour en Chine. Ces étudiants, qu'on appellera "étudiants revenus de l'étranger" ou "étudiants revenus", exerceront en Chine une influence bien plus forte que leurs camarades restés dans leur pays, surtout dans le domaine des idées révolutionnaires.

C'est bien avant les réformes qu'on a vu les premiers étudiants chinois à l'étranger. Dès 1847 les missionnaires avaient envoyé 3 de leurs meilleurs élèves aux U.S.A.; l'un d'eux, à son retour, devint médecin à Canton. Quelque temps après, c'est le gouvernement chinois lui-même qui tente l'aventure : en 1868, la Chine signe un traité avec les Etats-Unis, et un article de ce traité dit que les étudiants chinois doivent être bien traités aux U.S.A. Plusieurs mémoires depuis un certain temps suggéraient ce moyen pour la Chine d'avoir des hommes capables de pénétrer les secrets des Occidentaux.

En 1871, un mémoire de LI HONG-TCHANG est approuvé, et c'est d'après ses suggestions qu'à partir de 1872 des étudiants chinois sont envoyés aux Etats-Unis. Ce sont des garçons de famille pauvre, âgés de 13 à 15 ans, ayant reçu peu d'instruction préalable. Entre 1872 et 1881, il en part 120, à raison de 30 par an, et il est prévu qu'ils resteront aux U.S.A. une quinzaine d'années, afin de revenir dans leur pays en pleine maturité et prêts à assumer des responsabilités. Le gouvernement chinois cependant se méfie de l'effet que peut avoir le contact avec l'Occident, car si ces étudiants sont placés dans des familles américaines, où ils peuvent plus facilement apprendre l'anglais, ils restent sous la surveillance d'un maître chinois qui leur enseigne les Classiques et veille à ce qu'ils respectent les principes du confucianisme et gardent leur robe chinoise et leur natte. Cependant ils arrivent à acquérir quelque liberté d'esprit, car un envoyé de Pékin rapporte en 1881 qu'ils apprennent de mauvaises manières et ont refusé de le saluer de la manière traditionnelle; le gouvernement décide alors d'interrompre l'expérience et rappelle tous les étudiants; à leur retour en CHINE on les considère avec méfiance et personne ne veut leur confier de poste important. (1)

Mais cette tentative avortée ne reste pas la seule au XIX^e siècle : en 1876, 7 étudiants sont envoyés en Allemagne par le gouvernement pour étudier la science militaire. De 1875 à 1887, l'arsenal de Fou-tchéou envoie 84 étudiants à ses frais en Europe, dont la majorité étudient la construction navale et la navigation. En 1896, TCHANG TCHÉ - TONG, dans son "Exhortation à l'étude", dit : "Voyager à l'étranger pendant un an est plus profitable que d'étudier chez soi pen-

(1) E. A. HUGHES : L'invasion de la Chine par l'Occident

dant 3 ans. On dit avec juste raison que voir est cent fois mieux que apprendre. Une année d'étude dans une école étrangère est plus profitable que 3 ans dans une école du pays." (1)

Mais le grand essor du mouvement date de 1901. En 1901 et 1903, des édits impériaux ordonnent aux autorités provinciales d'envoyer à leurs frais des étudiants à l'étranger, et recommandent aux jeunes Mandchous d'aller s'instruire de la même façon. Beaucoup de jeunes Chinois partent, non pas tant pour obéir aux ordres, que parce qu'ils sont eux-mêmes curieux de science occidentale, et beaucoup partent à leurs propres frais : dès 1902 il y a au Japon 274 étudiants chinois, parmi lesquels trois étudiantes (2). Ils partent vers l'Occident, États-Unis ou Europe, mais surtout vers le Japon, plus proche et où l'on peut vivre à moindres frais. En 1902 le gouvernement chinois reconnaît l'importance de ce mouvement en créant un Commissaire spécial chargé de veiller aux intérêts des étudiants chinois au Japon.

Beaucoup d'étudiants se rendent au Japon individuellement. Une fois arrivés sur place, ils cherchent une école. Les Japonais ont créé pour eux des écoles spéciales où ils peuvent acquérir une certaine formation en 3 ou 6 mois, mais ils peuvent aussi s'adresser, selon leur préférence, à d'autres écoles où ils se mêlent aux Japonais et reçoivent un enseignement plus complet. Mal dirigés et peu avertis, les étudiants chinois sont parfois exposés à tomber entre les mains de charlatans qui profitent de cette invasion d'étudiants dans un pays qui n'a pas assez d'établissements scolaires pour les recevoir tous, pour ouvrir des établissements qu'ils baptisent du nom d'école, et où

(1) KAO CHUNG-JU : Le mouvement intellectuel en Chine

(2) W. LEGER : Les influences occidentales dans la révolution de l'Orient

on ne peut que perdre son temps. Un Chinois, actuellement membre du P.J., montre bien le problème dans ses mémoires :

"Une fois venu au Japon, à quelle école devons-nous entrer ? Voilà un grand problème. Mon second frère aîné avait décidé d'aller à l'Ecole normale Kobun, où la durée des études était de 3 mois; et moi, j'aurais voulu employer plus de temps à parfaire mon éducation, dans un collège d'abord, dans une faculté ensuite, en me spécialisant dans les sciences appliquées. Deux camarades du Setchouan se conseillèrent de ne jamais entrer dans des établissements privés, car certains d'entre eux étaient si mal dirigés qu'on risquait d'y perdre son temps." (1)

L'instruction reçue au Japon était donc très fragmentaire, parfois même inexistante; certains étudiants d'ailleurs n'y cherchaient que le prestige d'avoir été à l'étranger, et ne tenaient pas à y rester longtemps. Le principal résultat d'un séjour au Japon était souvent de former des révolutionnaires, au lieu de bons serviteurs de la monarchie, ce qui était le but espéré par les Mandchous. Les étudiants chinois se rassemblaient tous dans les mêmes endroits, et passaient tout leur temps libre à discuter de questions politiques : loin de leur entourage habituel, ils ne craignaient plus de exprimer des idées subversives, et trouvaient plus de courage pour rompre avec les traditions (2). Beaucoup finissaient par délaisser complètement leurs études pour ne plus s'occuper que de préparer la révolution. Ce fut le cas de WOU YU-CHANG, et il raconte dans ses souvenirs comment sa famille fut avertie par un de ses condisciples plus âgé qui avait été chargé de veiller sur lui :

(1) WOU YU-CHANG : Mes souvenirs, de la guerre de 1911 à la révolution

(2) TANG (T.C.) : Chinese intellectuals and the West

"Il écrivit alors à notre famille, disant que faute de l'avoir écouté nous avions rejoint la révolution. Ce fut un coup de tonnerre. En effet, cette nouvelle mit tous mes parents et amis dans un grand émoi : du moment que je participais à la révolution, pensaient-ils, j'aurais la tête tranchée, ou du moins je ne pourrais plus jamais rentrer à la maison. Cela me poussa à aller jusqu'au bout. Je me disais : "Puisque je ne puis plus rentrer à la maison, faisons franchement la révolution.

"Déjà, sur la route du Japon, j'avais respiré l'air de la révolution; arrivé dans ce pays, je sentis davantage l'influence des idées révolutionnaires, et puis je pris part au mouvement des étudiants contre l'agression tsariste (1905); ainsi les idées réformistes (de KANG YEOU-WEI) perdirent-elles peu à peu la place qu'elles tenaient dans mon esprit. C'est justement pour cette raison que, loin de m'effrayer, la lettre adressée à ma famille l'informant de mon activité révolutionnaire ne servit qu'à m'affermir dans la volonté de me consacrer à la révolution. Dans ma colère je coupais immédiatement ma natte en témoignage de ma résolution de ne plus jamais revenir." (1)

Le port de la natte avait été imposé aux Chinois par les Mandchous : c'était le signe de la dépendance dans laquelle la Chine était tenue par une dynastie étrangère; couper sa natte, c'était signaler ouvertement son esprit révolutionnaire et s'exposer à être poursuivi comme tel par la police mandchoue : aussi, beaucoup de jeunes gens étudiant à l'étranger qui, dans un moment d'enthousiasme, avaient coupé leur natte, s'en confectionnaient une fausse qu'ils fixaient derrière leur casquette ou leur chapeau pour éviter les ennuis une fois revenus au pays.

(1) WOU YU- TCHANG : Mes souvenirs de la guerre de 1894 à la révolution

Les esprits étaient sollicités de toute part au Japon, d'abord par une prise de contact, à laquelle ils étaient peu préparés, avec toutes sortes d'idées nouvelles puisées dans les traductions de livres occidentaux qu'on y trouvait en abondance, ensuite par la prolifération de journaux qui ne parlaient que de renverser la dynastie manchoue, enfin par la présence de révolutionnaires ou de républicains exilés : c'est là que s'étaient réfugiés KANG YEOU-WEI et LIAO KI-FOUO, c'est là aussi que SUN YAT-SEN avait son quartier-général.

Le gouvernement chinois a conscience de l'agitation qui règne parmi les étudiants chinois au Japon. En 1906 il demande aux autorités scolaires de Tokio d'exercer un contrôle sévère sur les étudiants chinois; à la suite de cette requête, de nombreux étudiants sont renvoyés en Chine, mais cette mesure ne servira qu'à propager en Chine même les influences subies par ces étudiants. Un fonctionnaire finit par suggérer qu'aucun des étudiants éduqués au Japon ne devrait être admis à postuler un poste officiel (1) : cette idée montre combien le gouvernement chinois commençait à s'inquiéter de l'état d'esprit de ses jeunes lettrés.

On pensait qu'ailleurs qu'au Japon, les étudiants chinois pouvaient recevoir une instruction meilleure, puisée directement aux sources occidentales, et surtout qu'ils y subiraient moins de mauvaises influences. En 1908 les Etats-Unis proposent que l'indemnité que doit leur verser la Chine pour les dommages de guerre causés par les Boxeurs serve à créer des bourses pour envoyer des étudiants chinois aux Etats-Unis. La Chine saisit l'occasion; dans les premières années,

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

elle y envoie 100 étudiants par an pendant toute la période de paiement de l'indemnité. On se préoccupe davantage du niveau de formation des étudiants qu'on envoie, pour ne pas risquer de les voir refusés par toutes les écoles pour niveau d'instruction insuffisant. Auparavant, ce mouvement d'envoi d'étudiants à l'étranger se faisait dans un grand désordre : les provinces envoyaient le plus grand nombre de boursiers possible, pour accroître leur prestige, sans beaucoup s'occuper de savoir s'ils seraient capables de suivre l'enseignement des écoles japonaises ou occidentales. Les étudiants qui partaient à leurs propres frais étaient souvent encore moins préparés, donc souvent refusés par les écoles publiques; ils entraient alors dans des écoles privées où ils apprenaient rapidement ce qu'ils croyaient être la quintessence occidentale.

Désormais les étudiants qui partent à l'étranger sont choisis après un examen spécial et reçoivent un enseignement préliminaire dans une école établie dans ce but : le Collège Tsing-hua, fondé en 1911. A leur retour, ces étudiants devaient subir un examen spécial avant de recevoir un poste officiel (1). Aux Etats-Unis, les étudiants sont plus isolés qu'au Japon, ils s'y sentent beaucoup plus étrangers, ils doivent passer du temps à apprendre la langue et sont plus disposés à ne s'occuper que de leurs études. Ils sont moins exposés aux influences révolutionnaires, cependant SUN YAT-SEN au cours de ses voyages parvient à en gagner quelques uns à sa cause. De plus, les étudiants envoyés en Occident étaient d'une classe sociale plus élevée que ceux qui se rendaient au Japon, car la vie y était beaucoup plus chère, et avaient donc en principe plus à perdre qu'à gagner à une révolution.

(1) E. JACQUON : The reform movement in China

VI

LES ANCIENS ETUDIANTS DANS LA SOCIÉTÉ

Comment les étudiants éduqués selon le nouveau système pouvaient-ils s'intégrer dans la société chinoise après leurs études ?

Pour ceux qui avaient reçu une instruction technique, il n'y avait à peu près pas de problème : beaucoup avaient fréquenté les écoles spéciales des entreprises qui les engageaient dès leur sortie, ou bien avaient été envoyés à l'étranger par ces entreprises elles-mêmes. Les autres trouvaient facilement du travail dans toutes les entreprises chinoises ou étrangères qui s'occupaient d'équiper la Chine en moyens de communication et de production modernes.

Les intellectuels étaient plus difficiles, surtout ceux qui avaient été à l'étranger. Ils avaient acquis, au Japon ou en Occident, une conscience très nette du rôle qu'ils seraient amenés à jouer une fois revenus en Chine, et leurs éducateurs les avaient encouragés dans cette pensée : LEANG KI-TCHAO dans son école au Japon insistait à ses étudiants qu'ils étaient la future élite de la Chine; en Occident, les intellectuels les plus éminents affirmaient, comme B. ROSS : "Seuls quelques éduqués à l'étranger sont exempts de corruption", ou comme A. HOLCOMB : "Le salut viendra des étudiants à l'étranger." (1)

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

A leur retour en Chine, ces étudiants doivent passer des examens spéciaux avant de recevoir un poste; ces examens sont institués à partir de 1906 : les étudiants peuvent choisir la langue dans laquelle ils désirent composer, et on s'aperçoit à cette occasion que bien peu sont capables d'écrire correctement le chinois. Le gouvernement décide alors qu'une composition en chinois fera obligatoirement partie de cet examen. Il était destiné à encourager les étudiants à travailler réellement au cours de leur séjour à l'étranger, et à ne pas compter uniquement sur leur prestige d' "étudiant revenu" pour trouver un emploi. et sans toute cela était tout-à-fait nécessaire, car au premier examen, où il y avait 360 candidats, 5 seulement reçurent le grade de Docteur, et 27 le grade de Licencié (1).

A la suite de ce concours, ils reçoivent un poste officiel; mais ils sont très difficiles et n'acceptent pas n'importe quoi : ils se jugent faits pour autre chose par exemple que d'enseigner aux enfants à lire et à écrire, et rares sont ceux qui veulent bien enseigner dans les petites écoles, surtout si elles sont dans une province éloignée : cela contribue à expliquer la carence de la Chine en écoles primaires à cette époque. La plupart ne veulent habiter que dans les grandes villes de la côte, où ils retrouvent les coutumes occidentales dont ils ont pris l'habitude. Incontestablement, ils préfèrent les postes officiels dans le gouvernement ou les services publics : l'enseignement garde la réputation d'être la carrière vers laquelle on ne se dirige qu'en dernier recours, quand on n'a pu obtenir un emploi officiel. Selon une statistique de WANG (Y.C.), il y avait à Pékin en 1910 une centaine personnes éduquées

(1) M. CAMERON : The reform movement in China

à l'étranger qui avaient trouvé un emploi : 40 n'avaient rien à voir avec le gouvernement, 30 étaient employées dans l'enseignement à des titres divers, 30 dans les services officiels; peu de ces personnes avaient cependant acquis des titres durant leurs études à l'étranger.

On a peu de renseignements sur ce que deviennent les étudiants éduqués en Chine même. Ils devaient pour la plupart enseigner dans les petites écoles, ou occuper ailleurs les places désignées par leurs camarades "revenus" : dans beaucoup d'écoles on fait venir à grands frais un enseignant occidental ou japonais, puis au bout d'un an il est remplacé par un de ses étudiants; ce système, dont l'efficacité devait être contestable, présentait certains avantages : le nouveau professeur est payé moins cher, et cela flatte l'esprit national des jeunes chinois d'avoir un professeur de leur nationalité. On trouvait aussi de ces anciens étudiants dans les services privés, mais toujours sur un rang inférieur à celui des "étudiants revenus". Il est intéressant à cet égard de regarder l'échelle des traitements que les "Pressees Commerciales", célèbre entreprise d'édition de Changhai, accordait à son personnel :

un diplômé de collège chinois ayant quelque expérience était payé 80 dollars par mois, et avait un bureau d'une dimension de 1,5 pied sur 3;

un diplômé d'un collège japonais gagnait de 100 à 200 dollars par mois, et avait un bureau de 3 pieds sur 2;

un diplômé d'une université impériale japonaise gagnait 150 dollars, avait un bureau de 4 pieds sur 2, 5 avec en plus des étagères à livres, un fauteuil, un encrier de cristal;

un

un diplômé de collège occidental gagnait 200 dollars et avait droit au même bureau que le précédent;

au sommet de l'échelle, les diplômés de Harvard, Yale, Oxford ou Cambridge gagnaient 250 dollars.

Ce n'est qu'à partir de 1927 que les "Presses Commerciales" commencèrent à adopter des principes plus souples (1).

Une autre statistique, de CHOW TSE-TOUNG (2), donne une bonne idée de la formation reçue par les fonctionnaires chinois en 1919 : sur 4764 hauts fonctionnaires et administrateurs de l'enseignement à cette époque,

1545 sont passés par l'examen traditionnel sous la dynastie
manchoue

1341 ont étudié à l'étranger pour compléter l'éducation
traditionnelle qu'ils avaient reçue

909 sont diplômés d'écoles chinoises

969 sont issus des classes marchandes ou autres

Presque tous les fonctionnaires de rang moyen ou inférieur n'ont reçu qu'une éducation traditionnelle. Il y a donc une grande différence d'éducation entre la jeunesse et les personnages officiels, ce qui facilite les heurts. Les différences de traitement, de plus, exaltent les rancœurs parmi les moins favorisés; mais même parmi les étudiants revenus il y avait des mécontents, et tout d'abord ceux qui n'avaient pas trouvé d'emploi. Après 1912 il y avait à Pékin 500 étudiants

(1) WANG (W.C.) : Chinese intellectuals and the West

(2) CHOW TSE-TOUNG : The May Fourth Movement

revenus inemployés, et 100 à Changhai; en 1916 il y en avait en sus 50 à Canton (1). On commence à se plaindre de leur surabondance. En fait, ils ont souvent pris une tournure d'esprit occidentalisée, surtout ceux qui ont étudié en Occident, et ont perdu le contact avec la réalité chinoise; l'enseignement technique qu'ils ont reçu est parfois trop avancé pour être immédiatement applicable en Chine et beaucoup sont incapables de faire le réajustement d'idées nécessaire. On trouve donc qu'ils ont retiré peu de profit pratique de leurs études; ils ne veulent pas accepter de postes qu'ils jugent subalternes, mais ils sont en même temps trop inexpérimentés pour qu'on puisse leur confier des postes importants. Certains aussi en restent à l'ancienne mentalité selon laquelle il est indigne d'un lettré d'effectuer un quelconque travail impliquant une activité physique : cette mentalité cependant tend à disparaître à mesure qu'il devient évident que la Chine a besoin de techniciens pour se moderniser.

Tout cela fait qu'il se trouve dans les grandes villes beaucoup d'intellectuels inactifs qui se regroupent entre eux et ne manquent pas de sujets de discussion. Les étudiants eux aussi s'inquiètent de la situation. On aurait pu croire, et c'est ce qu'espéraient les promoteurs de la réforme, que les étudiants, reconnaissants au gouvernement de leur avoir permis d'acquérir des connaissances modernes, seraient encore plus fidèles que les anciens mandarins à la monarchie; en fait, encouragés par de nombreux professeurs, ils rendent la dynastie mandchoue, et souvent même la monarchie, responsable des malheurs de la Chine et de la décomposition de la société. Dans cette société en mutation, la jeunesse s'agite et accuse le pouvoir en place.

8488

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

VII

LA TRANSFORMATION DU MILIEU INTELLECTUEL ET L'ACTION DES ETUDIANTS DE 1895 A 1911

Depuis longtemps les intellectuels chinois qui voulaient que leurs idées se répandent en Chine se sont aperçus que le meilleur moyen était d'acquiescer de l'influence sur la jeunesse des écoles, seule capable tout d'abord de comprendre leurs idées et seule susceptible d'être assez enthousiaste pour avoir envie de les défendre.

Au commencement du XX^e siècle, les influences progressistes viennent de l'extérieur, principalement du Japon. C'est là que se sont réfugiés les deux premiers lettrés qui aient eu une réelle influence sur la jeunesse, KANG YEOU-WEI et LEANG KI-TOH. Et c'est là que le premier révolutionnaire, SUN YAT-SEN, a installé sa base d'action. Après la révolution, l'esprit de contestation continue de faire son chemin parmi les étudiants, mais ses maîtres sont installés en Chine même, à l'Université de Pékin. Groupés autour de TSAI YUAN-PEI, chancelier de l'université, les plus connus sont TCHEN TOU-SIEOU, LI TA-TOH, HOUE-TCHE.

Depuis le début des réformes, les jeunes lettrés ont suivi avec intérêt l'évolution des idées et des faits; même s'ils fréquentent des écoles qui n'enseignent toujours que le confucianisme classique, quelques uns s'enflamment déjà pour la science occidentale.

On peut le constater dans des souvenirs de Chinois cultivés, comme WOU YU-TCHANG, ou encore TCHAU YEN-TUNG, le père de la romancière HAO SUYIN, tous deux originaires du Setchouan :

"Le mouvement réformiste représenté par KANG YEOU-WEI et LEANG KI-TCHAO se développa après la guerre de 1894 sous l'impulsion de la crise nationale. Les idées réformistes furent répandues dans tout le pays. Même dans le Setchouan, province perdue au Sud-Ouest, ces idées faisaient fureur.

"Ce fut à ce moment que je commençai à m'initier à la "nouvelle science". Le second de mes frères aînés vint beaucoup à faire achat de livres. Il y avait dans le chef-lieu une librairie qui, pour être à la page, se mit à vendre des nouveautés tant qu'elle put. Mon frère ne tarda pas à en devenir un bon client. Séduit par l'éloquence enthousiaste et la verve débordante de KANG YEOU-WEI et de LEANG KI-TCHAO, je devins vite leur disciple et je ^{ne} m'intéressai plus guère aux études classiques ni aux examens officiels.

En 1898, je faisais mes études dans la province du Setchouan. Les édits de réforme qui nous parvenaient coup sur coup réjouissaient à l'extrême les réformistes que nous étions. Mais bientôt éclata le "coup d'Etat de 1898". Les conservateurs de l'école se mirent à nous railler : "Nous le disions bien qu'on pouvait y risquer sa tête !" (1)

TCHAU YEN-TUNG est âgé d'une dizaine d'années et avec son ami TA-TCHOUN fréquente une école classique :

"Mon ami lisait beaucoup, beaucoup de livres de

(1) WOU YU-TCHANG : MES souvenirs

la Nouvelle Culture, interdits, mais qu'il arrivait je ne sais comment à se procurer. Il parlait de machines et d'invention, et je le suppliais d'être prudent, avide pourtant de m'instruire au sujet de ces choses terrifiantes et merveilleuses.

"Au Setchouan, beaucoup de nos aînés avaient peur des changements et des réformes qu'ils appelaient la Nouvelle Culture, et par-dessus tout ils avaient peur de la pollution morale venue de l'Occident. Les jeunes étaient inquiets : ils voyaient trop bien ce qui se passait, et posaient des questions sur tout. Certains, comme mon ami Ta-Tchouen, demandaient aux savants ou aux marchands qui voyageaient jusqu'à Pékin ou Canton de leur rapporter en fraude des livres ou des essais de Nouvelle Culture, ou ils s'assemblaient dans les maisons de thé pour parler de réforme et même de quelque chose de plus que la réforme.

"Aussi soudaine qu'un coup de tonnerre vint la nouvelle que l'empereur KOUANG-SIU avait enfin reçu une pétition du lettré LANG YEOU-WEI, chef des réformistes, l'avait acceptée, et avait adressé à la nation des Edits Impériaux. Le Palais officiel était encombré, de même que les maisons de thé, par des étudiants, des savants, des aristocrates, qui venaient y lire la Gazette Impériale. Certains horrifiés, d'autres transportés de joie, tous stupéfaits, les fonctionnaires s'agenouillaient dans la cour du Palais pour écouter la lecture des Edits.

"De tous les Edits, ceux qui plaisaient le plus aux jeunes savants comme Ta-Tchouen et moi-même étaient ceux qui concernaient la construction d'écoles de la Nouvelle Culture et la réforme du statut des examens. Nous décidâmes de fonder un Cercle d'études de jeunes réformistes, dont les buts seraient le salut national et pour nous l'acquisition de force de caractère, buts de l'association que les réformistes

avaient déjà créée dans les villes de la côte.

"En septembre, la réaction se dessina. Les publications périodiques furent bannies, les cercles d'étudiants furent fermés, toutes les réunions d'étudiants et d'érudits interdites. Tous les exemplaires d'oeuvres réformistes furent supprimés.

"Ta-Tchouen m'annonça son départ. "Pour Canton. Ensuite je gagnerai le Japon. Je vais adhérer à la Société de SUN YAT-SEN pour la résurrection de la Chine". Au Japon il devint membre de la Ligue révolutionnaire fondée par SUN YAT-SEN et, avec d'autres étudiants, administra une volée de coups à un fonctionnaire envoyé par le gouvernement impérial pour surveiller les étudiants au Japon et rendre compte de leurs activités révolutionnaires. Plus tard il revint en Chine, et en 1906-1907 prit part à des soulèvements à main armée. Ta-Tchouen fut arrêté. Il refusa de se rétracter, insulta le magistrat et fut décapité." (1)

A leur arrivée au Japon, en 1898, KANG TSOUC-wai et LEANG KI-TCHAO avaient fondé un journal, et une Société pour le soutien à l'empereur. Conscients de l'importance qu'ils pouvaient acquérir en formant des jeunes gens avides de s'instruire, destinés à être les futurs cadres d'une Chine transformée, et en les imprégnant de leurs idées, ils ouvrirent des écoles où l'on enseignait l'histoire des révolutions occidentales, la philosophie grecque et les théories de Rousseau, Montesquieu, Darwin, Spencer. Mais en 1900 un complot est découvert parmi leurs élèves, et 10 étudiants sont condamnés à être décapités. Beaucoup d'étudiants alors abandonnèrent la Société pour le Soutien à l'empereur et se retournèrent contre la dynastie. A partir de ce moment, l'influence des monarchistes réformistes, qui ne concevaient pas la Chine sans monarchie,

(1) H. B. SMITH : L'arbre blessé

ne cessera de décliner au profit des révolutionnaires et de SUN YAT-SEN.

SUN YAT-SEN est né en 1866. Très vite il devint un révolutionnaire. Dès 1895 il devait fuir la Chine pour échapper à la police mandchoue; il gagna alors le Japon, dont il fit de 1895 à 1907 sa résidence principale, mais en fait il y passa assez peu de temps : il faisait de nombreux voyages en Occident, souvent absent pendant deux années de suite. Aux Etats-Unis, il commença à essayer de gagner les Chinois épris à sa cause; mais là-bas ils étaient installés et avaient du travail stable, et étaient donc assez peu disposés encore à soutenir des idées révolutionnaires. SUN YAT-SEN dira lui-même : "Malgré mes efforts ma campagne y trouva peu d'écho..." En 1895, il est à Londres, où il faillit être enlevé par la Légation Chinoise; à l'instigation de son ami et ancien maître le Dr CANTILLIS, un journal mena une campagne en sa faveur : cette publicité lui valut sa libération, la Légation n'osant pas le garder enfermé plus longtemps, et sa promotion au rang de grande figure mondiale. A Londres il put avoir des contacts avec des révolutionnaires russes, nombreux à cette époque, et il put lire dans les bibliothèques les ouvrages de révolutionnaires de tous pays. Il visita ensuite la France, la Suisse, l'Allemagne, la Russie, puis le Canada, et enfin retourna au Japon en 1898.

SUN YAT-SEN avait choisi le Japon comme résidence principale non seulement parce que c'était le pays le plus proche^{d'} où il pouvait agir sans grands risques contre la monarchie mais aussi parce qu'il avait une idée qui lui tenait particulièrement à cœur : il pensait qu'il était inévitable que le Japon et la Chine, les deux grandes puissances jeunes, en viennent à collaborer; il pensait qu'il devait y avoir une véritable solidarité raciale entre les deux pays, et sur ce point il avait

trouvé le soutien de plusieurs intellectuels japonais. Il ne déniait pas, comme devaient le faire beaucoup d'intellectuels chinois, toute valeur à l'héritage national, mais son premier tour du monde eut une grande influence sur l'évolution de ses idées. Il fit des lectures, il vit comment fonctionnaient les grands Etats d'Occident, et surtout il apprit à ne pas voir les problèmes d'un seul point de vue particulier, mais à tenir compte de la situation et des problèmes internationaux. En Suisse il admira l'institution du référendum; en Allemagne, le "socialisme d'Etat" de Bismark lui parut un chef-d'oeuvre d'habileté pour venir à bout du mouvement démocratique d'un pays sans le heurter de front. En France il admira la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et le système français de recrutement des cadres par des examens et concours, qui lui semblaient plus capables de fournir une élite intellectuelle désintéressée que les systèmes allemand ou anglais. (1)

Rentré au Japon, il dut lutter pour imposer ses idées; les étudiants et intellectuels à cette époque étaient encore totalement sous l'influence des réformistes KANG YEU-WEN et LIANG KI-TCHAO. SUN YAT-SEN, lui, répète que la seule solution est une révolution : "Nous devons développer un esprit de nationalisme parmi les Chinois qui ne sont pas Mandchous; telle est l'oeuvre de ma vie. Dès que cet esprit sera éveillé, la nation chinoise se dressera de toute la puissance de ses 400 millions d'hommes et renversera la dynastie mandchoue pour toujours. Alors la République sera instaurée, car les provinces de Chine sont semblables aux Etats de l'Union américaine, et ce qu'il nous faut c'est un président pour gouverner tout pareillement." (2) Cette déclaration date de 1903.

(1) J. CHESNEAUX : Sun Yat-Sen

(2) id.

En septembre 1903 il repart pour l'Europe, en passant par les Etats-Unis; il semble que c'est à Bruxelles, devant une assemblée d'étudiants, qu'il présente pour la première fois sa théorie des Trois Principes du Peuple : Indépendance du peuple, Souveraineté du peuple, Bien-être du peuple, ou encore : nationalisme, démocratie, socialisme. En élaborant ces principes, il se réclame explicitement du président américain Lincoln et de son mot d'ordre : "du peuple, par le peuple, pour le peuple"; il semble donc avoir subi assez fortement les idées américaines, puisque nous avons vu qu'il voyait pour la Chine une république fédérale sur le modèle des Etats-Unis. Mais si l'influence occidentale est très visible, il ne renie pas l'originalité chinoise : à côté des trois pouvoirs traditionnels des Etats occidentaux, nécessairement séparés selon la théorie de Montesquieu, il place deux autres pouvoirs : le pouvoir de contrôle, chargé de veiller à la régularité constitutionnelle de tous les actes de l'Etat, et le pouvoir d'examen, responsable du recrutement de tous les agents des services publics, successeur direct de l'ancien Ministère des Rites, chargé de l'organisation des examens dans la Chine traditionnelle.

En 1905, SUN YAT-SEN fonde au Japon le Tong-Meng-Houei : la nécessité s'était fait sentir de regrouper entre elles plusieurs des associations révolutionnaires, qui commençaient à devenir trop nombreuses et trop dispersées dans leur action. Le parti de SUN YAT-SEN se développe rapidement : SUN estime qu'en moins d'un an ses effectifs atteignent plus de 10 000 membres; en janvier 1906 est fondé le "Journal du Peuple", toujours à Tokio. Le Tong-Meng-Houei est le premier véritable parti de type moderne de Chine; il se donne pour but d'arriver à la révolution en fomentant en Chine des insurrections armées; ses principaux

moyens sont des collectes de fonds, surtout parmi les Chinois riches d'outre-mer, la propagande dans l'armée, qui sera assez efficace, car beaucoup de jeunes Chinois progressistes sont persuadés de l'importance du rôle de l'armée et de la puissance militaire dans le monde moderne, et se sont inscrits dans les écoles militaires, la négociation avec les sociétés secrètes, qui les aideront à créer ou soutenir les révoltes populaires, et la recherche de l'aide japonaise, ou française dans les régions proches du Tonkin; beaucoup des agitateurs seront d'anciens étudiants revenus du Japon. Officiellement, le Tong-Meng-Houei provoquera 10 insurrections manquées avant de réussir celle qui deviendra la révolution de 1911. Après la révolution, SUN YAT-SEN est nommé président de la République, mais il cède bientôt la place à YUAN CHY-KAI, qui a la confiance des Puissances. Il n'aura plus de place de premier plan, et il en profite pour mettre au point ses idées. Beaucoup d'étudiants avaient appartenu à son parti, mais il ne donna que tardivement un exposé complet et élaboré de sa doctrine; les étudiants se référèrent donc plutôt à d'autres maîtres, surtout après que la révolution ait été accomplie.

En Chine même, l'introduction des idées nouvelles officialisées dans l'enseignement avait provoqué certains changements. A partir de 1901, c'est avec l'autorisation du gouvernement que les traductions de livres occidentaux commencent à se répandre. Le nouvel enseignement, en rupture avec la tradition, provoque un décalage entre la vie à l'école et la vie familiale. Les enfants ramènent souvent à la maison des théories qui déroutent complètement leurs parents.

Le changement peut se voir à l'attitude qu'adoptent les étudiants envers leurs professeurs. Selon l'enseignement de

Confucius, l'élève doit le plus grand respect à son maître, et le professeur E.A. ROSS rapporte que, encore en 1914, "les élèves chinois ne posent jamais de questions. Interroger le maître est contraire à la tradition. Le maître et les livres jouissent d'un prestige inouï. Nul ne leur demande d'explication ou de preuves. Interroger le maître, ce serait lui faire entendre qu'il n'a pas été clair. Devant la passivité des élèves, le maître doit multiplier les exemples et les illustrations s'il veut être sûr d'être compris." (1)

Mais s'ils ne se manifestent pas individuellement, les jeunes Chinois hésitent beaucoup moins à agir en groupe. Jean RODES signale, entre juin 1906 et juin 1907, sept faits d'insubordination, dans les écoles, rapportés par la presse chinoise; presque tous ont pour point de départ la constatation par les élèves que leurs maîtres sont incompetents : par exemple, en octobre 1906, les élèves de l'école normale de Tong-chen-hien (dans le Nganhouei) s'en vont parce qu'ils prétendent que les professeurs n'ont pas de talent et ne peuvent répondre à leurs questions sur des matières difficiles à expliquer; le 19 mai 1907, les élèves d'une école moyenne de Nanchang (Chansi) partent en groupe sous le prétexte que leurs professeurs n'ont pas le savoir nécessaire; le 20 mai de la même année, les élèves de l'école supérieure de Ngan-king (Nganhosi) se révoltent contre leurs maîtres et abandonnent l'école, et les maîtres s'en vont également. (1)

Il coexistait donc, dans la "Chine nouvelle", des attitudes contradictoires : d'une part le maître gardait, par tradition,

(1) E. A. ROSS : La Chine qui vient

(2) J. RODES : La Chine nouvelle

un grand prestige, d'autre part on voit apparaître en certains endroits un grand relâchement de la discipline : "On raconte des choses stupéfiantes : des étudiants refusent de passer un examen jusqu'à ce qu'ils soient prêts, trichent sans encourir de blâme, forcent le doyen à supprimer la leçon annoncée, refusent de se lever et de s'incliner, selon la coutume, devant le maître qui leur a déplu, répandent sur le plancher ou jettent à la tête de l'économe le riz qui leur semble de qualité inférieure..." (1)

Cette attitude rejaillit aussi sur le comportement familial. Les professeurs enseignaient aux enfants à ne plus respecter strictement la morale confucéenne en ce qui concernait les rapports avec les parents. Jean RODES rapporte que "un Chinois de Canton s'était plaint à un de nos compatriotes que son fils, un gamin de 13 ans, lui avait notifié que désormais il ne lui obéirait plus et déciderait lui-même de ce qu'il avait à faire, suivant en cela les conseils de son professeur." (2)

Un fait encourageait beaucoup cette barbaresque : les étudiants en général étaient pensionnaires, vivaient en milieu fermé où ils passaient leur temps à discuter entre eux et avec leurs professeurs, à l'abri de tout contrôle officiel. En 1897 par exemple, JUNG KETCHAO, alors âgé de 24 ans, enseignait dans une Académie du Hunan : il menait une vie assez cloîtrée avec ses étudiants, et ne craignait pas de traiter l'empereur d'ennemi du peuple. Personne ne s'inquiétait de ce qui se passait à l'intérieur de cette Académie. Ce n'est qu'aux vacances

(1) E.A. ROSS : La Chine qui vient

(2) J. RODES : Le Céleste Empire avant la Révolution

que les étudiants, rentrant chez eux, répandirent les idées de leur maître: les familles réagirent alors en protestant contre un tel enseignement, mais les étudiants restèrent en majorité fidèles à Hsiao TCHAO et certains le suivirent quand il fut exilé au Japon. (1)

De plus les écoles, comme nous l'avons vu, étaient situées en majorité dans les grandes villes, donc en contact avec les milieux cosmopolites : c'était l'atmosphère la plus favorable pour que se répandent rapidement les idées nouvelles.

Parmi cette jeunesse en effervescence, les idées nouvelles issues de la pénétration occidentale se répandaient non seulement par les écoles, mais aussi par la presse, qui commençait à exercer une grande influence. Depuis la fin du XIX^e siècle, les journaux sont assez répandus en Chine; c'est un moyen nouveau pour des jeunes gens aux idées avancées de se faire connaître rapidement, et ces journaux ont sans doute eu une diffusion assez large : ils employaient un vocabulaire simple, facilement accessible même à ceux qui avaient le minimum de culture, et dans les sociétés secrètes, dans les maisons de thé de villages et même dans les maisons particulières les gens intéressés s'assemblaient autour de ceux qui savaient lire et avaient ainsi connaissance des courants d'idées nouveaux. C'est surtout à partir de deux ou trois années avant la révolution que les journaux chinois se mettent à proliférer : toutes les Associations provinciales chinoises en ont au moins un, et il pénètre en Chine, malgré la surveillance du gouvernement, des journaux étudiants édités au Japon. Tous ces journaux font profession d'anti-chenouisme : il semble que ce fut alors la condition pour bien se vendre (2).

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

(2) id.

Ce journalisme n'était pas d'un niveau très élevé : Jean RODES y voit un facteur d'excitation, qui diffusait des nouvelles fausses ou tendancieuses, ou qui colportaient des ragots sur des personnages en vue, à seule fin de se faire payer pour se taire ou pour dire du mal d'un personnage que l'on voudrait renverser. (1) Ces journaux pour la plupart étaient établis sur le territoire des concessions étrangères, où la justice chinoise ne pouvait poursuivre les rédacteurs ni saisir les machines ou les éditions. A côté des journaux chinois, il existe aussi en Chine plusieurs journaux occidentaux, édités en général par des missionnaires, mais qui ne touchent qu'une petite partie de la population.

La révolution de 1911 voit la publication d'une loi sur la liberté de la presse; la presse chinoise se développe alors rapidement, il se crée une centaine de journaux : Pékin en a 50, Changhai 15, et Han-kéou 6. Mais entre 1912 et 1914 sont publiées des lois restrictives : la police peut contrôler toutes les associations politiques et sociales, et leurs publications; toutes les publications doivent être enregistrées avec dépôt d'une caution et approuvées par la police avant de pouvoir être mises en circulation. Ces lois resteront en vigueur sous tout le gouvernement de YUAN CHE-KAI et durant presque toute la période du 4 mai 1919. En 1919 on peut compter cependant 900 journaux et périodiques en circulation dans toute la Chine, ayant une grande influence sur les étudiants et même sur les jeunes ouvriers : le journal de TCHEN TOU-SIEOU, "La Jeunesse", reçoit des lettres d'étudiants qui fondent des sociétés inspirées par ses idées, et des lettres d'ouvriers qui lui font part de la situation dans leur région et de leurs espoirs (2).

(1) J. RODES : La Chine nouvelle

(2) J. CHESNEAUX : Le mouvement ouvrier chinois

Mais l'agitation étudiante dans le pays ne se traduit pas seulement par de petites révoltes à l'intérieur des écoles ou par des articles de journaux ou des manifestations plus ou moins pacifiques; elle prend parfois une forme plus violente, et ce sont ces soulèvements qui ont préparé la révolution de 1911. E.R. HUGHES dit :

"L'achèvement du réseau télégraphique rendit possible une mobilisation générale et rapide de l'opinion publique. Il se forma dans tous les collèges et établissements d'enseignement secondaire des sociétés d'étudiants, et chaque fois qu'une crise se dessinait, des circulaires enflammées y étaient distribuées. Les étudiants adressent des pétitions au gouvernement, qui sont souvent prises en considération et influent sur les décisions des chefs officiels. Ces mouvements étaient considérés dans toute la Chine comme à la fois légitimes et nécessaires. De temps immémorable l'agitation publique était la formule consacrée par laquelle le peuple chinois gardait un moyen de contrôle sur les actions de ses maîtres. Un seul homme dans le pays se montra capable d'interpréter ces aspirations et ces enthousiasmes et de les canaliser dans la voie des réalisations : c'est le Dr SUN YAT-SEN." (1)

Et en effet, ce sont la plupart du temps des étudiants revenus du Japon, qui ont subi le plus fortement l'influence de SUN YAT-SEN, qui sont à la tête des soulèvements révolutionnaires en Chine avant 1911. Au Japon, ils ont pris l'habitude de participer au moindre événement. WOU YU-TCHANG raconte comment "lorsqu'on lui présenta une feuille à signer en faveur de la formation d'une Association des étudiants contre l'agression tsariste en 1903, son frère aîné et lui signèrent immé-

(1) E.R. HUGHES : L'invasion de la Chine par l'Occident

diatement, sans hésitation." (1) En 1905, à la suite des restrictions apportées par les américains à l'immigration chinoise dans leur pays, l' "Association des natifs du Setchouan à Tokio", dont les membres étaient pour la plupart des étudiants, se réunirent pour discuter des mesures à prendre en vue de boycotter les marchandises américaines; et il fut arrêté d'entrer en relation, dans un bref délai, avec Tcheng-tou, Tchongking et d'autres villes afin de déclencher dans toute la province une campagne de boycottage." (2)

A la même date, le Japon en accord avec la Chine fit paraître des "Règlements d'interdiction" contre les activités révolutionnaires des étudiants chinois au Japon; beaucoup d'étudiants décidèrent en manière de protestation d'interrompre leurs études et de retourner en Chine, pensant ainsi priver leur pays de l'élite intellectuelle dont il avait grand besoin, et qu'ils ne doutaient pas représenter. "Les membres de la Ligue Révolutionnaire de Chine qui étaient rentrés en Chine à la suite de leur lutte contre les "Règlements d'interdiction" se révélèrent très actifs dans l'organisation de la révolte en différents endroits du pays." (3)

Cette "Ligue révolutionnaire" était l'une des nombreuses sociétés secrètes fondées par les étudiants au Japon. Il en existait d'autres, comme par exemple l' "Association de Jeunes gens", fondée en 1903, qui rassemblait et distribuait de la littérature révolutionnaire et préparait des actions directes; elle comprenait 200 membres actifs qui faisaient tous les jours des exercices ~~révo~~ militaires elle se transforma quelque temps plus tard en une "Association pour

(1) WOU YU-TCHANG : Mes souvenirs

(2) et (3) : id.

l'éducation militaire universelle". Chaque membre s'engageait à poursuivre des buts de propagande, assassinat, soulèvements, à leur retour dans leur province natale. A partir de 1905, après l'échec de la révolution russe, il se trouvait en Chine et au Japon beaucoup d'anarchistes russes exilés; les révolutionnaires chinois subirent dans une certaine mesure leur influence et apprirent d'eux la technique du terrorisme; l'organisation d'attentats contre la personne de grands mandarins devint fréquente en Chine, "tel ce gouverneur de Ngan-houei abattu, au nom de la révolution, d'un coup de revolver par le directeur de l'école qu'il venait d'inspecter" (1); cela se passait le 6 juillet 1907. Il en résultait, dans la période qui précède la révolution, un état de tension permanente parmi les hauts fonctionnaires de l'Empire; par crainte d'assassinat, certains plaçaient des espions au milieu des étudiants de Tokio, ou essayaient de s'assurer la bienveillance des sociétés secrètes par des cadeaux ou de l'argent (2).

Il règne d'ailleurs dans tout le pays un climat d'insécurité. Le régent qui a succédé à l'impératrice TSEU-HI est incapable de rétablir la confiance, ses maladresses indisposent la population, et la situation est aggravée vers 1909-1910 par des famines qui provoqueront des révoltes populaires dans certaines régions. Les révolutionnaires sauront profiter de ces circonstances. A cela s'ajoute l'agitation constitutionnelle : en 1906; TSEU-HI avait promis que dans un délai de 9 ans, la Chine deviendrait une monarchie constitutionnelle; et elle avait créé des conseils provinciaux chargés d'examiner les problèmes locaux, composés des principaux notables, de lettrés et de marchands;

(1) G. MASPERO : La Chine

(2) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

ces assemblées, rassemblant les gens les plus instruits dans des endroits où ils peuvent discuter librement, sont plus souvent des organes de contestation que des aides pour le gouvernement; parfois ils s'entendent pour préparer la révolution, parfois ils deviendront des organes de passation pacifique des pouvoirs. En 1910, devant la dégradation de la situation, commerçants et étudiants réclament la convocation d'une Assemblée Nationale. Le régent réunit des notables à Pékin, et cette Assemblée, bien que modérée, réclame elle aussi un régime constitutionnel : l'idée commençait à pénétrer toutes les couches de la population. (1)

Comme le dit J. CHESNEAUX (2), "l'état général des forces politiques en Chine avait fini par mettre la monarchie impériale à la merci du moindre coup de main. C'est à ce niveau que doit s'expliquer le succès foudroyant de la révolution de 1911". Les étudiants révolutionnaires sont conscients de cette situation et font tout pour préparer le terrain. Ils tiennent des meetings, ils fondent des maisons de lecture ouvertes à toute la population, où ils tiennent les gens au courant de la situation, ils profitent des mouvements/populaires spontanés ou en créent. En 1906, la famine provoqua des soulèvements en plusieurs endroits du Hunan, et ces révoltes furent soutenues par les sociétés secrètes et les étudiants (3). A partir de 1908, il y a des disettes en de nombreuses provinces, entraînant "des brigandages, des émeutes, la formation de bandes d'affamés prêts à tout. Des écoles nouvellement construites sont détruites, dans le Kouei-tchéou, par une population en fureur qui crie qu'on eût dû plutôt employer l'argent à des achats de riz". "Partout famine ou crainte de famine. L'incurie administrative et la cor-

(1) P. RENOUVIN : La question d'Extrême-Orient

(2) J. CHESNEAUX : Sun Yat-Sen

(3) G. MASPERO : La Chine

ruption officielle sévissent plus que jamais... Oublie-t-on que la chute de la dynastie Ming est survenue dans des circonstances et pour des causes identiques ?" (1) Tel est l'avertissement que lance un journal chinois quelques années avant la révolution.

Les Chinois conscients de la situation sont partagés en deux camps, les partisans et les adversaires de la révolution; d'un côté on trouve les princes du sang royal mandchou, et les hauts fonctionnaires confucéens enrichis dans la carrière et trop avancés dans la corruption pour reculer; de l'autre côté, les révolutionnaires, influents surtout dans l'intelligentsia, parmi les bourgeois des villes, qui trouvent que le maintien de la monarchie est un frein à l'expansion des affaires, et les milieux populaires, par l'intermédiaire des sociétés secrètes.(2) La cause immédiate de la révolution sera l'histoire du chemin de fer du Setchouan. La province du Setchouan avait construit son propre chemin de fer, qui joignait le Setchouan à Hankéou; propriétaires fonciers et marchands locaux y avaient largement souscrit, et des ingénieurs chinois, après avoir fait leurs études à l'étranger aux frais de la province, avaient participé à la construction. En mai 1911, poussé par les Puissances étrangères, le gouvernement chinois voulut nationaliser la voie : comme il avait continuellement besoin d'argent, il n'aurait pas tardé à en donner la concession aux étrangers; les Setchouanais le comprennent parfaitement, et le gouvernement se heurta à la résistance de toute la population, très fière de cette réalisation "nationale". Les étudiants ne restèrent pas étrangers à cette action :

"Après sa fondation en 1903, la Société du Chemin

(1) G. MASPERO : La Chine

(2) J. CHESNEAUX : Sun Yat-sen

de fer du Setchouan était graduellement tombée sous le contrôle gouvernemental. En 1906 les étudiants du Setchouan au Japon l'avaient déjà signalé et avaient demandé que la Société devienne une authentique entreprise privée, dirigée par les marchands du Setchouan." On créa une Ligue pour sauver le chemin de fer. "Pendant ce temps la Ligue se développait et des filiales s'ouvraient dans toutes les grandes villes. Les étudiants écrivaient des pamphlets et faisaient des discours en public." Au moment de 1911, "toutes les guildes, artisans, marchands, etc., avaient leurs filiales dans cette Ligue. Toutes les écoles, institutions et académies de vieille ou de nouvelle culture avaient les leurs. Alors une grève fut décidée par la Ligue. Les étudiants allaient et venaient, poussant les commerçants à fermer boutique, et avec chacun d'eux cheminait un Frère de la Robe." (1)

Manifester leur mécontentement consistait pour les marchands à fermer leurs boutiques et à rester enfermés chez eux, ou à se rendre à un meeting s'il y en avait. Les étudiants agissaient en accord avec les sociétés secrètes, comme celle des Frères de la Robe. Les révolutionnaires profitèrent des événements du Setchouan pour y provoquer un soulèvement, qui fut d'ailleurs réprimé, mais la révolte s'étendit bientôt à plusieurs autres provinces; en novembre 1911, toutes les provinces au sud du Yangtsé étaient soulevées et se déclaraient indépendantes; le régent appela YUAN CHE-KAI à son aide, mais celui-ci négocia avec les révolutionnaires et obtint du régent qu'il fasse abdiquer le jeune empereur. Le 12 février 1912, la république était proclamée et la Chine réunifiée.

" "Incapacité du gouvernement mandchou à exécuter rapidement un programme de réformes dont il voit pourtant la nécessité, impatience des "jeunes Chinois", des intellectuels frottés à la civilisation occidentale, qui veulent libérer le pays d'une domination étrangère et d'une administration vénale pour former un gouvernement national, telles sont les causes profondes de la révolution de 1911. (1)

(1) P. RENOUVIN : La révolution chinoise - in "La crise européenne et la première guerre mondiale" P.U.F. (1962)

VIII

L'ACTION DES INTELLECTUELS ET
DES ETUDIANTS DE 1912 à 1919

La nouvelle intelligentsia se rallie avec enthousiasme à la révolution. TSAI YUAN-PEI, qui devait devenir un des maîtres de la jeunesse et en 1916 chancelier de l'Université de Pékin, est nommé ministre de l'Education dans le nouveau gouvernement. TCHEN TOU-SIEOU est Commissaire de l'Education dans le gouvernement provincial du Ngan-houei. Mais la nouvelle république ne réalisera pas les espoirs qu'elle avait fait naître. L'anarchie règne dans le pays, qui a plus que jamais besoin de l'aide étrangère pour subsister. YUAN CHE-KAI, ancien homme fort de la dynastie mandchoue, devient Président de la République; ce n'est qu'un opportuniste, qui tentera une restauration monarchique à son profit. Et les étudiants et intellectuels ne manquèrent pas de nouveaux prétextes à manifester. La manifestation la plus importante des débuts de la république sera celle du 4 mai 1919, tellement importante aux yeux des Chinois que les historiens actuels font partir l'époque contemporaine en Chine du 4 mai 1919.

De 1912 à 1919 on assiste à une grande fermentation intellectuelle. Beaucoup de jeunes Chinois qui ont entrepris de longues études à l'étranger ou qui avaient fui la monarchie mandchoue commencent à rentrer, et créent de nouveaux buts à leur activité; après l'anti-mandchouisme, c'est l'anti-confucianisme et le problème de la nécessité d'une

occidentalisation totale ou partielle de la Chine qui occupe les esprits. C'est le cénacle d'intellectuels groupés autour de TSAI YUAN-PEI à l'Université de Pékin qui donne le ton.

TSAI YUAN-PEI (1876-1940) passa les examens traditionnels de l'ancien Empire, et en 1892 entra à l'Académie Hanlin. En 1898, après l'échec des Cent Jours il démissionna et partit pour l'Europe. De 1907 à 1911 il fut étudiant à l'université de Leipzig, et rentra en Chine pour participer à la révolution; en 1912 il fut nommé ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement de SUN YAT-SEN; mais il démissionna avec son chef et repartit pour l'Allemagne. En 1913 il est en France, où il mène une action éducative et sociale en s'occupant des travailleurs chinois envoyés en France pour faire tourner les usines pendant la période de guerre; il s'occupa aussi du programme "étude-travail" qui permettait aux étudiants chinois en France de subvenir à leurs propres besoins. En 1916, rentré en Chine, il est nommé chancelier de l'Université de Pékin : c'est alors qu'il réunit autour de lui les intellectuels chinois les plus éminents et transforme l'université selon ses idées. En 1919, il démissionnera pour soutenir le mouvement étudiant.

Jusqu'alors l'université de Pékin végétait sous la direction de YEN FU. Celui-ci avait acquis une certaine renommée comme traducteur d'oeuvres occidentales qui avaient beaucoup contribué à l'expansion en Chine des idées nouvelles, mais il était lui-même un conservateur et avait fait à l'université une renommée conservatrice; les étudiants ne voyaient dans cet établissement qu'un moyen d'accès au gouvernement, ils en restaient à l'idéal traditionnel qui était de devenir fonctionnaire. Dans son "adresse inaugurale" de janvier 1917, TSAI YUAN-PEI défi-

nit la nouvelle orientation qu'il entend donner à l'université. En rupture avec une longue tradition, il admet la coexistence d'opinions différentes, et mettant ses idées en application il fait venir des professeurs ayant des orientations et des points de vue divers. Il admettait une certaine politisation : le premier devoir des étudiants est d'étudier, il ne doit donc pas y avoir de relations entre les organisations politiques et une école en tant que telle; mais les étudiants de plus de 20 ans qui s'y intéressent peuvent adhérer à une organisation politique en leur nom propre. C'était un point de vue quelque peu différent de celui du gouvernement de l'époque, qui ne voulait admettre aucune activité politique de la part des étudiants.

TSAI YUAN-PEI avait cinq principes d'éducation :

il fallait que l'éducation soit à la fois, pour chaque Chinois :

- militaire, pour éviter le monopole d'un pouvoir militaire;
- pratique et utilitaire, pour améliorer les conditions de vie de la population
- morale, basée sur le principe d'assistance mutuelle;
- universelle, pour donner une conception universelle des événements;
- esthétique, pour faire prendre conscience du monde des réalités à travers

l'appréciation esthétique des choses, et non plus religieuse.

Ce sont ces idées qu'il mit en application à l'université de Pékin. Sous sa direction elle devint une sorte de forum de discussion entre lettrés conservateurs et membres de la nouvelle intelligentsia. Les étudiants participent aux discussions, encouragés par l'organisation de l'université : il y existait des Sociétés d'études, où se réunissaient les étudiants intéressés, qui organisaient des conférences et discutaient avec leurs professeurs des sujets qui les intéressaient. A chaque matière enseignée correspondait une Société, comme par exemple la Société de Philosophie,

qui se donnait pour but d'étudier les questions de philosophie un peu difficiles et de propager les connaissances nouvelles; des conférences y étaient faites soit par des hommes illustres invités par le Comité directeur de la Société, soit par les étudiants eux-mêmes, et les sujets particulièrement bien traités pouvaient être publiés par l'Université. Une Société de la Renaissance, organisée par des étudiants qualifiés de "libres-penseurs" voulait introduire dans le pays les pensées de l'Occident contemporain et les doctrines méthodiques, et critiquer les vieilles mœurs chinoises; elle publiait la revue "La Renaissance", qui avait un certain retentissement dans le public. Une Société de Musique et une Société de Dessin, très encouragées par TSAI YUAN-PEI, voulaient cultiver le sens esthétique du pays; on y enseignait les arts chinois et occidentaux; il y avait un concert et une exposition par an, et les résultats et progrès des études étaient publiés dans des revues créées par les sociétés.

La plupart de ces Sociétés ont leur revue particulière; en plus, l'Université publie un certain nombre d'autres revues : la "Revue de l'Université de Pékin", mensuelle, rédigée en commun par les enseignants, les étudiants et le personnel administratif, qui y publient leurs travaux les plus intéressants. "La Jeunesse", fondée par TCHEN TOUTSIEU, propage le mouvement de révolution littéraire dans tout le pays, s'intéresse aux questions sociales et diffuse la civilisation nouvelle; "La Renaissance" se donne pour but de réformer la vieille société chinoise sur la base des connaissances nouvelles apprises de l'Occident en se fondant sur un esprit critique et scientifique; cette revue est considérée comme un organe puissant pour la révolution de la pensée et de la littérature : en 1920, on a déjà réimprimé deux fois le volume formé par ses

premiers numéros, ce qui est rare pour les revues chinoises. "L'éducation nouvelle" veut développer l'individualité des jeunes et créer une société active, évolutionniste; elle a une certaine influence dans le milieu pédagogique. "Le Peuple" veut faire progresser la personnalité du peuple, propager les connaissances utiles au peuple, étudier les questions importantes, encourager et propager les produits nationaux contre la concurrence étrangère. L'Université publie aussi des périodiques destinés à être envoyés dans les provinces; on y étudie des questions en relation directe avec les problèmes de ces localités : c'est une manière pour Pékin, capitale intellectuelle, de ne pas être coupée du reste de la Chine, et pour les étudiants venus des diverses provinces étudier à Pékin, de rester en relations avec leur province d'origine.

Les étudiants avaient accès à la Bibliothèque de l'Université, où ils pouvaient se documenter sur toutes sortes de questions. Cette Bibliothèque avait été fondée en 1902, par le rassemblement de livres que des lettrés avaient été rechercher dans toute la Chine. A la fin de mai 1920 elle comportait 161 231 volumes, dont 141 315 chinois, 17 485 européens et 2 431 japonais; on pouvait y consulter des revues dans une salle de lecture, et des journaux : il y avait plus de 370 revues en chinois, plus de 170 en langues européennes, et 48 en japonais, et plus de 30 journaux en chinois, plusieurs en langues européennes et 2 en japonais.

Tous les étudiants ne participaient pas aux activités de l'Université. Selon WANG (2) on pouvait les classer en 3 catégo-

(1) L'Université nationale de Pékin, histoire et organisation
(2) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

ries : ceux qui étaient de famille riche, à qui leurs parents versaient une pension importante : ceux-là vivaient luxueusement, et fréquentaient plus souvent les lieux de plaisir que les salles d'étude; ceux qui s'occupaient avant tout de leurs études; ceux qui s'intéressaient plus aux idées nouvelles : ceux-là ne formaient pas plus de 20 % de l'effectif total, mais ils étaient les plus actifs et les plus remarquables, la pensée occidentale les touchait plus que les autres et c'est eux qui entraînaient leurs camarades dans les manifestations extra-scolaires. Pour ceux-là, la collaboration avec les professeurs était facilitée par le fait que la plupart des nouveaux intellectuels étaient jeunes, à peine plus âgés que certains de leurs étudiants : en 1917, TSAI YUAN-PEI, le plus âgé, a 41 ans, TCHEN TOU-SIEOU a 38 ans, LI TA-TCHAO 29 ans, HOU CHE 26 ans. Au contraire, les conservateurs appartiennent à une autre génération : YEN FU a 63 ans.

TCHEN TOU-SIEOU (1879-1942) est né dans la province du Nganhouei. Entre 5 et 16 ans il reçoit une éducation strictement classique donnée par son grand-père et son frère aîné. Il passe les deux premiers examens officiels traditionnels, puis il va étudier la construction navale, en français, dans une école de Hankéou : c'est là qu'il prend contact pour la première fois avec la science occidentale, et qu'il commence sans doute à remettre en questions les valeurs traditionnelles. A la suite d'un discours qu'il prononce contre la dynastie mandchoue il doit se réfugier à Nankin, puis en 1902 il part pour le Japon, où il passe quelques mois à l'Ecole normale Supérieure de Tokio. Revenu en Chine, il fonde successivement deux journaux, dont le dernier n'utilise que la langue populaire : c'était une idée qui commençait à se répandre alors parmi quelques intellectuels, qu'il fallait écrire en une langue accessible immédiatement à toutes les classes de la société. Selon certaines sources, il serait

allé en France en 1907, et là se serait familiarisé avec l'expérience révolutionnaire française; que cela soit vrai ou non, il connaissait la langue française et fut influencé par les penseurs français plus que par d'autres. Après la révolution de 1911, il fut nommé Commissaire de l'éducation dans le gouvernement de sa province d'origine; mais ne pouvant s'entendre avec YUAN CHE-KAI, il dut à nouveau s'enfuir au Japon, en 1913. Revenu à Changhai en 1915, il fonde la fameuse revue "La Jeunesse", dont le titre était libellé en français. En 1917 il entre à l'Université de Pékin, appelé par TSAI YUAN-PEI, qui le nomme doyen de la faculté des Lettres; il y transporte "La Jeunesse", qui devient l'organe principal du cercle d'intellectuels progressistes que réunit autour de lui TSAI YUAN-PEI.

Au Japon, TCHEN TOU-SIEOU avait refusé d'adhérer au Tong-Meng-Houei; il n'était pas entièrement d'accord avec les idées nationalistes de SUN YAT-SEN. Il était convaincu qu'on ne pouvait se débarrasser des seigneurs de la guerre qu'après l'éveil du peuple et particulièrement de la jeunesse, et après un changement des fondements de l'ancienne société. C'est le but qu'il donne à la "Jeunesse". L'article de tête de la première édition de la revue disait : "La jeunesse est la période la plus importante de la vie. La fonction de la jeunesse dans la société est la même que celle des cellules fraîches et vivantes dans le corps humain. Dans le processus du métabolisme, ce qui est vieux et pourri est constamment remplacé par ce qui est frais et vivant. Avec des larmes, je place mon espérance dans la jeunesse fraîche et pleine de vitalité, dans l'espoir qu'elle mènera à bien sa propre éducation et qu'elle commencera à combattre. Quel est le combat ? Exercer son intelligence, écarter résolument tout ce qui est vieux et branlant, qu'il faut considérer comme des ennemis, s'éloigner de leur voisinage et refuser d'être contaminé par leurs germes empoi-

sonnés..." (1)

Le grand sujet de discussion entre les intellectuels est maintenant la controverse sur la valeur respective de la civilisation occidentale et de la civilisation orientale. TCHEN TOU-SIEOU écrit un article sur "les différences de base dans la pensée des nations occidentales et orientales", où il dégage ce qu'il pense être les caractéristiques des races orientale et occidentale :

race orientale

complaisance

la famille est le centre
de la vie

les relations personnelles
sont basées sur l'émotion
et les conventions

race occidentale

combat

individualisme

relations personnelles basées sur
des considérations utilitaires
et gouvernées par la loi

TCHEN concluait de cela que la civilisation chinoise était inférieure à la civilisation occidentale et voyait dans une occidentalisation totale le seul salut pour la Chine; pour commencer, il fallait adopter les deux piliers de la civilisation occidentale : la science et la démocratie. Pour la jeunesse il proposait six principes d'action :

- être indépendant plutôt que soumis;
- être progressiste plutôt que conservateur;
- être dynamique plutôt que réservé
- avoir l'esprit cosmopolite plutôt qu'isolationiste;
- avoir l'esprit pratique plutôt que formaliste;
- avoir l'esprit scientifique plutôt qu'imaginatif.

On peut remarquer son désir de se référer non plus à des exemples classiques, tirés des hauts faits ou des grandes valeurs

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

morales des anciens, mais à des faits scientifiques, pour expliquer la valeur de la jeunesse; cela reflète bien le grand effort des intellectuels de cette époque pour se couper d'une tradition qu'ils jugent étouffante.

TCHEN TOU-SIEOU et ses amis ne manquent pas d'adversaires parmi les conservateurs. En janvier 1919 il fait paraître dans "La Jeunesse" une réponse aux divers reproches qui ont été faits à cette revue : cet article est une sorte d'exposé de ses idées à ce moment-là :

"Ils ont accusé cette revue de viser à détruire le confucianisme, les rites, la "quintessence nationale", la chasteté des femmes, la morale traditionnelle (loyauté, piété filiale, chasteté), les arts traditionnels (opéra chinois), la religion traditionnelle (divinités et fantômes), la littérature ancienne et la politique ancien style (privilèges et gouvernement par des hommes seuls).

"Nous reconnaissons le bien-fondé de toutes ces accusations, mais nous ne plaçons pas coupable. Si nous avons commis tous ces crimes, c'est uniquement en raison du soutien que nous apportons à deux gentilshommes : Démocratie et Science. Afin de soutenir Démocratie, nous sommes obligés de combattre le confucianisme, les rites, la chasteté des femmes, la morale traditionnelle et la politique ancien style. Pour préconiser Science, nous sommes contraints de nous attaquer au culte de la "quintessence nationale" et à la littérature ancienne. Examinons les choses sans passion : cette revue a-t-elle commis d'autres crimes que de recommander Démocratie et Science ? Si la réponse est non, veuillez ne pas limiter votre réprobation à la revue. La seule façon pour vous d'être ~~raisonnable~~

héroïque et de résoudre le problème à la base, est de vous déclarer contre les deux gentilshommes, Démocratie et Science." (1)

La principale préoccupation de TCHEN TOU-SIEOU est le problème de ce qu'il appelle la "survie nationale" : "Nous ne savons vraiment pas laquelle de nos institutions traditionnelles peut être adaptée aux conditions de la survie dans le monde moderne. J'aimerais mieux voir la ruine de notre "quintessence nationale" que l'extinction définitive de notre race, en raison de son inaptitude à survivre. Le monde progresse sans cesse et il ne nous attendra pas." (2) On peut voir dans cette manière de voir les choses l'influence des idées de Darwin. A partir de 1920, la seule solution pour la Chine sera aux yeux de TCHEN l'adhésion au communisme; il écrit cette année là dans "La Jeunesse" : "Je ne reconnais l'existence que de deux nations, celle des capitalistes, et celle des travailleurs." (3)

LI TA-TCHAO est né en 1888. Il étudia les sciences politiques et économiques au Collège de Droit et de Science politique de l'université de Peiyang. En 1914 il alla se perfectionner en ces matières à l'université Waseda au Japon; il revint en Chine en 1916, et en 1918 entra à l'université de Pékin comme bibliothécaire en chef, puis professeur de sciences politiques, histoire, économie, droit. C'est à cette occasion qu'il put exercer une certaine influence sur un de ses aides-bibliothécaires : le jeune MAO TSE-TOUNG. LI TA-TCHAO devint un des plus proches collaborateurs de TCHEN TOU-SIEOU, l'aider à éditer "La Jeunesse"

(1) L. BIANCO : Les origines de la révolution chinoise

(2) id.

(3) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

et créa avec lui une nouvelle revue, bien plus radicale que "La Jeunesse", "La Critique hebdomadaire". Il voyait une certaine différence entre les civilisations orientale et occidentale, dans le fait que la civilisation orientale est statique, tandis que la civilisation occidentale est dynamique; mais il n'était pas aussi totalement occidentaliste que TCHEN, il admettait que l'on pouvait tirer de l'héritage chinois des éléments de rénovation. Alors que TCHEN TOU-SIEOU était fortement influencé par les philosophes français, LI TA-TCHAO était plus attiré par les expériences révolutionnaires russes.

HOU CHE, le promoteur de la révolution littéraire, est né à Changhai en 1891. Son père était fonctionnaire, et lui donna une éducation tout-à-fait classique. En 1904 il commença à fréquenter les écoles de Changhai, et eut ainsi son premier contact avec ce qu'on enseignait alors de la science occidentale. En 1910 il passa un examen à la suite duquel il obtint une bourse pour aller poursuivre ses études aux Etats-Unis; il commença par étudier l'agriculture, qu'il pensait plus utile aux besoins de son pays, mais il était plutôt attiré par les disciplines littéraires et abandonna bientôt l'agriculture pour la philosophie. Revenu en Chine en 1917, il entra la même année à l'Université de Pékin comme professeur de philosophie. C'était un occidentaliste convaincu, qui pensait sincèrement que la civilisation occidentale était appelée à régner sur le monde. Il rejetait l'attitude qui consistait à adopter de la civilisation occidentale ce qui en est bon, et rejeter ce qui ne paraît pas essentiel : il considérait une telle adoption conditionnelle comme difficile et susceptible d'échec, ce qui aurait signifié le retour au conservatisme; il est plus raisonnable, pensait-il, d'adopter totalement la ci-

vilisation occidentale. Il disait : "Le postulat de la civilisation occidentale actuelle, c'est la recherche du bonheur de la vie. Religion et morale nouvelles consistent dans le maximum de bien-être pour le plus grand nombre possible d'hommes." Il voyait les mêmes différences que TCHEN TOU-SIEOU entre les mentalités orientale et occidentale. Il disait encore : "Il a souvent été dit que la civilisation orientale est idéaliste, alors que la civilisation occidentale est matérialiste. Mais nous devons admettre que nous sommes inférieurs aux autres non seulement sur le plan de la technique, et des institutions politique, mais aussi pour les valeurs morales, les connaissances, la littérature, la musique, les arts et la constitution physique." Pour lui, toute réforme importante devait passer par la révolution littéraire : il fallait rendre la littérature accessible à tous en créant des oeuvres plus liées à la vie du peuple et en utilisant une langue que tout le monde puisse comprendre. Alors qu'il était encore étudiant aux Etats-Unis, il se fit connaître en écrivant à TCHEN TOU-SIEOU pour proposer une réforme littéraire en 8 points :

- 1 - bannir les allusions classiques
- 2 - bannir les clichés, les phrases trop ressassées
- 3 - bannir la construction parallèle des phrases et abolir les règles établies de rythme, tons, antithèses dans les poèmes
- 4 - ne pas refuser d'employer les mots et les phrases vulgaires
- 5 - rechercher et suivre les règles grammaticales
- 6 - éviter les sentiments hypocrites
- 7 - montrer sa propre personnalité, ne pas imiter toujours les anciens
- 8 - ce qu'on écrit doit avoir un réel contenu, une signification

TCHEN TOU-SIEOU était d'accord avec ce programme; il publia dans "La Jeunesse" un article intitulé "Révolution littéraire"

où il disait : "La glorieuse Europe moderne est un produit de la révolution, et les révolutions, morales et littéraires aussi bien que politiques, sont nécessaires en Chine." A partir de 1918, "La Jeunesse" parut entièrement en langage populaire; et en 1920 le Ministère de l'Education ordonna que dans toutes les écoles on n'enseigne plus qu'en langue populaire.

Parmi ces intellectuels progressistes qui cherchent une solution au problème de la Chine, J. CHESNEAUX distingue trois catégories. TCHEN TOU-SIEOU appartient aux "nationalistes" qui veulent une occidentalisation radicale. Pour lui, les malheurs de la Chine viennent pour une bonne part de ses propres faiblesses, et le meilleur remède est de se mettre entièrement à l'Ecole de l'Occident. La deuxième catégorie est celle des "nationalistes-traditionnalistes" : ils veulent tenter de redonner vie à la tradition, qui n'est plus considérée comme valeur suprême, mais comme l'instrument de salut de la nation chinoise, ce qui n'exclut pas une certaine occidentalisation. Enfin les "nationalistes-révolutionnaires", qui attribuent les malheurs de la Chine aux "impérialistes" et veulent transformer la société chinoise de façon à produire un dynamisme semblable à celui de l'Occident.

Au début du XX^e siècle, le nationalisme traditionaliste perd du terrain, sans disparaître tout-à-fait; l'occidentalisme radical est à son apogée, mais il sera rapidement supplanté par le nationalisme révolutionnaire, auquel l'intelligentsia finit par se rallier.

Il y a une certaine contradiction dans toutes

ces idées qui prévalent vers 1919. On trouve à la fois un désir d'occidentalisation poussée très loin, et une méfiance envers l'Occident qui se traduit dans les faits. On est en présence d'un "nationalisme hostile à l'Occident, assorti d'une occidentalisation culturelle." (1) Après les Mandchous et le confucianisme, c'est l'Occident et les Puissances qui sont la nouvelle cible. Cette contradiction apparaît bien dans l'attitude de la bourgeoisie chinoise : elle a réalisé de grands progrès économiques pendant la Grande Guerre, alors que les Occidentaux n'investissaient plus en Chine; elle souhaite l'unification de la Chine et le départ des Puissances, afin de pouvoir se développer librement. Cependant, elle a approuvé la Révolution, et elle est persuadée que la lutte contre les formes d'ancien régime se confond avec la modernisation à l'occidentale (2).

En ce qui concerne les étudiants, "intellectuellement convaincus de la nécessité de moderniser politiquement et économiquement la Chine, ils trouvent dans leur précaire condition économique, dans l'absence de débouchés offerts, de nouvelles raisons de soutenir les idées nouvelles. Aux côtés des étudiants, les enseignants, les employés de l'Etat, les cadres des entreprises commerciales et industrielles modernes, les journalistes, sont d'autres éléments actifs de cette intelligentsia moderne. Mais leur situation est elle aussi précaire. Et le mouvement de la "Nouvelle Jeunesse" lancé par des professeurs de l'Université de Pékin en 1915 exprime bien leur désir de rénovation du pays, aussi bien en matière économique et politique que dans le domaine littéraire ou même linguistique." (3)

(1) L. BIANCO : Les origines de la révolution chinoise

(2) J. CHESNEAUX : Le mouvement ouvrier chinois

(3) id.

Après la lutte contre l'ancienne société et le confucianisme, on en arrive à la lutte politique. La révolution de 1911 a été un échec sur presque tous les plans, et les intellectuels en sont conscients : le pouvoir de YUAN CHE-KAI et de ses successeurs repose, comme celui de la monarchie, sur l'armée, les fonctionnaires, les propriétaires fonciers. Ces gouvernements conservateurs se maintiennent par la protection de l'étranger. Le philosophe américain J. DEWEY explique l'échec de la révolution chinoise par le fait que le changement politique a dépassé de beaucoup la préparation intellectuelle et politique du pays; ce fut une révolution formelle et extérieure, qui nécessitait par la suite une révolution intellectuelle : le mouvement du 4 mai 1919 fut cette révolution intellectuelle. (1) La protection que les Puissances étrangères accordaient aux gouvernements susceptibles de leur conserver leurs privilèges explique dans une grande mesure la xénophobie des intellectuels.

Dès 1914, "l'intelligentsia et la jeunesse des écoles, profondément déçus par l'échec de 1911, sont impatients de renouveau" (2). Leur mot d'ordre est "sauver le pays", et pour le réaliser ils se lancent de nouveau dans l'action.

En 1914, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne, et s'empare de ses possessions en Chine. Mais il veut obtenir plus, et voulant profiter de la faiblesse de la Chine plongée dans la guerre civile et les séquelles de sa révolution, il lui fait parvenir ce qu'on appela les "21 Demandes", qui auraient soumis tous les actes

(1) CHOW TSE-TOUNG : The May Fourth movement

(2) J. CHESNEAUX : L'Extrême-Orient de 1895 à 1914 (CDU)

de la Chine à l'approbation du Japon. YUAN CHE-KAI se trouva forcé d'accepter. Aussitôt les étudiants et les intellectuels manifestent, soutenus par presque toutes les classes de la société, qui croyaient avec la révolution ne plus avoir à subir d'autre domination étrangère. Ces manifestations n'eurent pas d'influence sur la décision du gouvernement, mais désormais on célébra chaque année une "Journée d'humiliation nationale" en souvenir de cette trahison.

Au printemps 1918, le gouvernement chinois conclut des accords financiers avec le Japon; là encore les intellectuels ne sont pas d'accord et manifestent. La presse elle-même se met en campagne; désormais, presque tout le pays est devenu anti-japonais.

Enfin le 4 mai 1919, on apprend en Chine les clauses du traité de Versailles selon lesquelles les anciennes bases et privilèges allemands au Chantoung doivent être cédés au Japon. Aussitôt les étudiants manifestent. Cela aurait pu être une manifestation comme les autres, une occasion de plus pour les étudiants de défiler dans la rue, mais elle prend rapidement de grandes proportions et un tour original. Les étudiants réussissent à provoquer un mouvement de grève générale qui s'étend aux commerçants et artisans, et même aux ouvriers, et qui gagne peu à peu la plupart des provinces chinoises. Et pour la première fois on s'attaque en même temps aux deux grands problèmes du pays : la prépondérance des Puissances étrangères, et la domination politique et sociale des forces liées à l'exploitation agraire. Aucun mouvement jusque-là n'avait réuni ces deux objectifs. Le Mouvement du 4 mai découvre l'instabilité que crée la coexistence de structures sociales et politiques archaïques et mo-

derne, et il cristallise les aspirations à l'unité nationale de la bourgeoisie et des autres classes de la société.

A la suite du Mouvement du 4 mai, le gouvernement chinois demanda à ses représentants au traité de Versailles de refuser de signer. Mais ce ne fut pas la seule conséquence : les divers éléments de la société chinoise s'étaient unis autour d'un programme commun et avaient éprouvé l'efficacité de leur collaboration; ils ne devaient plus l'oublier. Sur le plan intellectuel, ^{il} donna une impulsion nouvelle à toutes les tendances rénovatrices qui se faisaient déjà jour et fut considéré comme le véritable point de départ des grands bouleversements sociaux du XX^e siècle en Chine. Chacun essaya par la suite de le tirer à lui .

J. DEWEY, qui représente le point de vue des libéraux, dira à la fin de 1919 : "Le mouvement du 4 mai n'est pas un mouvement politique, c'est la manifestation d'une nouvelle conscience d'un éveil intellectuel de la jeunesse qui, à travers ses études, à pris conscience de la nécessité d'un nouvel ordre de croyances et de nouvelles méthodes de pensée."

TCHEN TOU-SIEOU, homme de gauche, y voit un mouvement politique : "Les étudiants ont réussi parce qu'ils ont mené une action très bien organisée et provoqué un mouvement de masse qui a eu tout de suite une signification politique importante." (1) Il ne faut pas prendre à la lettre cette expression de mouvement de masse :

(1) CHOW TSE-TSOUNG : The May Fourth movement

les masses mises en mouvement par l'évènement ont été certes importantes, elles ont paralysé les villes atteintes par le mouvement, mais elles ne représentaient qu'un très faible pourcentage de la population totale de la Chine. Et parmi la population qui prit part aux manifestations, peu de gens connaissaient la signification qu'elles avaient pour les intellectuels : "Ce n'est que parmi une très petite minorité d'intellectuels et de bourgeois occidentalisés qu'on cultive les thèmes de la liberté de l'individu ou de l'égalité de l'homme et de la femme, et qu'on s'attaque à toutes les anciennes coutumes." (1)

MAO TSE-TOUNG enfin disait en 1940 dans "La Nouvelle Démocratie" : "Le mouvement du 4 mai est né en réponse à l'appel de la révolution mondiale, à l'appel de la révolution russe, à l'appel de Lénine. Il fut une partie de la révolution prolétarienne mondiale. Sur le plan des idées et des cadres, le mouvement du 4 mai a préparé la fondation en 1921 du Parti Communiste chinois." (2) S'il est vrai que le mouvement du 4 mai a eu une certaine incidence sur la fondation du Parti Communiste chinois, l'influence du marxisme en Chine ne se fit réellement sentir qu'après. Ce n'est qu'en 1920 que TCHEN TOU-SIEOU et LI TA-TCHAO se convertirent au marxisme, même si LI TA-TCHAO était depuis longtemps un admirateur de la révolution russe. Il se forma alors parmi les étudiants des groupes communistes, qui donneront naissance au P.C.

(2) MAO TSE-TOUNG : Oeuvres choisies

(1) J. CHESNEAUX : Le mouvement ouvrier chinois

CONCLUSION

En un peu plus de 20 ans on a assisté à une évolution très importante de la société chinoise. Depuis 2000 ans les intellectuels ne connaissaient que le confucianisme et savaient que la Chine était la nation la plus avancée de la terre. Au XIX^e siècle, elle subit des défaites devant l'Occident et le Japon, d'où la nécessité d'un réajustement. Trois attitudes sont possibles : soit le rejet total de l'Occident, soit un mélange de ressentiment et d'admiration envers les envahisseurs, soit le rejet total de la tradition et la volonté d'admettre la supériorité de l'Occident. La première attitude est en général dominante dans la pensée chinoise entre 1840 et 1860, la deuxième entre 1860 et 1875, la troisième de 1875 à environ 1925.(1) Tout cela a eu une grande influence sur les événements politiques.

En 1898, avec quelques changements, c'est encore l'Empire traditionnel, où quelques lettrés s'efforcent d'introduire les idées nouvelles. En 1919, la Chine veut se hisser au rang des Puissances internationales; elle manifeste clairement sa volonté de se moderniser en rejetant la monarchie.

Avant 1898, les réformes qui ont été faites ne sont que des additions et non des altérations de la culture chinoise. La Chine avait encore un système d'éducation et de gouvernement soli-

(1) WANG (Y.C.) : Chinese intellectuals and the West

dement implanté, et toute tentative de les échanger contre des systèmes occidentaux aurait sans nul doute soulevé une forte opposition à cette époque.

De toutes façons la modernisation de la Chine était un mouvement irréversible et nécessaire, même s'il commençait dans le désordre. Il provoqua un décalage important entre les différentes catégories de la population : dans les campagnes, la vie de tous les jours continue, on se conforme toujours aux principes de base du confucianisme. Les étudiants, eux, n'étant plus familiarisés avec les Classiques, comprennent beaucoup moins bien l'ordre social traditionnel. On rejette le confucianisme, on rejette donc toute morale autre que celle de la famille, qui est elle-même en pleine désintégration; et les étudiants vivent pour la plupart en-dehors de leur famille. Les intellectuels les plus proches du peuple sont finalement ceux qui ont l'instruction la moins développée.

Une des manifestations les plus évidentes du rejet de la tradition a été l'élimination graduelle du confucianisme dans les écoles et dans la pensée des intellectuels. Les textes sont soumis à une critique intellectuelle sans pitié; on en discute l'authenticité, on conteste que Confucius en soit l'auteur. Cet effort de réévaluation critique montre l'influence des méthodes scientifiques de critique occidentale aussi bien que la distance prise par rapport à la tradition.

TCHEN TOU-SIEOU, entre autres, reprochait au confucianisme d'être un produit féodal inadapté à une société moderne. Le monde moderne est fait pour des individus agissant en leur nom propre,

et le confucianisme est basé sur la famille et le clan. De plus, on ne peut faire du confucianisme une religion d'Etat, puisque ce n'est pas une religion; d'ailleurs, instituer une religion d'Etat est contraire à la liberté religieuse. Il fit paraître un article dans "La Jeunesse", disant : "Nous attaquons le confucianisme plus que les religions occidentales, parce que le poison répandu en Chine par les religions occidentales n'a pas été aussi important que celui répandu par le confucianisme. Il faut commencer par le confucianisme." Il était persuadé que toutes les religions sont inutiles comme instrument de gouvernement ou d'éducation.(1)

Les étudiants se rallient avec enthousiasme à ces idées, mais les familles et la société réagissent. En septembre 1918, le gouvernement déclare que désormais l'anniversaire de Confucius sera fête nationale.

Comme nous l'avons vu, c'est sur la jeunesse intellectuelle chinoise, éduquée en-dehors des traditions, coupée de ses racines, que toutes ces idées nouvelles se répercutent le mieux. Elle veut désormais libre sur tous les plans, et prête à prendre la relève de ses aînés. Jusque-là, elle disposait de peu de moyens de communication pour faire part de ses idées; mais avec l'affaiblissement de la monarchie, on voit apparaître des moyens nouveaux : la presse, et l'enseignement moderne, alors qu'autrefois, dans l'enseignement traditionnel, où l'on n'étudiait que les Classiques, il n'y avait pas de possibilité d'introduire des idées nouvelles. Les journaux permettent à de jeunes réformistes de se faire connaître rapidement. Ils emploient

(1) CHOW TSE-TSOUNG : The May fourth movement

un vocabulaire simple, accessible à un plus large public. C'est une situation entièrement nouvelle pour la formation d'une opinion publique.

Grâce à ces moyens nouveaux, les intellectuels intéressent les masses à leurs problèmes. Et les sujets de mécontentement ne manquent pas. Après la mort de YUAN CHE-KAI en 1916, les finances publiques sont complètement désorganisées : certains ministères ont des revenus propres, comme le Ministère des Communications, qui vit des redevances des chemins de fer; mais le Ministère de l'Education n'a aucunes ressources, d'où un grand ressentiment parmi les professeurs qui ne sont pas payés, et parmi les étudiants, qui s'estiment lésés.

"Les étudiants chinois étaient psychologiquement préparés à jouer un rôle politique et social" (1). L'abolition du système d'examen traditionnel en 1905 leur enlevait toute certitude de trouver des débouchés. Beaucoup devinrent des réformateurs ou des révolutionnaires, parce qu'ils voyaient dans le fait de manifester leur puissance par des actions de masse une compensation à leur frustration.

Il est résulté de tout cela des bouleversements sociaux et politiques qui, comme dans beaucoup de pays ayant rejeté la colonisation, ont finalement amené le triomphe du communisme. Selon CHOW TSE-TSOUNG, "le marxisme-lénénisme est une foi qui remplace très bien le confucianisme, il est parfaitement chez lui en Chine parce que suffisamment similaire au confucianisme pour satisfaire les habitudes inconscientes des intellectuels, et suffisamment différent pour permettre

(1) CHOW TSE-TOUNG : The May Fourth movement

de nouveaux espoirs, contrairement à la démocratie occidentale, avec son culte de l'individualisme, son économie libérale et ses croyances religieuses. "

C'est le mouvement du 4 mai qui a marqué le tournant décisif de l'évolution de la Chine. "C'est un mouvement de rénovation politique, social et culturel qui porte les jeunes intellectuels chinois vers les idées nouvelles, vers des formes populaires d'expression littéraire, vers la critique du confucianisme et des mœurs anciennes." C'est dans son sillage que s'introduisit en Chine le marxisme, auquel se rallièrent les figures illustres du "4 mai". (1)

Jusque-là, la modernisation s'est faite par tâtonnements, dirigée par des personnes qui ont encore presque toutes été élevées selon la manière traditionnelle. Maintenant, ceux qui ont reçu la nouvelle éducation arrivent à l'âge adulte, d'autres sont revenus de l'étranger. Tous veulent autre chose qu'une simple modernisation de la Chine, ils cherchent la "voie chinoise" qui leur permettra de concilier la science occidentale, dont ils ont pu apprécier l'utilité par leurs études, et le rejet de la domination étrangère. Ce ne sera pas la voie de SUN YAT-SEN, qui s'est contenté d'observer le Mouvement du 4 mai, et qui ne sera jamais considéré comme un chef de file par les intellectuels; de plus en plus nombreux, les Chinois penseront que le seul moyen de résoudre les contradictions nées du contact de deux civilisations parvenues à un stade différent de leur développement technique, est la révolution socialiste.

X X X X
X

(1) J. CHESNEAUX : L'Asie orientale au XIX^e siècle

TABLE DES MATIERES

	<u>pages</u>
<u>CHAPITRE I</u> : Situation de la Chine à la fin du XIX ^e siècle	1
<u>CHAPITRE II</u> : Les Cent Jours	14
<u>CHAPITRE III</u> : Les réformes de l'enseignement, de Tseu-hi à la révolution	28
<u>CHAPITRE IV</u> : L'état réel de l'enseignement en Chine	51
<u>CHAPITRE V</u> : Les étudiants chinois à l'étranger	63
<u>CHAPITRE VI</u> : Les anciens étudiants dans la société	70
<u>CHAPITRE VII</u> : La transformation du milieu intellectuel et l'action des étudiants de 1895 à 1911	75
<u>CHAPITRE VIII</u> : L'action des intellectuels et des étudiants de 1911 à 1919	94
<u>CONCLUSION</u> :	112

BIBLIOGRAPHIE

- M. CAMERON : The reform movement in China, 1898-1912. (1931)
- E.R. HUGHES : L'invasion de la Chine par l'Occident. (1938)
- F. LEGER : Les influences occidentales dans la révolution de l'Orient.
(1955)
- J.J. BRIEUX : La Chine du nationalisme au communisme. (1950)
- J. O. BLAND et E. BACKHOUSE : Tseu-hi. (1910)
- J. RODES : La Chine nouvelle. (1910)
- Le Céleste Empire avant la Révolution. (1914)
- J. ESCARRA : La Chine, passé et présent. (1949)
- P. VARG : Missionaries, chinese and diplomats, 1890-1952. (1958)
- P. RENOUVIN : La Question d'Extrême-Orient.
- Lyon SHARMAN : Sun Yat-sen, his life and its meaning. (1934)
- WANG FENG-GANG : Japanese influence on educational reform in China.
(1931)
- HAN SUYIN : L'arbre blessé.
- WOU YU-TCHANG : Mes souvenirs, de 1894 à la révolution de 1911.
- G. DUBARBIER : La Chine contemporaine.
- Y. C. WANG : Chinese intellectuals and the West. (1966)
- CHOW TSE-TSOUNG : The May fourth movement. (1960)
- J. CHESNEAUX : Le mouvement ouvrier chinois. (1962)
- L'Extrême-Orient de 1894 à 1914. C.D.U. (1963)
- Sun Yat-sen. (1959)
- H. A. GILES : China and the Mandchus. (1912)
- LONG KIA-SOU : Le mouvement social en Chine. (Thèse - 1930)
- E.A. ROSS : La Chine qui vient. (1914)

J. DE LA SERVIERE : L'Université Aurore de Changhai. (1925)

L'Université Nationale de Pékin, histoire et organisation. Publication
de l'Université. (1920)

KAO CHUNG-JU : Le mouvement intellectuel en Chine et son rôle dans la
révolution. (1957)

G. MASPERO : La Chine. (1958)

L. BIANCO : Les origines de la révolution chinoise. (1967)

MAO TSE-TOUNG : La Nouvelle Démocratie. (1940) in Oeuvres Choiesies.

XXXXXXXXXX

ANNEXE I



L'Université "AURORE" de Changhai

"En juillet 1898, LIANG KI-CHAO, un des principaux promoteurs du mouvement dit "réformiste", faisait solliciter, par le ministre de France à Pékin, Mgr Garnier, évêque de Kiang-nan, d'autoriser M. MA SIANG-PE, lettré chrétien distingué, à prendre la direction d'un "Collège de Traducteurs" qu'on se proposait de fonder dans la capitale.

"M. MA SIANG-PE proposa à la Cour Impériale que la future école fut installée à Changhai. En outre, il mit comme condition de son acceptation que les Pères de Zi-ka-wei auraient part à l'entreprise. Il reçut pleine satisfaction." (1)

Ce beau projet fut arrêté par le coup d'Etat qui mit fin aux Cent Jours. Mais l'idée était lancée.

Au début de 1903, MA SIANG-PE reçut la visite de trois professeurs et quelques étudiants païens du collège de Nan-Yang, qui vinrent lui demander de reprendre son projet, et d'ouvrir une école pour eux. Cette école fut fondée en février 1903, en collaboration avec les Pères, comme MA SIANG-PE l'avait toujours désiré. On lui donna le nom d' "Aurore".

Les premiers cours ont lieu en mars 1903 avec 20 étudiants. Mais l'école est encore mal organisée. Il y a un conflit entre les administra-

(1) "Pour les 25 ans de l'Université Aurore", 1903-1928

trateurs d'une part, et d'autre part les étudiants, qui se considèrent comme les véritables fondateurs de l'oeuvre et veulent avoir un droit de regard sur l'organisation et sur les cours. Cependant, professeurs et étudiants ressentent toujours le besoin de la création d'une école de ce type. Ils font une nouvelle tentative, qu'on peut considérer comme la véritable fondation de l'Université Aurore. La réouverture des cours se fait en 1905, avec 94 étudiants. Les Jésuites dirigent les études; tout ce qui ne regarde pas directement les études (matériel, logement des étudiants) est confié à des lettrés chinois. Pour être admis au cours préparatoire, les élèves doivent avoir au moins 16 ans, et avoir terminé leurs études secondaires chinoises.

Les cours sont organisés en deux sections :

- Un cours préparatoire, qui dure 3 ans. Le programme comprend des cours de français, anglais, histoire, géographie, mathématiques, physique, sciences naturelles, philosophie, et est à peu près aligné sur celui de la préparation au baccalauréat en France.
- Un cours supérieur, qui dure aussi 3 ans. On y enseigne les Sciences (mathématiques spéciales, physique et chimie, géologie, minéralogie, hygiène) et les Lettres (langues et littératures française et anglaise, histoire et géographie, droit). Les diplômes délivrés peuvent être considérés comme l'équivalent de la Licence.

Vers 1910, on commence à y donner quelques cours techniques, et des cours de initiation à la médecine. Cette dernière branche se développe surtout à partir de 1916 : à cette date, le gouvernement français met à la disposition de l'Université Aurore le Dr SIBIRIL, qui y commence de véritables cours de médecine. La France s'intéresse à cette oeuvre, et

le gouvernement français lui accordera 6 bourses par an pour servir à payer le voyage, les études et l'entretien d'étudiants chinois en Europe.

Les étudiants de l'Université Aurore sont soumis aux mêmes exercices militaires que ceux des établissements officiels. L'université est d'ailleurs bien considérée par les autorités, avec qui les Pères entretiennent de bons rapports. En 1912, elle est reconnue officiellement comme Université chinoise.

En 1914, l'Université comprend 202 étudiants. Son cours supérieur est alors divisé en 3 sections : Lettres, Droit, Sciences.

- de 1912 à 1914, elle délivre : 19 diplômes de Licence ès-lettres
- de 1912 à 1918, : 18 certificats de Sciences (mathématiques, physique, chimie)
- de 1917 à 1920 : 5 Licences en Droit
- de 1916 à 1920 : 4 diplômes de Génie Civil
- en 1917 : 2 doctorats en Médecine

Vingt ans après sa fondation, elle avait diplômé 791 étudiants du cours préparatoire.

En septembre 1920, elle comptait 245 étudiants, en 1924 392, dont 320 païens. A cette dernière date, son personnel enseignant était composé de 23 Jésuites (dont 2 chinois), 2 Frères Maristes, 26 professeurs laïques (dont 10 chinois), soit 51 professeurs en tout.

D'après : "Pour les 25 ans de l'Université Aurore, 1903-1928"
brochure éditée en 1928 par l'université, à Changhaï

"Aurore", par J. de la Servière (Rel. de Chine, avril 1925, 23 p.)

SOURCES



Ces sources ont été rassemblées essentiellement d'après la "Bibliotheca sinica" d'Henri Cordier.

Les mandarins

- Le recrutement et la moralité des Mandarins
(*"A travers le monde"*, XIV, 1908, pp. 245-246)
- Les mandarins et la presse
(*Bulletin Com. Asie Française*, fev.1910, p. 98)
- Mandarins nouveau style
(*Rel. de Chine*, Kiang-nan, janv. 1911, p.63)
- L'école des mandarins, par Octave Piel, S.J.
(*Rel. de Chine*, oct. 1911, pp. 231 - 233)

Les écoles

- L'Université Aurore de Shanghai et le Collège St-Ignace de Zi-ka-wei
(*Rel. de Chine*, juillet 1911, pp. 183 - 196)
- L'Université Aurore de Shanghai (protrait du fondateur, Ma Siang-peï)
(*Rel. de Chine*, avril 1913, p. 107)
- Une université française en Chine, Aurore
(*Rel. de Chine*) Juillet-octobre 1918 pp. 69 - 83)
- L'Université française de Shanghai, par Henri Cordier
(*Asie Française*, oct. 1918 / janv. 1919 pp. 141 - 143)
- Le Collège de Zi-ka-wei
(*Rel. de Chine*, oct. 1905, pp. 614 - 622)
- The Imperial University, Peiking, by W.A.P. Martin, ex-president
(*Chinese record*, march 1902, pp. 143 - 144)
- St-John's College, Shanghai, by Rev. F.L. Hawks Pott, D.D.
(*East of Asia*, vol.3 n° 1, march 1904, pp. 29 - 32)
- L'Etoile du Matin, une oeuvre de haut enseignement pour les jeunes païennes
(*Rel. de Chine*, juillet-août 1918, p. 132)
- Educational institutions of the methodist episcopal Church in China
(*Chinese Record*, XXXVIII, June 1907 pp.325 - 327)
- Les écoles de villages, par Philippe Leurent, S.J.
(*Chine, Ceylan, Madagascar*, mars 1907, pp. 414 - 419)
- Le Nan-Yang College, nouvelles méthodes d'enseignement en Chine,
par Pierre Ancel, S.J. (*Rel. de Chine*, oct. 1910, pp. 676 - 669)
- Le mouvement scolaire en Chine, statistiques scolaires de la Chine
(*Rel. de Chine*, avril 1913, p. 106)

La vie dans les écoles

- Règlement Impérial des Ecoles chinoises
(Revue Indo-chinoise, 30 mars 1906, pp. 477 - 483)
- The school system of China, by Arthur Smith
(East of Asia, vol. 3 n° 1, march 1904, pp. 1 - 10)
- La vie de collège en Chine - Lettre du Père Elie Hopsomer, S.J.
(Chine, Ceylan, Madagascar, mars 1907, pp. 397 - 413)
- La discipline dans les établissements scolaires chinois, par A. Brou
(Revue Indo-chinoise, oct. 1911, pp. 426 - 431)
- Les grèves d'étudiants et la solidarité à Ta-Ming-fou,
par L. Desbuquois, S.J. (Chine, Ceylan, Madagascar, avr-juil. 1920)
- L'instruction des jeunes filles (
(Revue Indo-chinoise, oct. 1910, pp. 381 - 382)

Les examens

- Chinese Civil Service Examinations, by C.M. Lacey Sites, Ph.D.
(East of Asia, special number June 1904, pp. 62-72)
- The abolition of the competitive examinations in China, by J.C. Ferguson
(J. of American Orient. Soc., vol. XXVII, 1st half, 1906, pp. 79-87)

Les réformes scolaires

- Education and reform in China, by R.W. Swallow
(Imp. & Asiat. Quart. Rev. July 1905, pp. 138 - 147)
- La réforme scolaire en Chine, par Albert Maybon
(La Revue, 15 novembre 1907, pp. 228 - 242)
- The abolition of the competitive examinations in Chine, by J.C. Ferguson
(J. of American Orient. Soc., vol. XXVII, 1st half, 1906, pp. 79-87)
- La réforme de l'enseignement en Chine, son caractère, ses tendances,
par Wang Ki-tseng (Ann. Sc. Politiques, 15 mai 1909, pp. 396 - 404)
- Les missions de Chine et les réformes scolaires, par A. Brou
(Etudes, 5 novembre 1911, pp. 389 - 410)
- La réforme de l'instruction en Chine, par Maurice Courant
(Revue Pédagogique, 16 juin 1906)

Les réformateurs

- Un maître de la jeune Chine : Liang Ki-tchao
(Toung Pao, oct.-dec. 1917, p. 247 et sq)
- Les idées du réformiste Liang Ki-tchao
(Revue indo-chinoise, fev. 1912, p. 188 - 191)

L'éducation nouvelle

- New culture in China, by John Dewey
(Asia, may 1921, pp; 581 - 586)
- L'éducation nouvelle en Chine, par Noël Perri
(Revue de Paris, 1^o juin 1907, pp. 473 - 494)
- Western education in south China , by O.F. Wisner
(East of Asia, spec. number, June 1904, pp. 73 - 89)



L'éducation féminine

- L'instruction des Jeunes Filles
(Revue Indo-chinoise, oct. 1910, pp. 381 - 382)
- Une oeuvre de haut enseignement pour les jeunes païennes : l'Etoile du
Matin de Zi-ka-wei (Rel. de Chine, juill.-août 1918, p. 132)
- The progress of women education, by Kyuin-san Kao
(The China Quarterly, march 1936, vol. I n° 3)

La presse

- La presse japonaise et les réformes chinoises
(Bulletin comm. Asie française, oct. 1910, p. 445)
- La jeune Chine et la presse française
par M. Tchong Tong (Courrier Européen, Paris 10 décembre 1911 ?)
- Les mandarins et la presse
(Bull. Com. Asie française, février 1910, p. 98)
- La "Société de littérature chrétienne pour la Chine", par René Jeannière
(Etudes, 5 juillet 1913, pp. 64 - 73)

Les missions

- Bull. des Missions : Les missions de Chine et les réformes sociales,
par A. Brou (Etudes, 5 novembre 1911, pp. 389 - 410)
- Bull. des Missions : La Chine républicaine et le christianisme, par A. Brou
(Etudes, 5 avril 1913, pp. 78 - 104)
- La "Société de Littérature chrétienne pour la Chine"
(Etudes, 5 juillet 1913, pp. 64 - 73)
- Educational institutions of the methodist Episcopal Church in China
(Chinese Record, XXXVIII, June 1907, pp. 325 - 327)

La situation en Chine

- Chine : l'agitation politique
(Asie française, oct.-dec. 1917, p.192)
- L'agitation dans les provinces de Chine
(Revue Indo-chinoise, dec. 1910, pp. 610 - 614)
- La situation politique en Chine, par Jean Rodes
(Asie franç., Bull., oct;-dec. 1916, pp. 171 - 173)
- La situation en Chine, par Jean Rodes
(Asie française, avril-juin 1916, pp. 84 - 87)
- La transformation de la Chine, les origines du mouvement réformiste, les édits impériaux et leurs résultats, par Rouire
(Revue des Deux Mondes, 1^{er} mars 1910, pp. 180 - 208
1^{er} mai 1910, pp. 204 - 228)
-

Le mouvement intellectuel

- Le socialisme chinois, par Li Chao-Pei
(La Revue, Paris, mars 1911, pp. 654-659)
- Comment les chinois ont compris la Révolution française, par F. Farjenel
(Journal Asiatique, mai-juin 1917, pp. 535 - 543)

ANNEXE I

L'Université "AURORE" de Changhai

"En juillet 1898, LIANG KI-CHAO, un des principaux promoteurs du mouvement dit "réformiste", faisait solliciter, par le ministre de France à Pékin, Mgr Garnier, évêque de Kiang-nan, d'autoriser M. MA SIANG-PE, lettré chrétien distingué, à prendre la direction d'un "Collège de Traducteurs" qu'on se proposait de fonder dans la capitale.

"M. MA SIANG-PE proposa à la Cour Impériale que la future école fut installée à Changhai. En outre, il mit comme condition de son acceptation que les Pères de Zi-ka-wei auraient part à l'entreprise. Il reçut pleine satisfaction." (1)

Ce beau projet fut arrêté par le coup d'Etat qui mit fin aux Cent Jours. Mais l'idée était lancée.

Au début de 1903, MA SIANG-PE reçut la visite de trois professeurs et quelques étudiants païens du collège de Nan-Yang, qui vinrent lui demander de reprendre son projet, et d'ouvrir une école pour eux. Cette école fut fondée en février 1903, en collaboration avec les Pères, comme MA SIANG-PE l'avait toujours désiré. On lui donna le nom d' "Aurore".

Les premiers cours ont lieu en mars 1903 avec 20 étudiants. Mais l'école est encore mal organisée. Il y a un conflit entre les administra-

(1) "Pour les 25 ans de l'Université Aurore", 1903-1928

trateurs d'une part, et d'autre part les étudiants, qui se considèrent comme les véritables fondateurs de l'oeuvre et veulent avoir un droit de regard sur l'organisation et sur les cours. Cependant, professeurs et étudiants ressentent toujours le besoin de la création d'une école de ce type. Ils font une nouvelle tentative, qu'on peut considérer comme la véritable fondation de l'Université Aurore. La réouverture des cours se fait en 1905, avec 94 étudiants. Les Jésuites dirigent les études; tout ce qui ne regarde pas directement les études (matériel, logement des étudiants) est confié à des lettrés chinois. Pour être admis au cours préparatoire, les élèves doivent avoir au moins 16 ans, et avoir terminé leurs études secondaires chinoises.

Les cours sont organisés en deux sections :

- Un cours préparatoire, qui dure 3 ans. Le programme comprend des cours de français, anglais, histoire, géographie, mathématiques, physique, sciences naturelles, philosophie, et est à peu près aligné sur celui de la préparation au baccalauréat en France.
- Un cours supérieur, qui dure aussi 3 ans. On y enseigne les Sciences (mathématiques spéciales, physique et chimie, géologie, minéralogie, hygiène) et les Lettres (langues et littératures française et anglaise, histoire et géographie, droit). Les diplômes délivrés peuvent être considérés comme l'équivalent de la Licence.

Vers 1910, on commence à y donner quelques cours techniques, et des cours de initiation à la médecine. Cette dernière branche se développe surtout à partir de 1916 : à cette date, le gouvernement français met à la disposition de l'Université Aurore le Dr SIBIRIL, qui y commence de véritables cours de médecine. La France s'intéresse à cette oeuvre, et

le gouvernement français lui accordera 6 bourses par an pour servir à payer le voyage, les études et l'entretien d'étudiants chinois en Europe.

Les étudiants de l'Université Aurore sont soumis aux mêmes exercices militaires que ceux des établissements officiels. L'université est d'ailleurs bien considérée par les autorités, avec qui les Pères entretiennent de bons rapports. En 1912, elle est reconnue officiellement comme Université chinoise.

En 1914, l'Université comprend 202 étudiants. Son cours supérieur est alors divisé en 3 sections : Lettres, Droit, Sciences.

- de 1912 à 1914, elle délivre : 19 diplômes de Licence ès-lettres
- de 1912 à 1918, : 18 certificats de Sciences (mathématiques, physique, chimie)
- de 1917 à 1920 : 5 Licences en Droit
- de 1916 à 1920 : 4 diplômes de Génie Civil
- en 1917 : 2 doctorats en Médecine

Vingt ans après sa fondation, elle avait diplômé 791 étudiants du cours préparatoire.

En septembre 1920, elle comptait 245 étudiants, en 1924 392, dont 320 païens. A cette dernière date, son personnel enseignant était composé de 23 Jésuites (dont 2 chinois), 2 Frères Maristes, 26 professeurs laïques (dont 10 chinois), soit 51 professeurs en tout.

D'après : "Pour les 25 ans de l'Université Aurore, 1903-1928"
brochure éditée en 1928 par l'université, à Changhai

"Aurore", par J. de la Servière (Rel. de Chine, avril 1925, 23 p.)

SOURCES

Ces sources ont été rassemblées essentiellement d'après la "Bibliotheca sinica" d'Henri Cordier.

Les mandarins

- Le recrutement et la moralité des Mandarins
(*"A travers le monde"*, XIV, 1908, pp. 245-246)
- Les mandarins et la presse
(*Bulletin Com. Asie Française*, fev.1910, p. 98)
- Mandarins nouveau style
(*Rel. de Chine, Kiang-nan*, janv. 1911, p.63)
- L'école des mandarins, par Octave Piel, S.J.
(*Rel. de Chine*, oct. 1911, pp. 231 - 233)

Les écoles

- L'Université Aurore de Shanghai et le Collège St-Ignace de Zi-ka-wei
(*Rel. de Chine*, juillet 1911, pp. 183 - 196)
- L'Université Aurore de Shanghai (protrait du fondateur, Ma Siang-peï)
(*Rel. de Chine*, avril 1913, p. 107)
- Une université française en Chine, Aurore
(*Rel. de Chine*) Juillet-octobre 1918 pp. 69 - 83)
- L'Université française de Shanghai, par Henri Cordier
(*Asie Française*, oct. 1918 / janv. 1919 pp. 141 - 143)
- Le Collège de Zi-ka-wei
(*Rel. de Chine*, oct. 1905, pp. 614 - 622)
- The Imperial University, Peiking, by W.A.P. Martin, ex-president
(*Chinese record*, march 1902, pp. 143 - 144)
- St-John's College, Shanghai, by Rev. F.L. Hawks Pott, D.D.
(*East of Asia*, vol.3 n° 1, march 1904, pp. 29 - 32)
- L'Etoile du Matin, une oeuvre de haut enseignement pour les jeunes païennes
(*Rel. de Chine*, juillet-août 1918, p. 132)
- Educational institutions of the methodist episcopal Church in China
(*Chinese Record*, XXXVIII, June 1907 pp.325 - 327)
- Les écoles de villages, par Philippe Leurent, S.J.
(*Chine, Ceylan, Madagascar*, mars 1907, pp. 414 - 419)
- Le Nan-Yang College, nouvelles méthodes d'enseignement en Chine,
par Pierre Ancel, S.J. (*Rel. de Chine*, oct. 1910, pp. 676 - 669)
- Le mouvement scolaire en Chine, statistiques scolaires de la Chine
(*Rel. de Chine*, avril 1913, p. 106)

La vie dans les écoles

- Règlement Impérial des Ecoles chinoises
(Revue Indo-chinoise, 30 mars 1906, pp. 477 - 483)
- The school system of China, by Arthur Smith
(East of Asia, vol.3 n° 1, march 1904, pp. 1 - 10)
- La vie de collège en Chine - Lettre du Père Elie Hopsomer, S.J.
(Chine, Ceylan, Madagascar, mars 1907, pp. 397 - 413)
- La discipline dans les établissements scolaires chinois, par A. Brou
(Revue Indo-chinoise, oct. 1911, pp. 426 - 431)
- Les grèves d'étudiants et la solidarité à Ta-Ming-fou,
par L. Desbuquois, S.J. (Chine, Ceylan, Madagascar, avr-juil.1920)
- L'instruction des jeunes filles (
(Revue Indo-chinoise, oct. 1910, pp. 381 - 382)

Les examens

- Chinese Civil Service Examinations, by C.M. Lacey Sites, Ph.D.
(East of Asia, special number June 1904, pp. 62-72)
- The abolition of the competitive examinations in China, by J.C. Ferguson
(J. of American Orient. Soc., vol. XXVII, 1st half, 1906, pp. 79-87)

Les réformes scolaires

- Education and reform in China, by R.W. Swallow
(Imp. & Asiat. Quart. Rev. July 1905, pp. 138 - 147)
- La réforme scolaire en Chine, par Albert Maybon
(La Revue, 15 novembre 1907, pp. 228 -242)
- The abolition of the competitive examinations in Chine, by J.C. Ferguson
(J. of American Orient. Soc., vol. XXVII, 1st half, 1906, pp. 79-87)
- La réforme de l'enseignement en Chine, son caractère, ses tendances,
par Wang Ki-t seng (Ann. Sc. Politiques, 15 mai 1909, pp. 396 - 404)
- Les missions de Chine et les réformes scolaires , par A. Brou
(Etudes, 5 novembre 1911, pp. 389 - 410)
- La réforme de l'instruction en Chine, par Maurice Courant
(Revue Pédagogique, 16 juin 1906)

Les réformateurs

- Un maître de la jeune Chine : Liang Ki-tchao
(Toung Pao, oct.-dec. 1917, p. 247 et sq)
- Les idées du réformiste Liang Ki-tchao
(Revue indo-chinoise, fev. 1912, p. 188 - 191)

L'éducation nouvelle

- New culture in China, by John Dewey
(Asia, may 1921, pp; 581 - 586)
- L'éducation nouvelle en Chine, par Noël Perri
(Revue de Paris, 1^o juin 1907, pp. 473 - 494)
- Western education in south China , by O.F. Wisner
(East of Asia, spec. number, June 1904, pp. 73 - 89)

L'éducation féminine

- L'instruction des Jeunes Filles
(Revue Indo-chinoise, oct. 1910, pp. 381 - 382)
- Une oeuvre de haut enseignement pour les jeunes païennes : l'Etoile du
Matin de Zi-ka-wei (Rel. de Chine, juill.-août 1918, p. 132)
- The progress of women education, by Kyuin-san Kao
(The China Quarterly, march 1936, vol. I n° 3)

La presse

- La presse japonaise et les réformes chinoises
(Bulletin comm. Asie française, oct. 1910, p. 445)
- La jeune Chine et la presse française
par M. Tcheng Tong (Courrier Européen, Paris 10 décembre 1911 ?)
- Les mandarins et la presse
(Bull. Com. Asie française, février 1910, p. 98)
- La "Société de littérature chrétienne pour la Chine", par René Jeannière
(Etudes, 5 juillet 1913, pp. 64 - 73)

Les missions

- Bull. des Missions : Les missions de Chine et les réformes sociales,
par A. Brou (Etudes, 5 novembre 1911, pp. 389 - 410)
- Bull. des Missions : La Chine républicaine et le christianisme, par A. Brou
(Etudes, 5 avril 1913, pp. 78 - 104)
- La "Société de Littérature chrétienne pour la Chine"
(Etudes, 5 juillet 1913, pp. 64 - 73)
- Educational institutions of the methodist Episcopal Church in China
(Chinese Record, XXXVIII, June 1907, pp. 325 - 327)

La situation en Chine

- Chine : l'agitation politique
(Asie française, oct.-dec. 1917, p.192)
- L'agitation dans les provinces de Chine
(Revue Indo-chinoise, dec. 1910, pp. 610 - 614)
- La situation politique en Chine, par Jean Rodes
(Asie franç., Bull., oct;-dec. 1916, pp. 171 - 173)
- La situation en Chine, par Jean Rodes
(Asie française, avril-juin 1916, pp. 84 - 87)
- La transformation de la Chine, les origines du mouvement réformiste, les édits impériaux et leurs résultats, par Rouire
(Revue des Deux Mondes, 1^o mars 1910, pp. 180 - 208
1^o mai 1910, pp. 204 - 228)
-

Le mouvement intellectuel

- Le socialisme chinois, par Li Chao-Pei
(La Revue, Paris, mars 1911, pp. 654-659)
- Comment les chinois ont compris la Révolution française, par F. Farjenel
(Journal Asiatique, mai-juin 1917, pp. 535 - 543)